

CHIFFRES-CLÉS

DE LA RÉGION

ÎLE-DE-FRANCE 2009

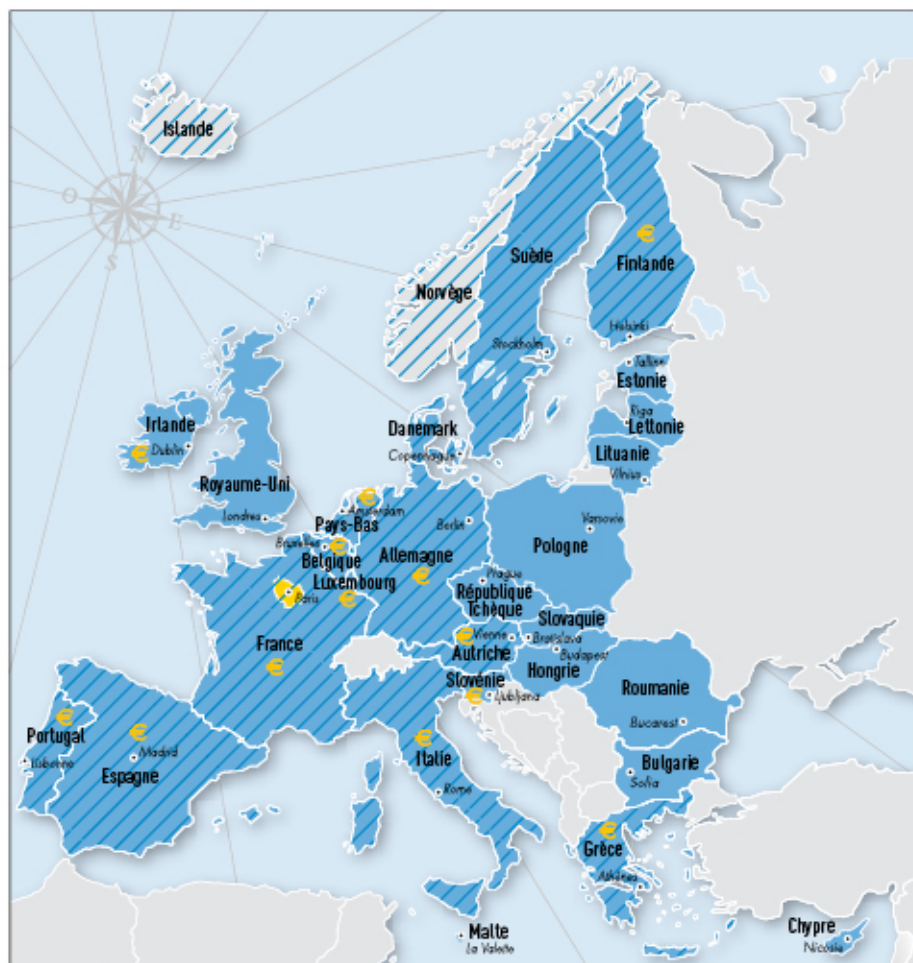


En partenariat avec



L'ÎLE-DE-FRANCE	2
POPULATION	8
ÉCONOMIE GÉNÉRALE	10
PIB.....	11
Valeur ajoutée.....	10
Indices.....	12
Chiffres d'affaires.....	13
Échanges internationaux.....	13
Investissements étrangers.....	16
Budget.....	17
Crédits d'intervention de l'État et de l'Europe en Île-de-France.....	17
Fiscalité.....	19
EMPLOI ET REVENUS	20
Emploi.....	20
Chômage.....	27
Revenus.....	29
ENSEIGNEMENT ET RECHERCHE	32
Enseignement.....	32
Recherche.....	33
APPAREIL PRODUCTIF	37
SECTEURS D'ACTIVITÉ	40
Agriculture.....	40
Artisanat.....	41
Industrie.....	41
Construction.....	44
Commerce.....	45
Services.....	47
Finance.....	50
IMMOBILIER D'ENTREPRISES	51
LOGEMENT	54
TRANSPORTS	56
ENVIRONNEMENT	60
SANTÉ	63
TOURISME ET LOISIRS	65
Centres de congrès et d'expositions.....	65
Tourisme.....	66
Loisirs.....	70
GLOSSAIRE / LIENS UTILES / POUR EN SAVOIR PLUS	71

L'Île-de-France dans l'Union européenne au 31-12-2008



- pays membres de l'Union européenne
- pays membres de l'espace Schengen
- pays membres de la zone Euro

Région Île-de-France

0 500 km

© IAU IDF



L'ÎLE-DE-FRANCE

Située au carrefour des échanges européens et mondiaux, l'Île-de-France est la première région économique française et l'une des premières au niveau européen. Composée de **8 départements** et **1 281 communes**, elle accueille une population de **11,7 millions d'habitants*** (**19 % de la population française**), plus jeune que la moyenne nationale.

Ses atouts sont nombreux :

- en 2007, son PIB a représenté plus de **28 % de la richesse nationale** et environ **4,5 % du PIB de l'Union européenne**, grâce en particulier à la présence de nombreuses entreprises multinationales et à une forte densité de sièges sociaux (à Paris et à la Défense notamment). Fortement attractive, l'Île-de-France est la deuxième région en Europe en matière d'investissements directs étrangers ;

- sa forte tradition industrielle se caractérise par un tissu très dense de PME / PMI et un très large éventail d'activités. Mais en termes d'emplois, **les activités du tertiaire représentent environ 82 % de l'emploi salarié francilien** ;

- premier bassin d'emploi européen, sa main-d'œuvre est hautement qualifiée : **37 % des cadres de France et près de 35 % du personnel de la recherche publique**. De nombreux établissements d'enseignement supérieur et de recherche (universités et grandes écoles) dans les domaines de l'informatique, des mathématiques, des télécommunications, des énergies nouvelles, des biotechnologies, du management, du commerce international... sont situés dans la région ;



Grande Arche de la Défense, Paris

11,7 millions d'habitants*

(19 % de la population française)

37 % des cadres de France
et près de **35 % du personnel
de la recherche publique**

* Estimation 2008



Météor, ligne 14 du métro



Le supercalculateur Tera-10,
qui développe une puissance de plus
de 50 téraflops (50 000 milliards
d'opérations à la seconde).

Une des **capitales mondiales**
des **salons, congrès**
professionnels
ou autres **expositions** :
plus de **3 000 manifestations**
y ont eu lieu en 2007

- pour encourager et accompagner son développement, **la région s'est dotée d'infrastructures de premier plan : elle est la deuxième plateforme aéroportuaire d'Europe, bénéficie de l'interconnexion avec le réseau TGV** qui la relie à deux grandes capitales de l'Europe occidentale (Londres et Bruxelles), et de nombreuses infrastructures de transport (210 km de métro, 1 400 km de RER et voies ferrées, 3 000 km de voies d'autobus, 2 100 km de routes nationales et d'autoroutes). Avec 70 ports, la région est également la **deuxième plateforme fluviale d'Europe** ;

- enfin, par son histoire et son environnement culturel, l'Île-de-France, et plus particulièrement Paris, restent très attractifs. Elle est, depuis plusieurs années, **la première destination touristique au monde et l'une des capitales mondiales des salons, congrès professionnels ou autres événements** : plus de 3 000 manifestations y ont eu lieu en 2007.

À retenir

La région Île-de-France représente 19,0 % de la population française et 28,6 % du PIB national.

Superficie (en km ²)	12 012
Population en 2008 (Insee, estimation au 1 ^{er} janvier)	11 694 000
Densité de population en 2008 (hab/km ²)	974
PIB en 2007 (en millions d'euros courants, Insee)	533 560
Nombre d'entreprises en 2007 (Insee, 1^{er} janvier)	678 500
Emploi total en 2006 (Insee)	5 495 000
Nombre de chômeurs (au sens du BIT) en 2007 (Insee)	460 000
Taux de chômage localisé au 2 ^e trimestre 2008 (Insee)	6,6 %
Effectifs* de la recherche publique et privée en 2005 (MESR)	137 700
Effectifs de l'enseignement supérieur 2007-2008 (MEN)	585 960
Trafic aérien des aéroports parisiens en 2007 (nombre de passagers, Aéroports de Paris)	86 400 000
Exportations en 2007 (en millions d'euros, Douanes)	60 680
Importations en 2007 (en millions d'euros, Douanes)	115 320
Emplois créés par de nouvelles implantations d'entreprises en 2007 (ARD/AFII)	10 400
Créations d'entreprises en 2007 (Insee)	74 950
Défaillances d'entreprises en 2007 (Insee)	10 160
Parc de bureaux en 2008 (en milliers de m ² , Orie)	48 000

* en équivalent temps plein.

Limites administratives, communes et départements de l'Île-de-France

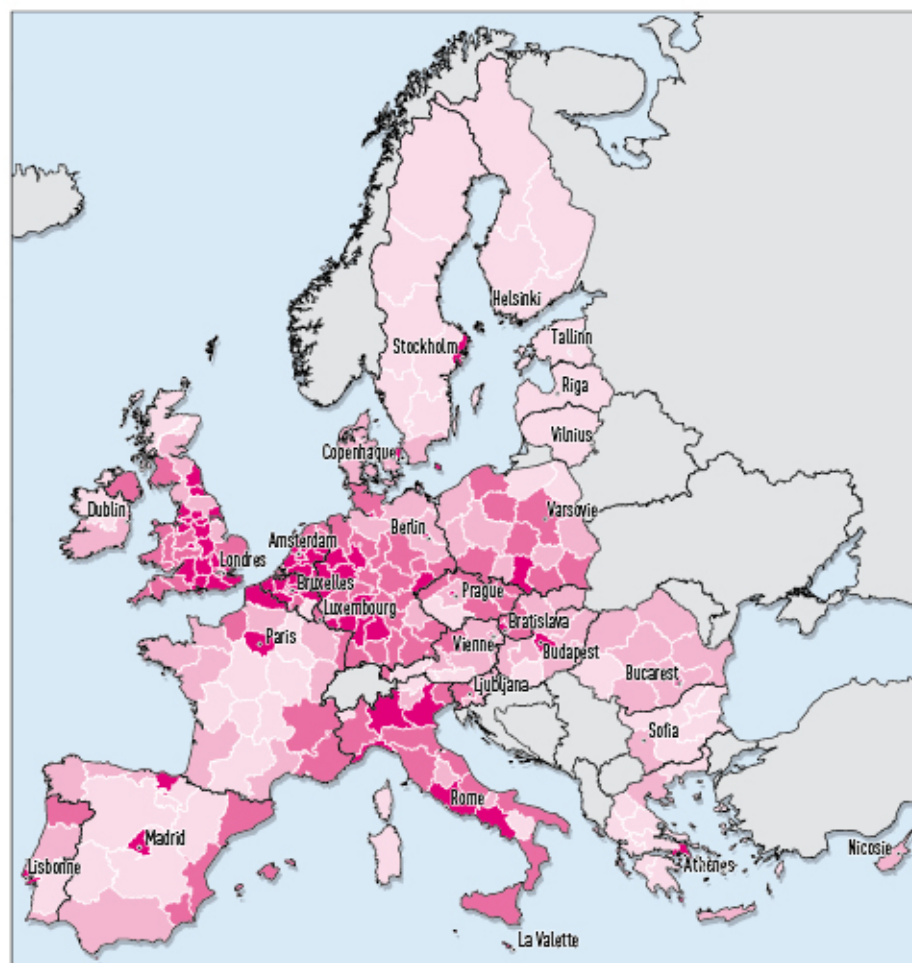
- Versailles préfecture
• Rambouillet sous-préfecture
- limite de la Région Île-de-France
 limite de département
 limite de commune
- espace construit
 espace boisé
 autre espace
 aéroport commercial
~ principaux cours d'eau



	départements	communes	surface km ²
petite couronne	75 - Paris	20 arrondts	105
	92 - Hauts-de-Seine	36	176
	93 - Seine-Saint-Denis	40	236
	94 - Val-de-Marne	47	245
grande couronne	77 - Seine-et-Marne	514	5 915
	78 - Yvelines	262	2 284
	91 - Essonne	196	1 804
	95 - Val-d'Oise	185	1 246
total Île-de-France		1 300	12 012



Densité de population dans les régions de l'Union européenne en 2006*



Densité de population (nombre d'habitants au km²)

Moy. UE 27 = 115

moins de 70

71 - 115

116 - 250

plus de 250

pays hors UE



* Espagne, France, Belgique, Autriche, Pologne : 2005.

Évolution de la population par département entre 1999 et 2006

	Superficie (km ²)	Population		Variation absolue de population 2006/1999	Densité de population en 2006 (hab./km ²)
		1999	2006 ⁽¹⁾		
Paris	105	2 125 000	2 181 000	56 000	20 771
Seine-et-Marne	5 915	1 194 000	1 273 000	79 000	215
Yvelines	2 284	1 354 000	1 396 000	42 000	611
Essonne	1 804	1 134 000	1 198 000	64 000	664
Hauts-de-Seine	176	1 429 000	1 536 000	107 000	8 727
Seine-Saint-Denis	236	1 383 000	1 492 000	109 000	6 322
Val-de-Marne	245	1 227 000	1 298 000	71 000	5 298
Val-d'Oise	1 246	1 105 000	1 157 000	52 000	929
Île-de-France	12 012	10 952 000	11 532 000	580 000	960
France métropolitaine	543 965	58 518 000	61 400 000	2 882 000	113

(1) Population légale au 1^{er} janvier 2006 (cf. glossaire).

Du fait des arrondissements, les résultats pour la région ne sont pas égaux à la somme des départements.

Source : Insee, recensements de la population 1999 et 2006

Structure de la population selon la tranche d'âge au 01-01-2006

(en %)

	0-19 ans	20-39 ans	40-59 ans	60-74 ans	75 ans ou plus
Paris	19,8	35,7	26,1	11,1	7,3
Seine-et-Marne	28,7	28,1	28,4	9,6	5,2
Yvelines	27,8	27,2	28,3	11,0	5,7
Essonne	27,6	28,3	27,9	10,7	5,5
Hauts-de-Seine	24,9	31,6	26,3	10,3	6,9
Seine-Saint-Denis	29,0	30,5	26,4	9,3	4,8
Val-de-Marne	25,7	30,0	27,3	10,5	6,5
Val-d'Oise	29,2	28,4	28,0	9,4	5,0
Île-de-France	26,0	30,5	27,2	10,3	6,0
France métropolitaine	24,9	26,4	27,6	12,8	8,3

Source : Insee, estimations de population

Population des dix principales communes hors Paris au 01-01-2006⁽¹⁾

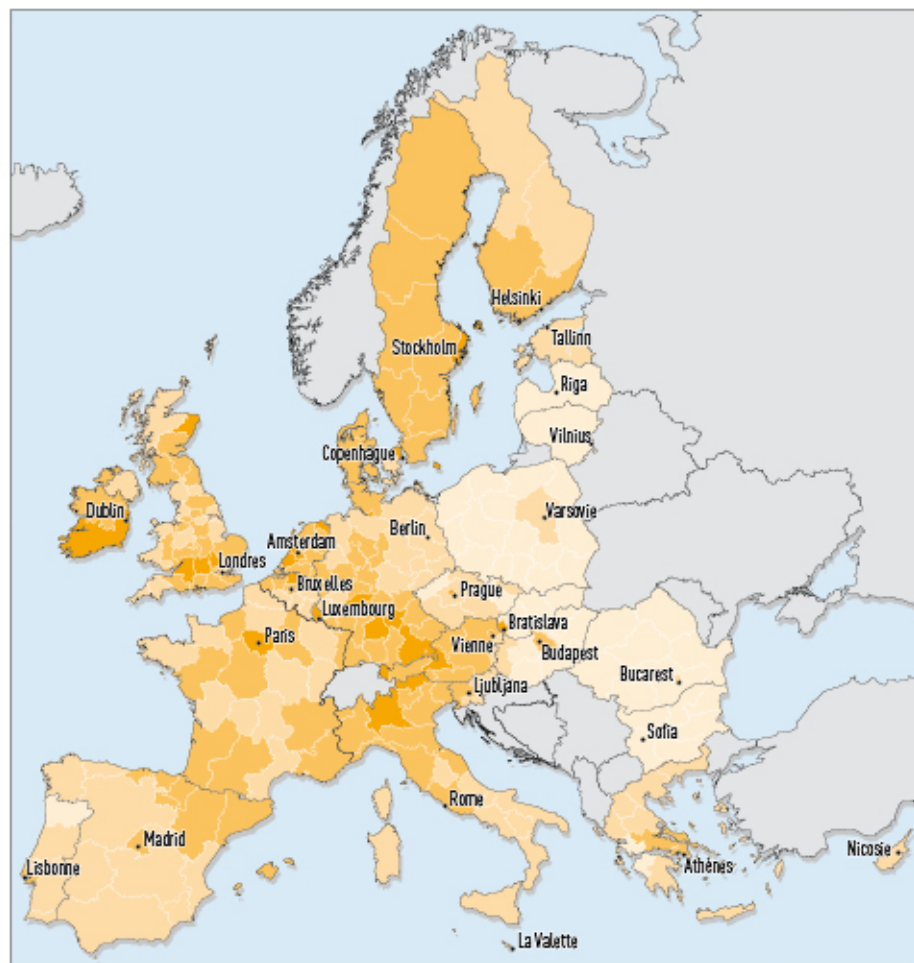
	Département	Population
Boulogne-Billancourt	Hauts-de-Seine	110 300
Argenteuil	Val-d'Oise	102 700
Montreuil	Seine-Saint-Denis	101 600
Saint-Denis	Seine-Saint-Denis	97 900
Créteil	Val-de-Marne	89 000
Nanterre	Hauts-de-Seine	88 300
Versailles	Yvelines	87 500
Courbevoie	Hauts-de-Seine	84 400
Vitry-sur-Seine	Val-de-Marne	82 900
Asnières-sur-Seine	Hauts-de-Seine	82 400

(1) Population légale (cf. glossaire).

Source : Insee, recensement de la population 2006

PIB

Produit intérieur brut (PIB) dans les régions de l'Union européenne en 2005



Produit Intérieur Brut (standard de pouvoir d'achat* par habitant)
Moy. UE 27 = 22 400



Grey box: pays hors UE



*Standard de pouvoir d'achat (SPA) : unité communautaire de parité de pouvoir d'achat qui permet une comparaison des volumes réels des biens et services produits dans différents pays, en éliminant les différences de niveaux de prix.

Produit intérieur brut

	Île-de-France			France métropolitaine
	2005	2006	2007	2007
PIB en valeur ⁽¹⁾	488 585	511 108	533 564	1 859 644
PIB par emploi ⁽²⁾	90 603	93 612	96 285	74 243
PIB par habitant ⁽²⁾	42 689	44 372	45 982	30 140
PIB en volume ⁽³⁾	444 094	453 823	464 993	1 606 227

(1) En millions d'euros courants.

(2) En euros courants.

(3) En millions d'euros constants.

Source : Insee, comptes régionaux, base 2000. Données 2006 semi-définitives, données 2007 provisoires

Valeur ajoutée

Valeur ajoutée par secteur d'activité

(en millions d'euros)

	Île-de-France			France métropolitaine
	2006	2007	2007 (en %)	2007 (en %)
Agriculture, sylviculture, pêche	545	612	0,1	2,2
Industries agricoles et alimentaires	3 247	3 261	0,7	1,7
Industries des biens de consommation	13 943	13 540	2,8	2,2
Industrie automobile	3 685	2 942	0,6	0,7
Industries des biens d'équipement	9 884	9 266	1,9	2,8
Industries des biens intermédiaires	8 257	8 829	1,8	4,9
Energie	8 427	9 043	1,9	1,9
Construction	17 632	19 483	4,1	6,5
Commerce	44 330	44 665	9,3	10,0
Transports	21 408	22 777	4,8	4,4
Activités financières, activités immobilières	105 126	111 916	23,4	19,3
Services aux entreprises	109 693	116 293	24,4	16,7
Services aux particuliers	37 330	39 058	8,2	5,5
Education, santé, action sociale, administration	72 982	76 100	16,0	21,2
Total valeur ajoutée	456 489	477 785	100,0	1 665 235

Source : Insee, comptes régionaux, base 2000. Données 2006 semi-définitives, données 2007 provisoires

Indices

Indice des prix à la consommation

France entière (métropole et DOM), base 100 en 1998

(variations annuelles en % ⁽¹⁾)

	2004/2003	2005/2004	2006/2005	2007/2006
Ensemble hors tabac	1,7	1,7	1,7	1,5
Ensemble y compris tabac	2,1	1,8	1,6	1,5

(1) Moyenne des douze indices mensuels rapportée à la moyenne de l'année précédente.

Source : Insee

Indice du coût de la construction

France métropolitaine, base 100 au 4^e trimestre 1953

(variations annuelles en % ⁽¹⁾)

	2004/2003	2005/2004	2006/2005	2007/2006
	4,8	2,4	7,0	4,0

(1) Moyenne des 4 trimestres de l'année rapportée à celle des 4 trimestres de l'année précédente.

Source : Insee

Indice de référence des loyers ⁽¹⁾

France métropolitaine, base 100 au 4^e trimestre 1998

(variations annuelles en % ⁽¹⁾)

	2004/2003	2005/2004	2006/2005	2007/2006
	1,6	1,7	1,7	1,3

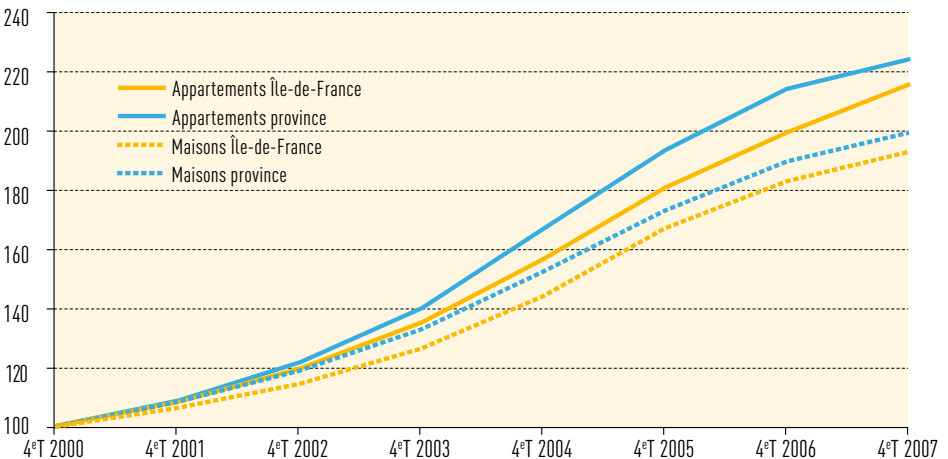
(1) Un nouvel indice de référence des loyers a été mis en place en 2008.

(2) Moyenne des 4 trimestres de l'année rapportée à celle des 4 trimestres de l'année précédente.

Source : Insee

Indice des prix des logements anciens ⁽¹⁾

Base 100 au 4^e trimestre 2000



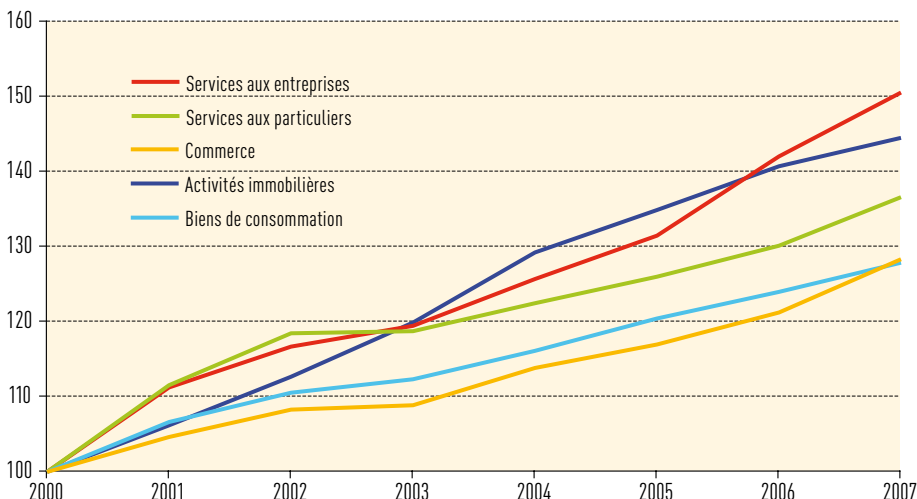
(1) Logements anciens au sens fiscal du terme : construits depuis plus de cinq ans ou ayant déjà fait l'objet d'une mutation.

Sources : Insee - Chambres des notaires

Chiffre d'affaires

Indices annuels de chiffres d'affaires par secteur en Île-de-France ⁽¹⁾

Base 100 en 2000



(1) Indices sectoriels régionaux repondérés calculés à partir des indices nationaux de chiffres d'affaires.

La pondération est faite selon la répartition régionale de la masse salariale par secteur.

Les secteurs retenus sont :

- d'une part, les quatre secteurs dans lesquels l'Île-de-France est le plus spécialisée (services aux entreprises, activités immobilières, services aux particuliers, biens de consommation), la spécialisation étant mesurée en faisant le rapport entre la part de la masse salariale régionale dans le secteur et la part nationale ;
- d'autre part, le secteur du commerce qui a un poids important dans la région en termes de masse salariale.

Sources : Insee - Direction générale des impôts, déclarations de TVA

Échanges internationaux

Importations et exportations de biens de la région Île-de-France

(en millions d'euros)

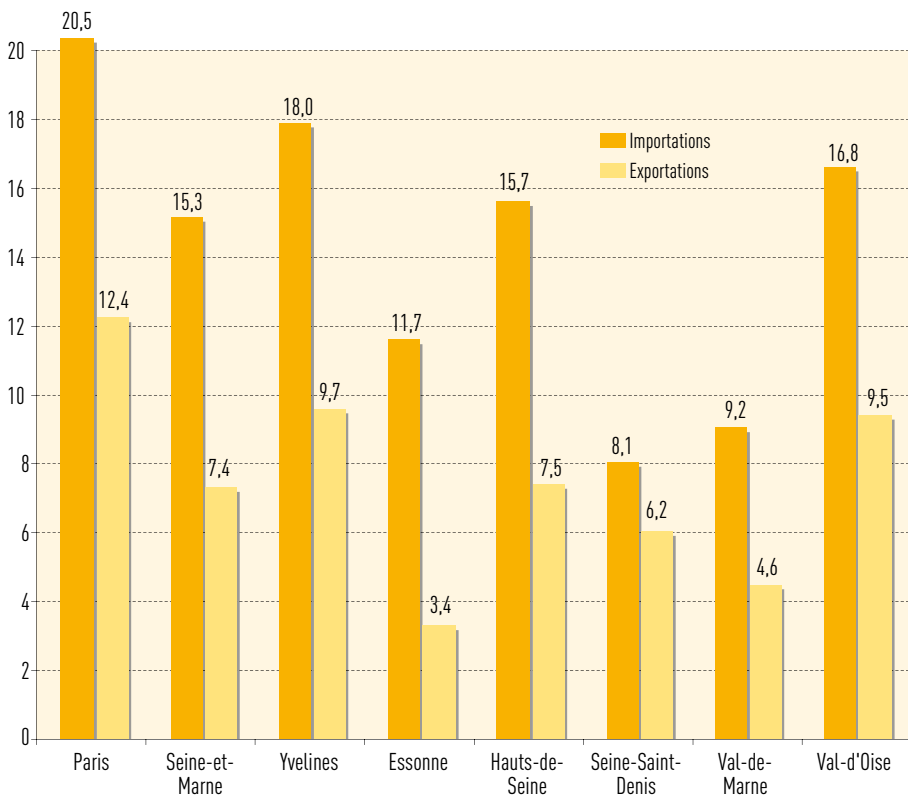
	2006	2007	2007/2006 (en %)
Importations	110 676	115 315	+ 4,2
Exportations ⁽¹⁾	65 351	60 678	- 7,2
Taux de couverture	59,0 %	52,6 %	- 6,4 points

(1) Depuis le dernier trimestre 2004 et jusqu'au premier trimestre 2006 inclus, une erreur déclarative a affecté les échanges commerciaux dans la construction automobile de la région Île-de-France. Un important recul a donc été observé en 2007 car les échanges restent surévalués sur la période précédente (2006). Les rectifications déclaratives n'ayant pas été produites, la statistique d'évolution 2007/2006 doit être appréciée en tenant compte de cette observation.

Source : Direction interrégionale des douanes d'Île-de-France

Échanges extérieurs par département en 2007

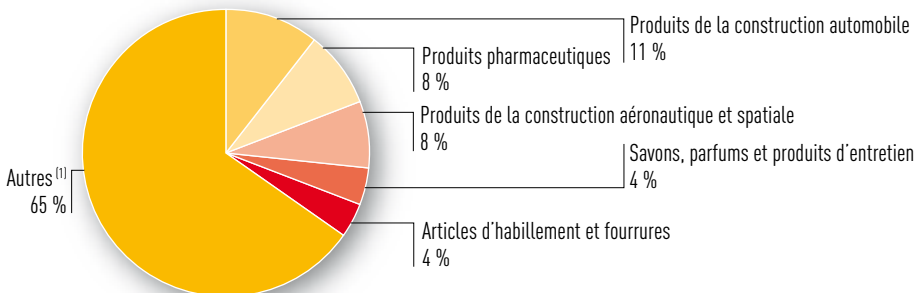
(en milliards d'euros)



Source : Direction interrégionale des douanes d'Île-de-France

Principaux produits exportés en 2007

(en % des exportations)

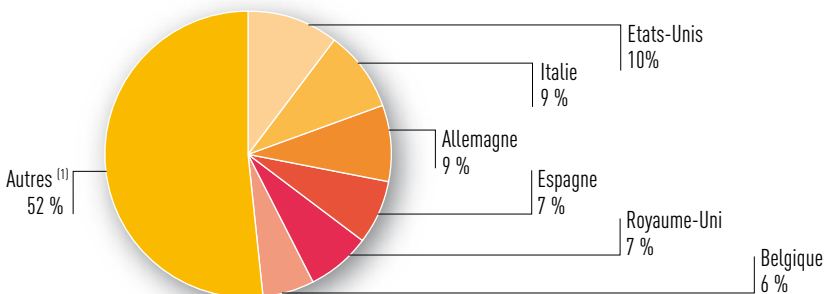


(1) Somme des secteurs représentant individuellement moins de 4 %.

Source : Direction interrégionale des douanes d'Île-de-France

Principaux pays clients en 2007

(en % des exportations)

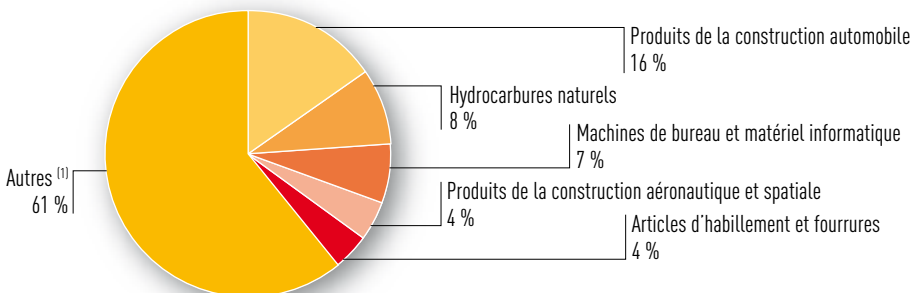


(1) Somme des secteurs représentant individuellement moins de 6 %.

Source : Direction interrégionale des douanes d'Île-de-France

Principaux produits importés en 2007

(en % des importations)

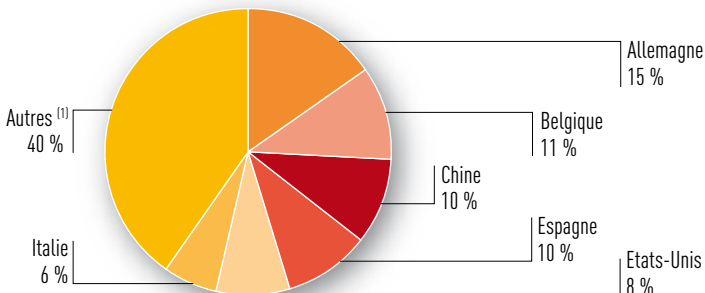


(1) Somme des secteurs représentant individuellement moins de 4 %.

Source : Direction interrégionale des douanes d'Île-de-France

Principaux pays fournisseurs en 2007

(en % des importations)

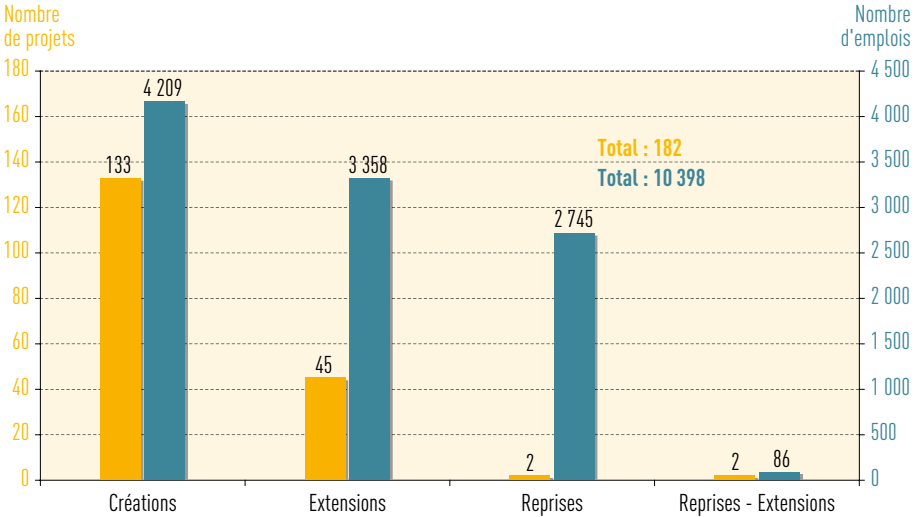


(1) Somme des secteurs représentant individuellement moins de 6 %.

Source : Direction interrégionale des douanes d'Île-de-France

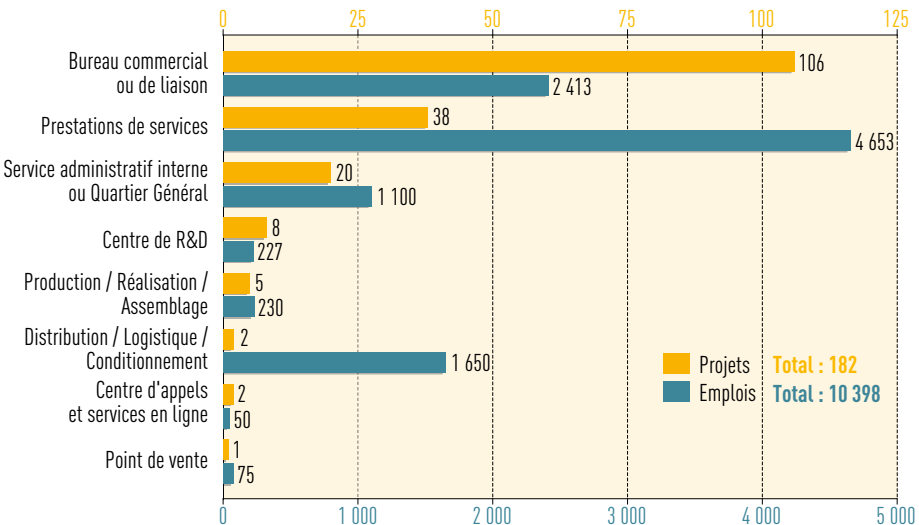
Investissements étrangers

Répartition par type d'opération en 2007



Source : AFII/ARD 2007

Répartition des projets et des emplois par type de projet en 2007



Source : AFII/ARD 2007

Budget

Budgets primitifs 2008 des départements d'Île-de-France

	Paris			Seine-et-Marne		
	Montant (en M€)	Part dans le budget (en %)	Evolution 2008/2007 (en %)	Montant (en M€)	Part dans le budget (en %)	Evolution 2008/2007 (en %)
Dépenses	1 904,4		+ 2,3	1 158,1		+ 6,9
Section d'investissement	202,4	10,6	- 6,7	301,6	26,0	+ 1,0
Section de fonctionnement	1 701,9	89,4	+3,5	856,4	73,9	+ 9,2
Recettes	1 904,4		+ 2,3	1 158,1		+ 6,9
Section d'investissement	148,4	7,8	-8,80	242,4	20,9	+ 16,1
Section de fonctionnement	1 755,9	92,2	+ 3,4	915,6	79,1	+ 4,7

	Yvelines			Essonne		
	Montant (en M€)	Part dans le budget (en %)	Evolution 2008/2007 (en %)	Montant (en M€)	Part dans le budget (en %)	Evolution 2008/2007 (en %)
Dépenses	1 133,7		+ 7,0	1 243,0		+ 5,6
Section d'investissement	377,3	33,3	+ 5,0	366,3	29,5	+ 5,5
Section de fonctionnement	756,4	66,7	+ 8,1	876,6	70,5	+ 5,7
Recettes	1 133,7		+ 7,0	1 243,0		+ 5,6
Section d'investissement	318,3	28,1	+ 15,6	267,3	21,5	+ 7,6
Section de fonctionnement	815,4	71,9	+ 4,0	975,6	78,5	+ 5,1

	Hauts-de-Seine			Seine-Saint-Denis		
	Montant (en M€)	Part dans le budget (en %)	Evolution 2008/2007 (en %)	Montant (en M€)	Part dans le budget (en %)	Evolution 2008/2007 (en %)
Dépenses	1 884,3		+ 7,9	1 694,5		+ 4,7
Section d'investissement	586,1	31,1	+ 11,8	279,7	16,5	+ 5,0
Section de fonctionnement	1 298,1	68,9	+ 6,3	1 414,8	83,5	+ 4,7
Recettes	1 884,3		+ 7,9	1 694,5		+ 4,7
Section d'investissement	435,8	23,1	+ 3,4	162,9	9,6	+ 2,0
Section de fonctionnement	1 448,5	76,9	+ 26,5	1 531,5	90,4	+ 5,0

	Val-de-Marne			Val-d'Oise		
	Montant (en M€)	Part dans le budget (en %)	Evolution 2008/2007 (en %)	Montant (en M€)	Part dans le budget (en %)	Evolution 2008/2007 (en %)
Dépenses	1 522,1		+ 1,0	1 041,9		+ 5,0
Section d'investissement	407,7	26,8	- 8,3	321,2	30,8	+ 2,1
Section de fonctionnement	1 114,4	73,2	+ 4,9	720,7	69,2	+ 6,3
Recettes	1 522,1		+ 1,0	1 041,9		+ 5,0
Section d'investissement	311,4	20,5	- 11,9	210,4	20,2	- 5,7
Section de fonctionnement	1 210,6	79,5	+ 5,0	831,4	79,8	+ 8,1

Source : Ministère de l'intérieur / DGCL

Budget primitif 2008 de la région Île-de-France

	Région Île-de-France		
	Montant (en M€)	Part dans le budget (en %)	Evolution 2008/2007 (en %)
Dépenses	4 352,9		+8,3
Section d'investissement	1 866,8	42,9	+7,1
Section de fonctionnement	2 486,1	57,1	+9,3
Recettes	4 352,9		+8,3
Section d'investissement	1 070,8	24,6	+14,1
Section de fonctionnement	3 282,1	75,4	+6,6

Source : Ministère de l'intérieur / DGCL

Crédits d'intervention de l'État et de l'Europe en Île-de-France

Contrat de projets État/région Île-de-France 2007-2013 par grand groupe

Groupe	Engagement financier de l'État (en M€)	Engagement financier de la région (en M€)	Engagement total État Région (en M€)
Agir sur le chômage	49,0	78,5	127,5
Favoriser une plus grande cohésion sociale	28,3	28,3	56,7
Renforcer l'attractivité	206,4	312,7	519,2
Enseignement	625,0	589,0	1 214,0
Recherche	100,4	100,4	200,8
Sport	30,0	30,0	60,0
Culture	32,8	30,5	63,3
Pôles de compétitivité	10,0	28,0	38,0
Favoriser l'accessibilité	874,0	2 063,0	2 937,0
Valoriser l'agriculture et la forêt	17,2	26,9	44,1
Lutte contre le changement climatique	25,0	72,0	97,0
Prendre en compte les changements environnementaux de l'Île-de-France	42,9	65,7	108,7
Total contrat de projets 2007-2013	2 041,0	3 425,0	5 466,3

Source : Préfecture de la région d'Île-de-France

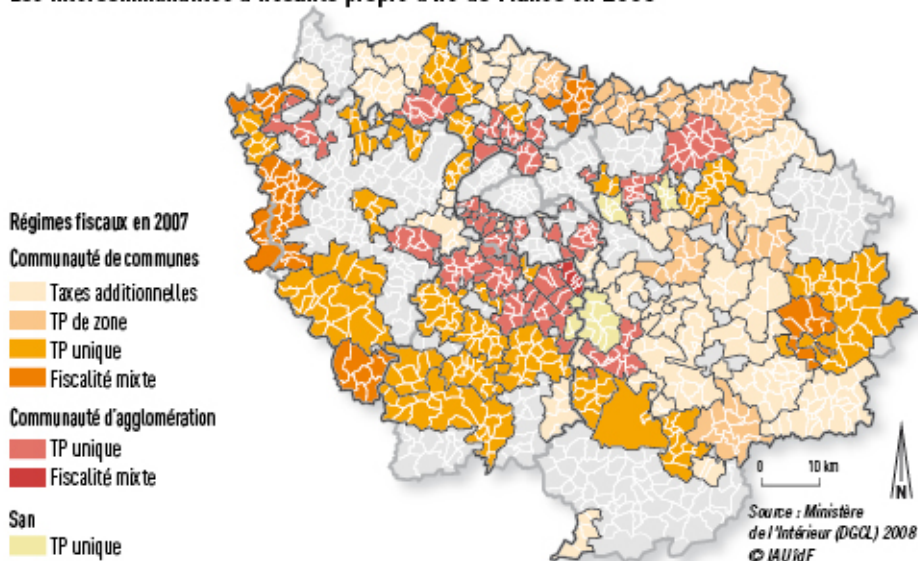
Fonds européens accordés à la région Île-de-France dans le cadre des politiques de cohésion (économique, sociale et de développement rural) pour la période 2007 - 2013

Fonds	Objectif du fonds	Montant du fonds (en M€)
FEDER (Fonds européen de développement régional)	Projets d'innovation, de développement économique et durable et de réduction des disparités régionales	151,0
FSE (Fonds social européen)	Initiatives en faveur de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelle	535,0
FEADER (Fonds européen agricole de développement rural)	Compétitivité des secteurs agricole et forestier, l'environnement et la gestion de l'espace rural, la qualité de vie et la diversification des activités en zones rurales	14,1

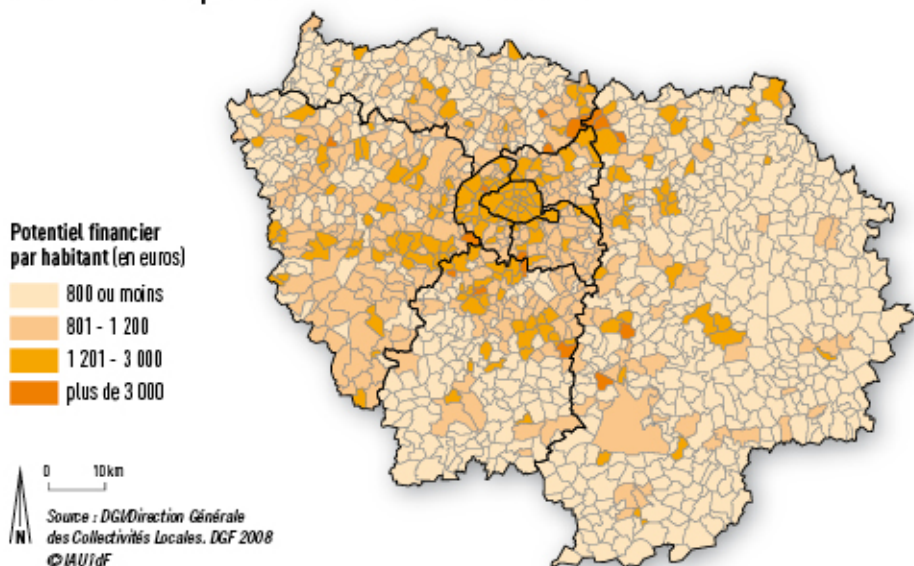
Source : Préfecture de la région d'Île-de-France

Fiscalité

Les intercommunalités à fiscalité propre d'Île-de-France en 2008

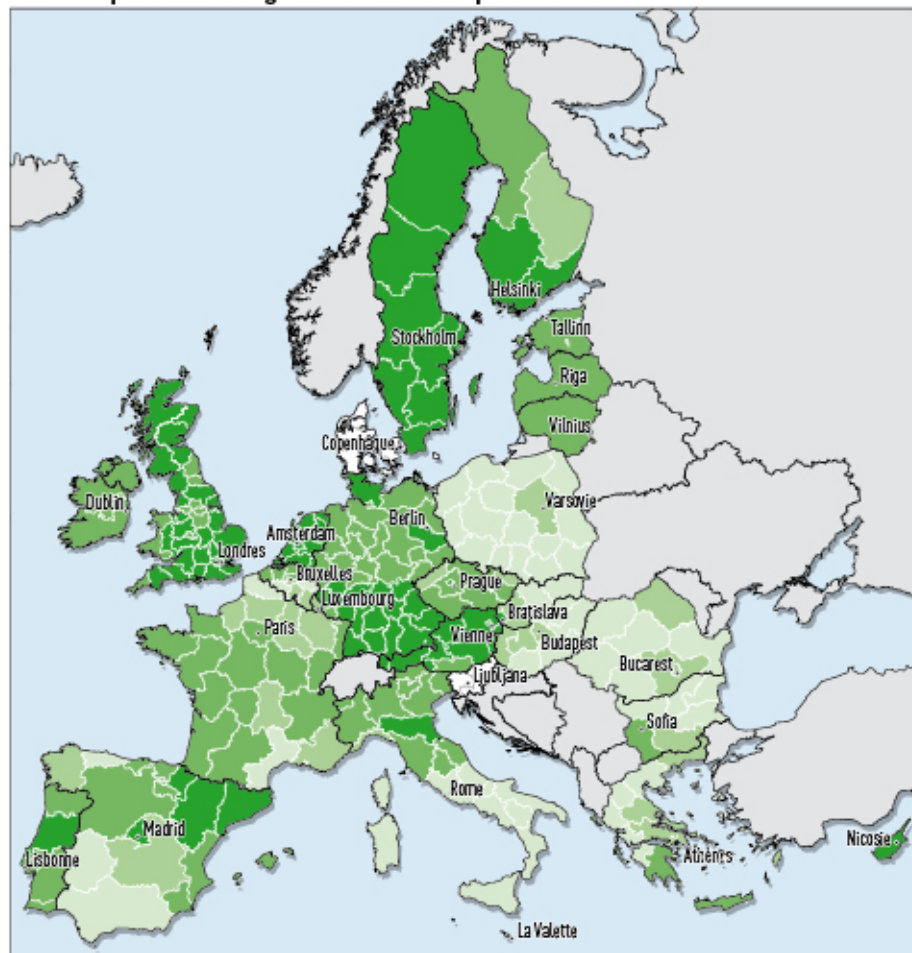


Potentiel financier par habitant en Île-de-France en 2007



Emploi

Taux d'emploi dans les régions de l'Union européenne en 2007



Taux d'emploi* (en %)

Moy. UE 27 = 64,5

60,0 ou moins

60,1 - 64,5

64,6 - 70,0

plus de 70,0

données non disponibles

pays hors UE



0 500 km

Source : Eurostat 2008

© IAU idF

* Le taux d'emploi est obtenu en divisant le nombre de personnes occupées âgées de 15 à 64 ans par la population totale de la même tranche d'âge.

La stratégie de Lisbonne fixe l'objectif d'atteindre un taux d'emploi de 70 % d'ici 2010.

Population active ⁽¹⁾ en 2007

(structure en %)

	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Ensemble
Île-de-France	0,2	4,8	27,6	23,9	29,0	14,5	100,0
Hommes	0,2	7,1	32,0	21,9	15,3	23,4	100,0
Femmes	0,1	2,4	22,9	26,0	43,7	4,9	100,0
Province	2,4	6,3	11,9	22,8	30,5	26,1	100,0
Hommes	3,2	8,3	14,2	21,9	12,4	40,0	100,0
Femmes	1,5	4,0	9,2	23,8	51,1	10,4	100,0

(1) Hors chômeurs n'ayant jamais travaillé.

Les données sont issues de la nouvelle méthodologie de l'enquête emploi mise en place en 2007.

Source : Insee, enquête emploi en continu 2007

Structure de la population active occupée en Île-de-France

	Effectifs		Evolution 2007/2006 (en %)	Structure 2007 (en %)	
	2006	2007		Île-de-France	Province
Population active occupée	5 036 000	5 178 000	2,8	100,0	100,0
Hommes	2 606 000	2 670 000	2,4	51,6	53,5
Femmes	2 430 000	2 508 000	3,2	48,4	46,5
Moins de 30 ans	1 013 000	1 069 000	5,6	20,6	19,8
30 à 49 ans	2 792 000	2 840 000	1,7	54,9	54,7
50 ans ou plus	1 231 000	1 269 000	3,0	24,5	25,5
Non salariés	423 000	436 000	2,9	8,4	11,4
Salariés	4 613 000	4 742 000	2,8	91,6	88,6
dont emplois précaires	526 000	565 000	7,4	10,9	12,7
cdd + intérim	408 000	439 000	7,6	8,5	9,5
apprentis, stages et contrats aidés	118 000	126 000	6,6	2,4	3,2
dont emplois stables	4 087 000	4 177 000	2,2	80,7	75,9
hors État et collectivités locales	3 137 000	3 175 000	1,2	61,4	57,3
État et collectivités locales	950 000	1 002 000	5,5	19,3	18,6
Catégories socioprofessionnelles dont :					
cadres et prof. intellectuelles supérieures	1 418 000	1 473 000	3,9	28,5	12,4
professions intermédiaires	1 272 000	1 261 000	-0,8	24,4	23,3
employés	1 399 000	1 474 000	5,4	28,5	30,1
ouvriers	695 000	700 000	0,7	13,5	25,1
Secteurs d'activité dont :					
- industrie	603 000	605 000	0,3	11,7	16,4
- construction	244 000	258 000	5,4	5,0	6,9
- tertiaire	4 158 000	4 283 000	3,0	82,7	72,4

Les données sont issues de la nouvelle méthodologie de l'enquête emploi mise en place en 2007.

Ces données ont été rétropolées pour 2006.

Source : Insee, enquêtes emploi en continu 2006 et 2007

Taux d'activité en 2007

(en %)

	Île-de-France	Province
Hommes	66,5	60,9
Femmes	56,8	49,9
Moins de 30 ans	51,9	52,8
30 à 49 ans	90,2	89,1
50 ans ou plus	39,7	30,8

Les données sont issues de la nouvelle méthodologie de l'enquête emploi mise en place en 2007.

Source : Insee, enquête emploi en continu 2007

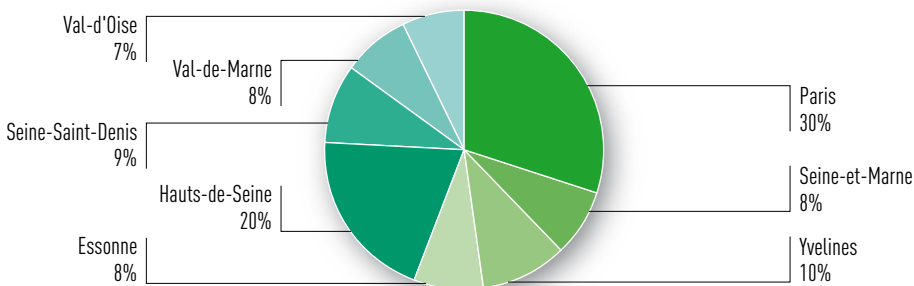
Emploi salarié et non salarié en 2006 ⁽¹⁾

	Emploi salarié		Emploi non salarié		Emploi total	
	2006	Evolution 2006/2005 (%)	2006	Evolution 2006/2005 (%)	2006	Evolution 2006/2005 (%)
Paris	1 539 500	0,5	124 400	2,0	1 663 900	0,6
Seine-et-Marne	419 000	3,1	31 200	2,6	450 200	3,1
Yvelines	512 600	1,5	32 200	2,5	544 800	1,6
Essonne	415 000	1,8	25 500	2,4	440 500	1,8
Hauts-de-Seine	840 900	0,8	40 500	2,0	881 400	0,9
Seine-Saint-Denis	530 700	2,3	29 500	2,8	560 200	2,3
Val-de-Marne	488 700	1,4	29 400	2,8	518 100	1,5
Val-d'Oise	412 600	2,3	23 300	2,6	435 900	2,3
Île-de-France	5 159 000	1,4	336 000	2,3	5 495 000	1,4
France métropolitaine	22 952 200	1,3	2 227 000	0,9	25 179 200	1,2

(1) Emploi au lieu de travail.

Source : Insee, estimations annuelles d'emploi, données provisoires au 31-12-2006

Répartition de l'emploi salarié privé par département en 2007



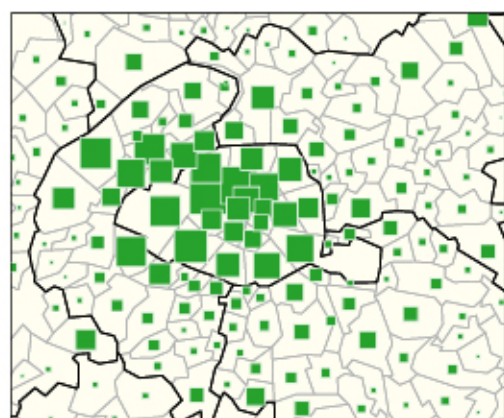
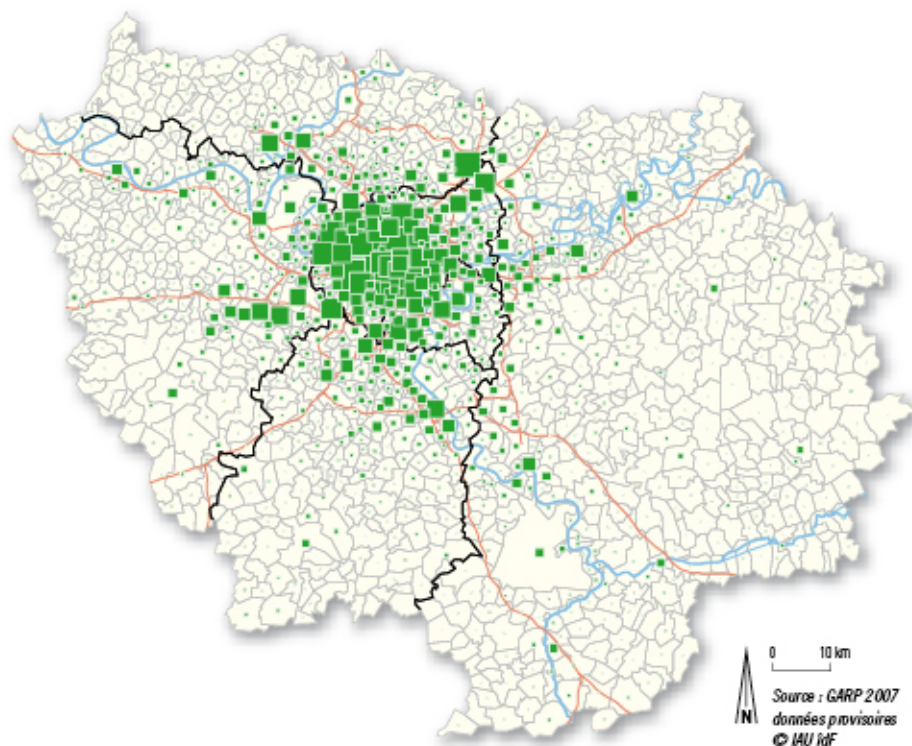
Source : GARP 2007 (données provisoires)

Emploi salarié privé par secteur d'activité

		Total 2006	Total 2007	Evolution 2007/2006 (en %)	Part des hommes (en %)	Part des femmes (en %)
Île-de-France	Industrie	527 485	514 603	-2,4	65	35
	Construction	245 169	256 857	4,8	89	11
	Commerce	705 317	713 646	1,2	54	46
	Services	2 572 601	2 664 938	3,6	52	48
	Total	4 050 572	4 150 044	2,5	56	44
France	Industrie	3 422 847	3 385 377	-1,1	70	30
	Construction	1 399 942	1 459 352	4,2	90	10
	Commerce	3 006 529	3 055 200	1,6	51	49
	Services	8 449 305	8 639 192	2,2	48	52
	Total	16 278 623	16 539 121	1,6	57	43

Source : GARP 2006 et 2007 (données provisoires), champ hors agriculture

L'emploi salarié privé en Île-de-France en 2007



Effectifs salariés par commune
Effectif maximum : 179 584 (Paris 8^e)



Répartition des établissements et des effectifs en Île-de-France au 01-01-2007

	Paris		Seine-et-Marne		Yvelines		Essonne		Île-de-France	
	Ets	Effectifs	Ets	Effectifs	Ets	Effectifs	Ets	Effectifs	Ets	Effectifs
Industries agricoles et alimentaires	1 977	11 736	801	6 423	755	5 515	649	4 622	7 288	48 714
Habillement, cuir	5 333	13 041	128	722	115	83	71	94	7 202	20 682
Édition, imprimerie, reproduction	8 311	38 216	507	4 458	708	1 366	516	2 988	13 963	73 664
Pharmacie, parfumerie et entretien	352	10 442	46	2 050	66	3 949	35	2 553	829	51 218
Industries des équipements du foyer	2 566	6 070	443	2 857	457	3 820	314	2 193	5 452	21 749
Industrie automobile	40	145	49	1 455	66	32 224	25	497	327	60 815
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	43	732	26	4 822	40	4 964	15	s	223	25 524
Industries des équipements mécaniques	344	1 372	527	6 089	419	9 875	384	4 205	3 141	44 493
Industries des équipements électriques et électroniques	775	3 903	325	2 737	402	20 684	384	8 038	3 166	63 137
Industries des produits minéraux	240	1 493	253	4 234	133	1 804	133	1 225	1 316	14 659
Industrie textile	376	883	33	110	44	83	46	198	830	3 531
Industries du bois et du papier	242	1 021	145	1 483	104	610	113	1 312	938	8 131
Chimie, caoutchouc, plastiques	224	1 860	187	4 213	126	3 064	107	2 485	1 192	23 660
Métallurgie et transformation des métaux	407	1 242	585	7 652	422	4 708	347	3 800	3 342	32 120
Industrie des composants électriques et électroniques	186	832	118	2 691	147	4 150	166	5 083	1 142	23 940
Production de combustibles et de carburants	27	399	7	503	9	78	9	s	163	2 112
Eau, gaz, électricité	997	13 948	246	3 101	241	3 699	126	2 114	2 831	52 550
Construction	17 578	29 388	7 177	28 078	6 443	33 594	6 372	28 276	66 093	249 231
Commerce et réparation automobile	2 045	7 390	1 579	8 273	1 639	10 658	1 447	8 017	13 029	68 812
Commerce de gros, intermédiaires	27 461	58 352	3 912	26 091	4 471	27 678	3 755	30 495	62 450	304 765
Commerce de détail, réparations	38 093	102 481	7 807	32 685	8 457	36 268	7 033	28 775	96 861	322 572
Transports	7 182	77 525	2 962	24 637	2 387	14 410	2 436	22 834	29 712	319 897
Activités financières	10 133	141 051	1 343	7 356	1 766	10 616	1 294	7 834	21 170	279 379
Activités immobilières	24 046	36 137	2 928	4 729	3 782	6 908	2 632	3 949	48 203	87 925
Postes et télécommunications	1 811	42 284	495	8 760	495	9 266	409	7 289	5 726	129 028
Conseil et assistance	83 241	211 912	6 213	17 061	12 209	50 477	7 405	34 877	154 731	608 191
Services opérationnels	19 244	84 332	2 866	24 119	3 670	23 792	2 793	22 575	43 596	303 708
Recherche et développement	564	2 226	39	40	78	1 313	86	3 459	1 111	15 071
Hôtels et restaurants	21 328	125 522	3 099	16 394	3 494	17 243	2 742	12 143	46 913	243 809
Activités récréatives, culturelles et sportives	14 207	40 415	1 066	14 700	1 438	1 982	885	1 745	24 299	92 082
Services personnels et domestiques	6 721	13 556	1 795	3 398	2 018	4 830	1 703	3 185	19 798	39 739
Éducation	4 553	15 402	667	1 316	1 075	2 016	655	1 278	10 358	28 282
Santé, action sociale	20 622	17 032	5 262	8 870	7 123	10 826	5 278	8 870	61 786	82 091
Ensemble	321 269	1 112 340	53 636	282 107	64 799	362 553	50 365	270 343	759 181	3 745 281

s : soumis au secret statistique.

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements

Répartition des établissements et des effectifs en Île-de-France au 01-01-2007

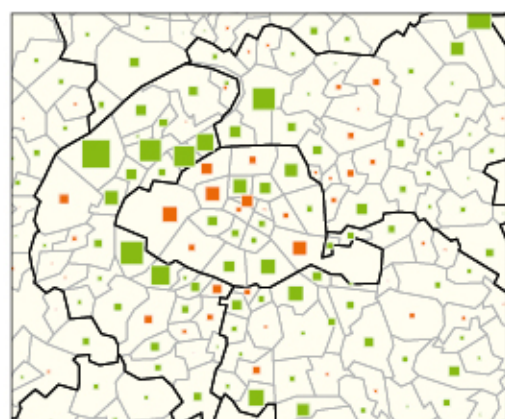
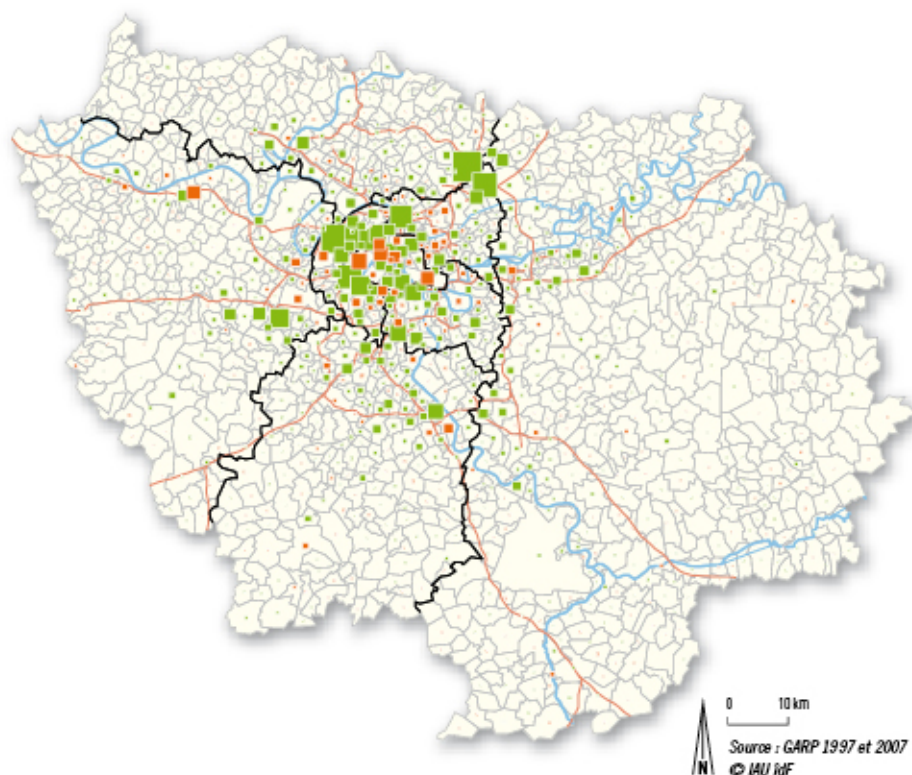
	Hauts-de-Seine		Seine-Saint-Denis		Val-de-Marne		Val-d'Oise		Île-de-France	
	Ets	Effectifs	Ets	Effectifs	Ets	Effectifs	Ets	Effectifs	Ets	Effectifs
Industries agricoles et alimentaires	850	6 768	851	3 888	785	6 584	620	3 178	7 288	48 714
Habillement, cuir	148	1 026	1 040	4 312	212	963	155	441	7 202	20 682
Édition, imprimerie, reproduction	1 740	15 428	896	5 722	805	3 348	480	2 138	13 963	73 664
Pharmacie, parfumerie et entretien	192	22 240	46	3 149	50	4 886	42	1 949	829	51 218
Industries des équipements du foyer	519	1 448	414	1 443	426	2 337	313	1 581	5 452	21 749
Industrie automobile	61	11 903	23	11 379	16	776	47	2 436	327	60 815
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	44	6 373	13	3 034	18	s	24	2 053	223	25 524
Industries des équipements mécaniques	301	8 961	392	5 236	338	4 093	436	4 662	3 141	44 493
Industries des équipements électriques et électroniques	415	12 849	270	4 250	304	2 998	291	7 678	3 166	63 137
Industries des produits minéraux	160	1 650	144	1 607	154	1 500	99	1 146	1 316	14 659
Industrie textile	157	1 012	69	479	70	246	35	520	830	3 531
Industries du bois et du papier	83	954	98	1 210	70	605	83	936	938	8 131
Chimie, caoutchouc, plastiques	193	3 985	122	1 292	105	1 692	128	5 069	1 192	23 660
Métallurgie et transformation des métaux	273	2 711	526	4 429	308	2 578	474	5 000	3 342	32 120
Industrie des composants électriques et électroniques	157	4 713	130	1 987	108	1 753	130	2 731	1 142	23 940
Production de combustibles et de carburants	105	1 023	1	s	3	s	2	s	163	2 112
Eau, gaz, électricité	684	18 125	274	7 109	126	2 354	137	2 100	2 831	52 550
Construction	5 846	35 886	9 767	36 411	6 664	34 068	6 246	23 530	66 093	249 231
Commerce et réparation automobile	1 619	9 372	1 834	9 555	1 426	6 564	1 440	8 983	13 029	68 812
Commerce de gros, intermédiaires	6 800	61 127	7 301	41 665	5 209	37 162	3 541	22 195	62 450	304 765
Commerce de détail, réparations	9 661	32 246	10 936	34 739	8 047	29 490	6 827	25 888	96 861	322 572
Transports	3 334	27 488	5 055	52 847	3 286	40 711	3 070	59 445	29 712	319 897
Activités financières	2 927	73 189	1 243	14 991	1 390	18 580	1 074	5 762	21 170	279 379
Activités immobilières	6 652	17 153	2 927	7 836	3 165	7 339	2 071	3 874	48 203	87 925
Postes et télécommunications	768	30 410	774	10 595	556	13 435	418	6 989	5 726	129 028
Conseil et assistance	24 021	214 945	6 816	32 306	8 985	30 961	5 841	15 652	154 731	608 191
Services opérationnels	6 010	56 612	3 276	32 643	3 171	37 692	2 566	21 943	43 596	303 708
Recherche et développement	184	4 716	34	s	94	2 297	32	s	1 111	15 071
Hôtels et restaurants	5 525	28 202	4 564	15 914	3 561	14 309	2 600	14 082	46 913	243 809
Activités récréatives, culturelles et sportives	3 250	21 449	1 387	5 678	1 285	4 210	781	1 903	24 299	92 082
Services personnels et domestiques	2 366	5 034	1 757	3 232	1 959	3 555	1 479	2 949	19 798	39 739
Éducation	1 408	3 811	636	1 764	734	1 584	630	1 111	10 358	28 282
Santé, action sociale	8 196	11 573	4 926	9 251	5 732	8 262	4 647	7 407	61 786	82 091
Ensemble	94 649	754 382	68 542	370 941	59 162	327 225	46 759	265 390	759 181	3 745 281

s : soumis au secret statistique.

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements

Evolution de l'emploi salarié privé en Île-de-France entre 1997 et 2007

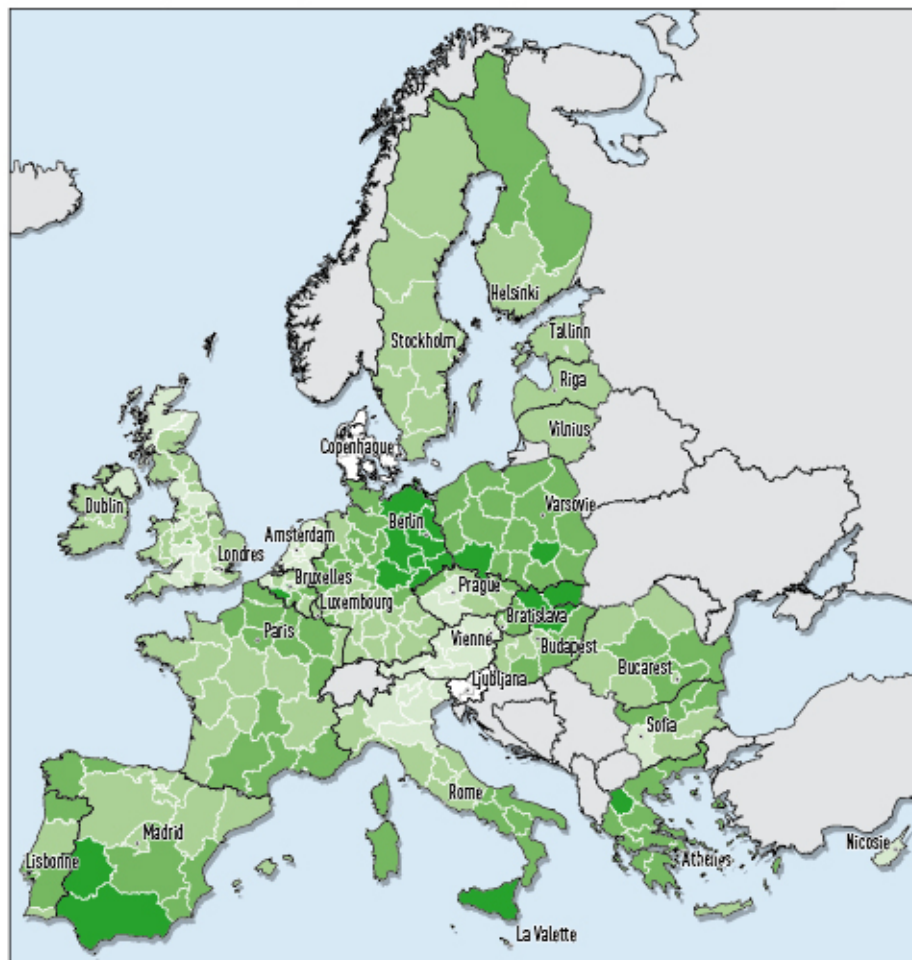


Evolution 1997 - 2007 en nombre d'emplois

- 100
- ◻ 1 000
- ◻ 10 000
- ◻ 20 000
- ◻ 40 000
- variation positive
- variation négative

Chômage

Taux de chômage dans les régions de l'Union européenne en 2007



Taux de chômage* (en %)
Moy. UE 27 = 7,2

4,0 ou moins

4,1 - 7,2

7,3 - 12,0

plus de 12,0

données non disponibles

pays hors UE

* Le taux de chômage régional représente les personnes au chômage en pourcentage de la population active (personnes ayant un emploi + chômeurs).



0 500 km

Source : Eurostat 2008

© IAU idF

Les personnes au chômage comprennent les personnes âgées de 15 à 74 ans qui étaient (les trois conditions doivent être simultanément remplies) :

1. sans travail pendant la semaine de référence ;
2. disponibles pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
3. activement à la recherche d'un travail ou qui avaient trouvé un travail qu'elles commenceraient dans un délai de trois mois au maximum.

Nombre de chômeurs (au sens du BIT)

	Effectifs Île-de-France		Structure 2007 (en %)		
	2006	2007	Île-de-France	Province	France métropolitaine
Ensemble	491 000	460 000	100,0	100,0	100,0
Hommes	245 000	234 000	50,9	49,0	49,4
Femmes	246 000	226 000	49,1	51,0	50,6
15 à 29 ans	167 000	167 000	36,2	39,9	39,2
30 à 49 ans	237 000	203 000	44,1	44,1	44,1
50 ans ou plus	87 000	90 000	19,7	15,9	16,7
Catégories socioprofessionnelles dont :					
cadres	70 000	60 000	13,0	4,3	6,1
professions intermédiaires	75 000	67 000	14,5	12,4	12,8
employés	144 000	139 000	30,2	30,1	30,2
ouvriers	108 000	105 000	22,9	33,9	31,6
Sans diplôme ou CEP	139 000	130 000	28,2	30,4	29,9
Brevet, CAP, BEP	128 000	115 000	24,9	36,2	33,8
Baccalauréat	83 000	73 000	15,9	16,5	16,4
Bac + 2	53 000	51 000	11,1	8,5	9,0
Diplôme supérieur	88 000	91 000	19,9	8,5	10,8

Les données sont issues de la nouvelle méthodologie de l'enquête emploi mise en place en 2007.

Ces données ont été rétroprojetées pour 2006.

Source : Insee, enquêtes emploi en continu 2006 et 2007

Taux de chômage localisés (en moyenne trimestrielle-données CVS) ⁽¹⁾ (en % de la population active)

	2 ^e trimestre 2007	3 ^e trimestre 2007	4 ^e trimestre 2007	1 ^{er} trimestre 2008	2 ^e trimestre 2008 ⁽²⁾
Paris	8,6	8,3	7,9	7,4	7,4
Seine-et-Marne	6,2	6,0	5,6	5,4	5,5
Yvelines	6,0	5,8	5,4	5,1	5,2
Essonne	5,7	5,6	5,2	5,0	5,0
Hauts-de-Seine	7,2	6,9	6,3	6,0	6,0
Seine-Saint-Denis	10,8	10,4	9,8	9,4	9,3
Val-de-Marne	7,7	7,3	6,8	6,5	6,4
Val-d'Oise	8,3	7,9	7,4	7,1	7,0
Île-de-France	7,7	7,4	6,9	6,6	6,6
France métropolitaine	8,1	7,8	7,4	7,2	7,2

Avertissement : les séries de chômage ont été révisées suite aux changements méthodologiques intervenus sur le plan national en 2007. Au niveau régional ou départemental, l'Insee ne publie plus de «taux de chômage au sens du BIT» mais un «taux de chômage localisé».

Ces taux de chômage localisés sont des taux en moyenne sur le trimestre et non en fin de trimestre comme précédemment.

(1) Voir glossaire.

(2) Données provisoires.

Source : Insee, taux de chômage localisés

Demandeurs d'emploi au 30-06-2008 ⁽¹⁾

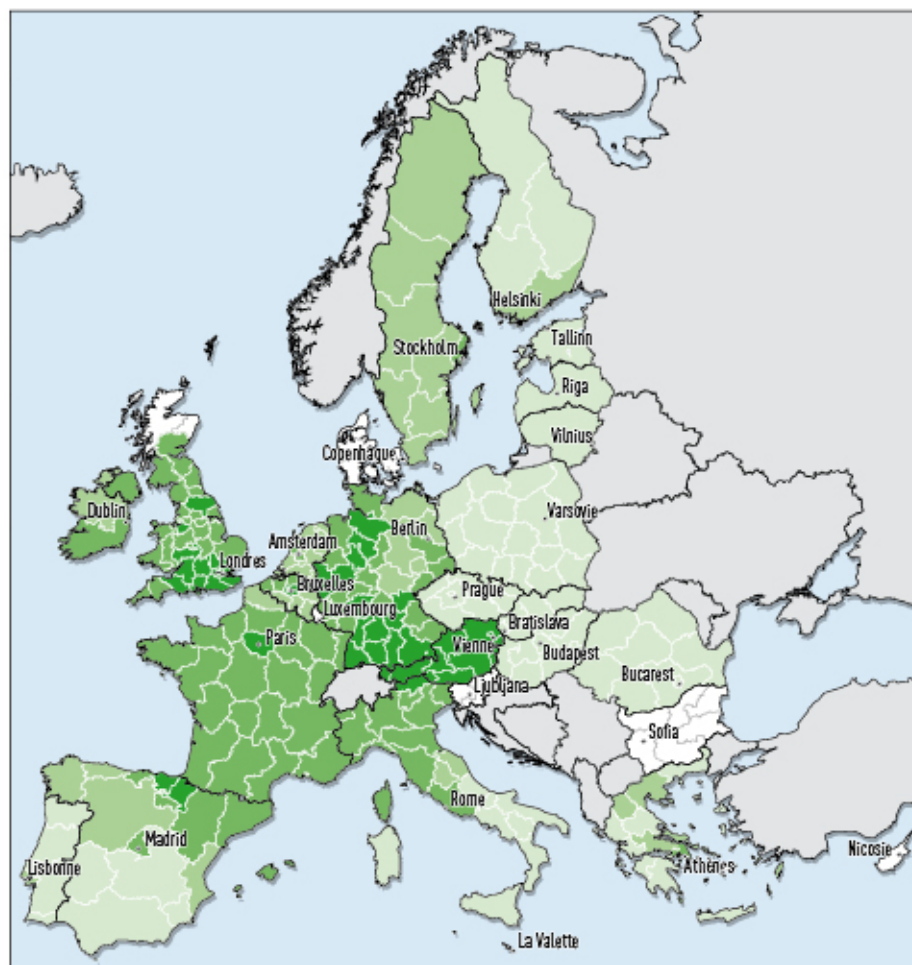
	Catégories 1, 2 et 3				Catégorie 6
	Ensemble	Moins de 25 ans (en %)	50 ans ou plus (en %)	Longue durée (en %)	Ensemble
Paris	109 667	5,1	19,8	39,5	15 573
Seine-et-Marne	39 455	15,7	17,8	24,5	7 851
Yvelines	39 967	11,9	19,0	28,0	8 072
Essonne	33 741	12,8	17,6	23,1	6 121
Hauts-de-Seine	53 268	8,1	19,2	30,2	9 378
Seine-Saint-Denis	74 055	11,2	18,1	31,2	12 056
Val-de-Marne	46 753	10,4	18,2	29,6	7 141
Val-d'Oise	45 436	13,3	18,3	29,3	8 963
Île-de-France	442 342	10,0	18,7	31,3	75 155
France métropolitaine	2 295 437	14,9	17,6	28,8	468 704

(1) Voir glossaire.

Source : ANPE

Revenus

Revenus des ménages dans les régions de l'Union européenne en 2005*



Revenus disponibles des ménages par habitant
(en SPAC**)



0 500 km
Source : Eurostat 2008
© IAUIdF

* Italie : 2004.

** Standard de pouvoir d'achat relatif à la consommation (SPAC) : unité communautaire de parité de pouvoir d'achat qui permet une comparaison des revenus des ménages des différents pays.

Salaires annuels bruts moyens⁽¹⁾

(en euros courants)

	Hommes 2006	Femmes 2006	Ensemble 2006	Ensemble 2005	Evolution 2006/2005 (en %)	Ecart relatif IDF/province 2006 (en %)
Cadres	71 083	54 817	65 884	64 230	2,6	23,0
Professions intermédiaires	35 142	32 198	33 759	33 014	2,3	10,1
Employés	22 810	22 986	22 922	22 597	1,4	8,5
Ouvriers dont :						
qualifiés	24 091	19 669	23 499	23 128	1,6	6,6
non qualifiés	25 474	22 826	25 263	24 767	2,0	8,2
	20 362	17 436	19 615	19 410	1,1	1,9
Ensemble	41 532	32 943	38 119	37 115	2,7	38,6
Province	29 263	24 415	27 511	26 916	2,2	-
France entière	32 149	26 727	30 137	29 451	2,3	-

(1) Les salaires bruts intègrent l'intéressement et la participation.

Champ : salariés à temps complet, hors chefs d'entreprise, apprentis, stagiaires et emplois aidés, hors fonction publique d'État et collectivités territoriales.

Source : Insee, DADS 2005 et 2006 (salaires au lieu de travail)

Revenus imposables en 2006

	Contribuables imposables		Contribuables non imposables	Part des foyers fiscaux non imposables (en %) ⁽²⁾	Nombre de foyers fiscaux
	Revenu moyen net imposable par foyer fiscal ⁽¹⁾	Impôt moyen sur le revenu par foyer fiscal	Revenu moyen net imposable par foyer fiscal ⁽¹⁾		
Paris	-	7 273	8 021	35,1	1 424 153
Seine-et-Marne	33 043	2 469	9 563	36,3	683 162
Yvelines	42 763	4 354	10 279	30,0	729 978
Essonne	35 000	2 813	9 526	33,1	638 549
Hauts-de-Seine	45 168	5 364	9 359	31,4	875 923
Seine-Saint-Denis	28 710	1 973	8 339	48,4	811 644
Val-de-Marne	35 153	3 205	8 821	37,1	738 787
Val-d'Oise	33 385	2 571	9 281	38,1	610 273
Île-de-France	39 633	4 270	8 726	36,6	6 714 986
France métropolitaine	32 955	2 567	9 254	45,7	34 686 615

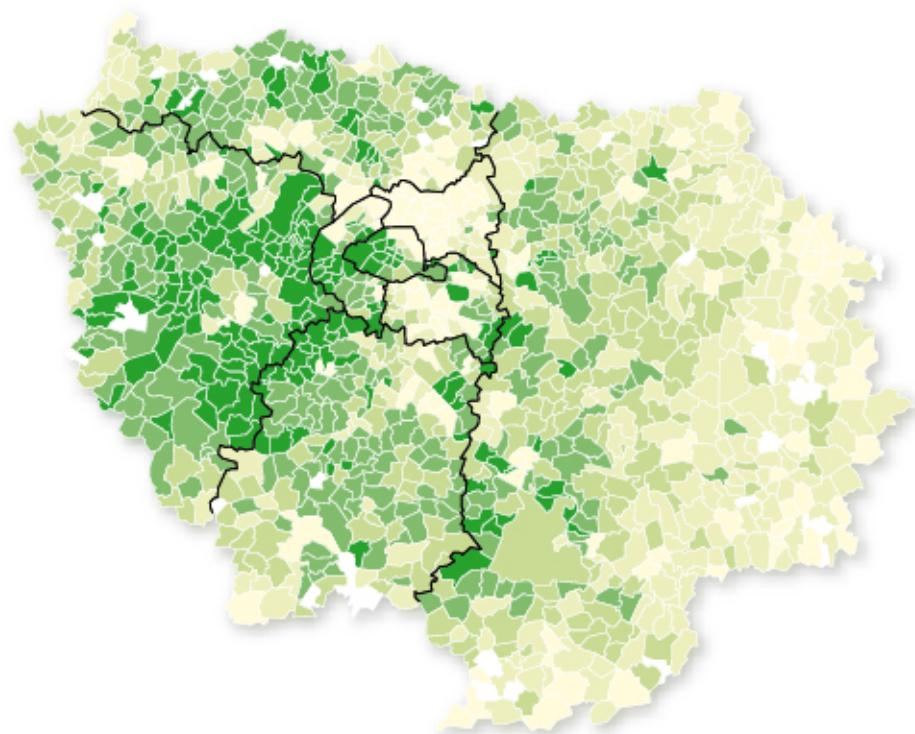
(1) Le revenu moyen imposable par foyer fiscal représente le total des revenus déclarés du foyer fiscal (salaires, pensions, rentes, revenus fonciers...) diminué des abattements forfaitaires et des charges déductibles (frais de garde des enfants, pensions alimentaires...).

(2) Foyers fiscaux non imposables : personnes n'ayant aucun impôt à payer (suite à une exonération ou parce que les revenus sont inférieurs au seuil d'imposition ou parce qu'ils bénéficient d'une réduction d'impôt) ou qui se voient restituer totalement un avoir fiscal ou un crédit d'impôt.

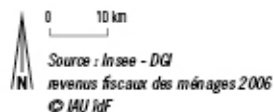
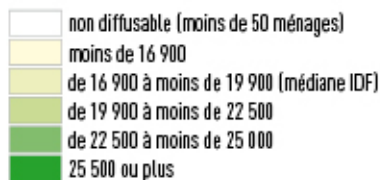
Les foyers fiscaux imposables sont ceux ayant un impôt à acquitter ou qui ne bénéficient pas d'un remboursement total des crédits d'impôt dont ils disposent (dans la plupart des cas, ceci correspond aux foyers fiscaux dont l'impôt après application du barème puis des déductions et réductions d'impôt est supérieur à 61 €).

Source : Direction générale des impôts

Revenu fiscal annuel en 2006



Revenu fiscal annuel médian par UC* (en euros)



* Le revenu fiscal par unité de consommation (UC) est un revenu par équivalent adulte, comparable entre ménages de compositions différentes. Le nombre d'UC d'un ménage est évalué selon la définition utilisée par l'Insee et par Eurostat : le premier adulte du ménage compte pour 1 UC, les autres personnes de 14 ans ou plus comptent chacune pour 0,5 UC, les enfants de moins de 14 ans comptent chacun pour 0,3 UC.

Pour étudier le niveau de revenu, on utilise la médiane du revenu fiscal par UC, qui partage les personnes en deux groupes : la moitié des personnes appartient à un ménage qui déclare un revenu par UC inférieur à cette valeur et l'autre moitié un revenu par UC supérieur.

Enseignement

Etablissements scolaires du second degré pour l'année scolaire 2007-2008

	Collèges		Lycées ⁽¹⁾		Lycées professionnels		TOTAL	
	Public	Privé	Public	Privé	Public	Privé	Public	Privé
Académie de Créteil	347	76	129	52	39	17	515	145
Académie de Paris	111	68	73	95	31	19	215	182
Académie de Versailles	416	104	145	76	50	24	611	204
Île-de-France	874	248	347	223	120	60	1 341	531
France métropolitaine	5 061	1 754	1 501	1 046	994	645	7 556	3 445
Île-de-France / France	17,3%	14,1%	23,1%	21,3%	12,1%	9,3%	17,7%	15,4%

(1) Lycées généraux et technologiques.

Source : Ministère de l'Éducation nationale

Population scolaire du second degré pour l'année scolaire 2007-2008

	Collèges		Lycées ⁽¹⁾		Lycées professionnels		TOTAL	
	Public	Privé	Public	Privé	Public	Privé	Public	Privé
Académie de Créteil	180 992	29 493	126 764	18 542	19 883	3 469	327 639	51 504
Académie de Paris	55 650	28 129	61 540	32 214	9 700	3 276	126 890	63 619
Académie de Versailles	232 765	50 040	156 832	30 707	24 507	4 363	414 104	85 110
Île-de-France	469 407	107 662	345 136	81 463	54 090	11 108	868 633	200 233
France métropolitaine	2 368 992	638 390	1 451 749	418 532	412 264	114 277	4 233 005	1 171 199
Île-de-France / France	19,8%	16,9%	23,8%	19,5%	13,1%	9,7%	20,5%	17,1%

(1) Lycées généraux et technologiques.

Source : Ministère de l'Éducation nationale

Effectifs de l'enseignement supérieur pour l'année scolaire 2007-2008

	Universités	Instituts Universitaires de Formation des Maîtres	Sections de techniciens supérieurs	Classes préparatoires aux grandes écoles	Formations d'ingénieurs ⁽¹⁾	Ecoles de commerce, vente, gestion, comptabilité	Autres écoles et formations d'enseignement supérieur ⁽²⁾	Ensemble ⁽³⁾
Académie de Créteil	82 810	4 312	11 941	3 146	5 024	1 318	15 067	122 902
Académie de Paris	158 884	4 380	16 172	14 325	8 804	20 113	75 235	296 910
Académie de Versailles	96 829	6 443	13 546	7 358	11 321	12 083	19 311	166 150
Île-de-France	338 523	15 135	41 659	24 829	25 149	33 514	109 613	585 962
France métropolitaine	1 341 170	67 511	224 025	76 860	108 713	95 738	315 061	2 191 285
Île-de-France / France	25,2%	22,4%	18,6%	32,3%	23,1%	35,0%	34,8%	26,7%

(1) Ensemble des écoles et formations d'ingénieurs (universitaires ou non), y compris les formations d'ingénieurs en partenariat.

(2) Grands établissements, INP, universités de technologie, formations comptables, écoles normales supérieures, facultés privées, écoles juridiques et administratives, écoles supérieures artistiques et culturelles, écoles paramédicales et sociales, préparations intégrées. Pour les formations paramédicales et sociales, données 2006.

(3) Sans double compte des écoles d'ingénieurs dépendantes des universités, des universités de technologie et des INP.

Source : Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche

Taux de réussite au baccalauréat par série en juin 2008

(en %)

Séries	Créteil	Paris	Versailles	Île-de-France	France métropolitaine
Littéraires	76,9	86,7	84,7	82,8	86,3
Sciences économiques et sociales	80,0	86,3	87,1	84,5	86,9
Scientifiques	82,3	88,9	89,0	86,7	89,2
Total séries générales	80,5	87,6	87,7	85,3	88,0
Sciences et technologies industrielles et sciences et technologies de laboratoire	70,8	75,3	78,1	74,7	79,7
Sciences médico-sociales	70,3	81,5	79,9	77,2	82,7
Sciences et technologies de la gestion	72,0	77,9	79,5	76,5	80,5
Hôtellerie	77,2	80,4	82,8	80,1	84,5
Séries Agricole (STAV) ⁽¹⁾	74,7	25,0	78,4	59,4	76,8
Techniques musique et danse	57,1	87,5	75,0	73,2	92,6
Total séries technologiques	71,4	77,8	79,2	76,1	80,6

Résultats provisoires.

(1) Sciences et Technologies de l'Agronomie et du Vivant.

Source : Ministère de l'Éducation nationale

Recherche

Effectifs rémunérés dans la recherche publique en 2005 et 2006 (en équivalent temps plein)

		Île-de-France	France	Poids de l'Île-de-France (en %)
2005	Directeurs de recherche	8 275	21 635	38,2
	Chargés de recherche	15 115	47 550	31,8
	Ingénieurs de recherche	2 877	7 014	41,0
	Boursiers	6 928	19 471	35,6
	Ingénieurs d'étude	13 547	37 573	36,1
	Autres	8 139	25 218	32,3
	Total	54 881	158 461	34,6
2006	Directeurs de recherche	8 214	21 709	37,8
	Chargés de recherche	15 314	48 563	31,5
	Ingénieurs de recherche	3 061	7 677	39,9
	Boursiers	6 793	19 121	35,5
	Ingénieurs d'étude	14 665	39 959	36,7
	Autres	7 853	24 680	31,8
	Total	55 900	161 709	34,6

Source : Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche, DEPP - Bureau des études statistiques sur la recherche et l'innovation

Potentiel de recherche et développement des entreprises en Île-de-France en 2005

	Effectifs de recherche		dont chercheurs		Dépenses intérieures	
	Equivalent temps plein	en %	Equivalent temps plein	en %	Millions d'euros	en %
Agriculture, sylviculture, pêche, aquaculture	725	0,9	404	0,8	85	0,8
Industries agricoles et alimentaires	868	1,0	425	0,9	105	1,0
Energie et extraction de produits énergétiques	3 127	3,8	2 262	4,6	495	4,9
Autres extractions et métallurgie ⁽¹⁾	177	0,2	92	0,2	19	0,2
Textiles, habillement, cuirs et chaussures	119	0,1	50	0,1	9	0,1
Bois, papier, carton, édition, imprimerie	61	0,1	47	0,1	7	0,1
Industries manufacturières diverses	730	0,9	307	0,6	70	0,7
Industrie chimique ⁽²⁾	4 157	5,0	1 533	3,1	550	5,4
Industrie pharmaceutique ⁽³⁾	9 504	11,5	4 851	9,9	1 402	13,9
Caoutchouc et plastiques	128	0,2	64	0,1	13	0,1
Fabrication de verre et articles en verre	449	0,5	192	0,4	59	0,6
Fabrication de matériaux de construction	223	0,3	81	0,2	18	0,2
Travail des métaux	388	0,5	209	0,4	35	0,3
Fabrication de machines et équipements ⁽⁴⁾	2 977	3,6	1 946	4,0	354	3,5
Fabrication de machines de bureau et matériel informatique	1 156	1,4	808	1,7	134	1,3
Fabrication de machines et appareils électriques	1 785	2,2	1 135	2,3	171	1,7
Fabrication d'équipements radio, télé et communication ⁽⁵⁾	9 706	11,7	7 610	15,6	1 163	11,5
Fabrication d'instruments médicaux, de précision, d'optique	6 756	8,2	4 944	10,1	752	7,4
Industrie automobile	21 151	25,5	9 237	18,9	2 327	23,0
Construction navale et matériels de transport terrestre ⁽⁶⁾	165	0,2	144	0,3	30	0,3
Construction aéronautique et spatiale	4 978	6,0	2 778	5,7	941	9,3
Industrie du bâtiment et du génie civil	364	0,4	229	0,5	49	0,5
Services de transport et de communications	3 064	3,7	1 743	3,6	331	3,3
Services informatiques	6 975	8,4	5 840	11,9	657	6,5
Ingénierie, études et contrôles techniques	3 122	3,8	1 990	4,1	335	3,3
Total	82 856	100,0	48 924	100,0	10 110	100,0

En raison des arrondis, certains totaux peuvent présenter un écart.

(1) Y compris la sidérurgie, la fonderie et la première transformation des métaux non ferreux.

(2) Y compris fibres artificielles et synthétiques.

(3) Y compris la fabrication des principes actifs.

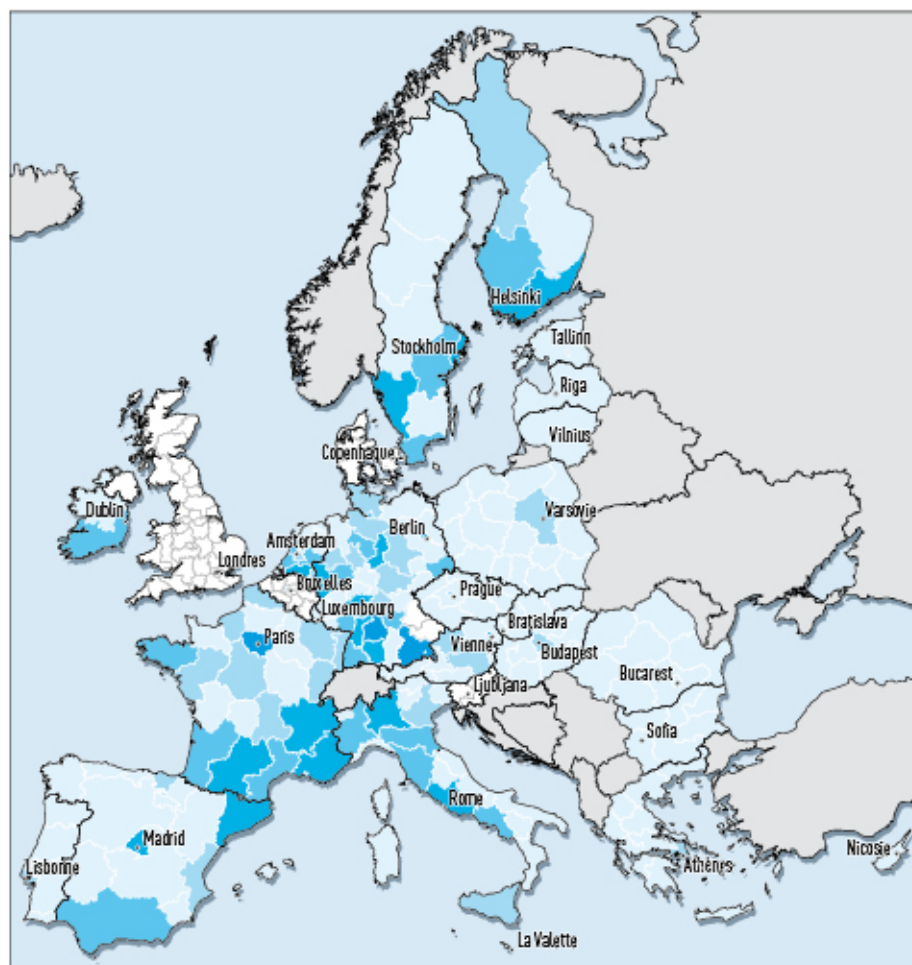
(4) Y compris armement et appareils domestiques.

(5) Y compris composants électroniques.

(6) Hors automobile.

Source : Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche, DEPP - Bureau des études statistiques sur la recherche et l'innovation

Dépenses de recherche et développement dans les régions de l'Union européenne en 2005*



Dépenses de R&D (en millions d'euros)

Total UE 27 = 202 018

1 - 500

501 - 1 000

1 001 - 2 000

2 001 - 5 000

plus de 5 000

données non disponibles
pays hors UE



* Autriche, France : 2004

Les pôles de compétitivité d'Île-de-France en 2008

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire donné, des entreprises, des laboratoires de recherche et des établissements de formation pour initier des synergies et des coopérations. D'autres partenaires dont les pouvoirs publics, nationaux et locaux, ainsi que des services aux membres du pôle sont associés.

L'enjeu est de développer des projets collaboratifs et innovants pour permettre aux entreprises impliquées de prendre une position de premier plan dans leurs domaines en France et à l'international.

	Nom du pôle	Date de labellisation (CIACT)	Domaine de compétences	Nombre de PME adhérentes	Nombre de grands groupes adhérents	Nombre de laboratoires ou d'établissements d'enseignement adhérents	Nombre de projets financés par des fonds publics	Financements publics (en millions d'€)
Pôle mondial	Finance innovation	5 juillet 2007	Banques et entreprises d'investissement, sociétés d'assurance, sociétés de gestion et capital investissement, services aux entreprises financières	47	105	24	9	7,0
	Medicen Paris Région	12 juillet 2005	Hautes technologies pour la santé	93	12	-	12	30,4
	System@tic Paris-région	12 juillet 2005	Logiciels et systèmes complexes pour les telecoms, automobile et transport, sécurité et défense	183	107	79	117	235,4
Pôle à vocation mondiale	Cap Digital Paris Région*	12 juillet 2005	TIC, industries culturelles numériques	230	20	30	55	25,1
	Mov'eo*	12 juillet 2005	Automobile, transports collectifs, sécurité routière et environnement	47	51	41	21	11,9
Pôle national	Advancity (ex Ville et mobilité durables)	12 juillet 2005	Développement durable de la ville, habitat et construction, mobilité en milieu urbain, Eco-technologies	46	9	19	10	10,1
	ASTech	5 juillet 2007	Aviation d'affaires, transport spatial, motorisation et équipements	49	15	23	10	21,6
	Cosmetic valley	12 juillet 2005	Parfumerie, cosmétique	131	33	17	12	29,5
	Elastopole*	5 juillet 2007	Industrie du caoutchouc et des polymères	40	10	12	-	-

* Données 2007

Sources : Finance innovation, Medicen, System@tic, Advancity, Astech, Cosmetic valley (données 2008), www.competitivite.gouv.fr (données 2007)

Créations d'entreprises en 2007

	Nombre total de créations	Secteur d'activité								Nombre d'entreprises au 01-01-2007
		Industrie	Construction	Commerce	Transports	Activités financières	Services aux entreprises	Services aux particuliers	Autres secteurs (1)	
Paris	28 120	1 331	2 759	5 288	516	526	11 053	2 837	3 810	295 852
Seine-et-Marne	5 624	262	1 034	1 448	214	101	1 210	701	654	45 711
Yvelines	6 217	227	872	1 321	175	107	2 012	641	862	56 322
Essonne	5 156	183	936	1 264	194	97	1 345	539	598	43 897
Hauts-de-Seine	9 612	410	861	1 647	276	165	3 943	908	1 402	84 075
Seine-Saint-Denis	8 518	387	2 166	2 594	493	78	1 547	720	533	59 673
Val-de-Marne	6 605	252	1 134	1 690	303	113	1 783	597	733	52 042
Val-d'Oise	5 463	263	1 229	1 384	277	88	1 239	486	497	40 941
Île-de-France	75 315	3 315	10 991	16 636	2 448	1 275	24 132	7 429	9 089	678 513
France métropolitaine	306 424	17 440	53 104	74 097	7 325	4 890	65 466	41 190	42 912	2 803 903

Champ : depuis le 1^{er} janvier 2007, la statistique de créations d'entreprises concerne l'ensemble des activités marchandes hors agriculture. À cette date, la notion de création d'entreprises a également été modifiée. Elle s'appuie dorénavant sur un nouveau concept harmonisé européen et correspond à l'apparition d'une unité légale exploitante n'ayant pas de prédécesseur et qui met en œuvre de nouveaux moyens de production.

(1) Activités immobilières, éducation, santé, action sociale.

Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements

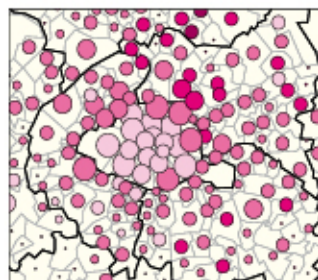
Nombre de créations d'entreprises et taux de création en 2007

Nombre de créations d'entreprises

- 1 à moins de 50
- 50 à moins de 100
- 100 à moins de 500
- 500 à moins de 1 000
- 1 000 ou plus

Taux de création d'entreprises*

- moins de 5 %
- de 5 à moins de 10 %
- de 10 à moins de 15 %
- de 15 à moins de 20 %
- 20 % ou plus



*taux de création = nombre de créations totales en 2007 rapporté au nombre d'entreprises au 01-01-2007

Champ : communes comptant au moins 50 entreprises au 01-01-2007

0 10km



Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements

© IAU ÎdF

Défaillances d'entreprises en 2007

	Nombre total de défaillances	Secteur d'activité							Nombre d'entreprises au 01-01-2007
		Industrie	Construction	Commerce	Transports	Services aux entreprises	Services aux particuliers	Autres secteurs ⁽¹⁾	
Paris	3 745	302	933	800	112	916	461	221	295 852
Seine-et-Marne	795	43	231	207	31	129	103	51	45 711
Yvelines	740	49	172	163	25	158	102	71	56 322
Essonne	666	41	169	163	29	137	80	47	43 897
Hauts-de-Seine	1 021	58	167	236	46	311	128	75	84 075
Seine-Saint-Denis	1 395	126	429	368	70	218	124	60	59 673
Val-de-Marne	933	52	265	243	35	179	109	50	52 042
Val-d'Oise	867	26	282	205	56	146	113	39	40 941
Île-de-France	10 162	697	2 648	2 385	404	2 194	1 220	614	678 513
France métropolitaine	41 092	2 755	10 842	10 550	1 208	6 423	6 696	2 618	2 803 903

(1) Activités immobilières, éducation, santé, action sociale.

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Sources : Insee, répertoire des entreprises et des établissements - BODACC, jugements rendus, données brutes

Nombre et répartition des établissements par grand secteur d'activité au 01-01-2007

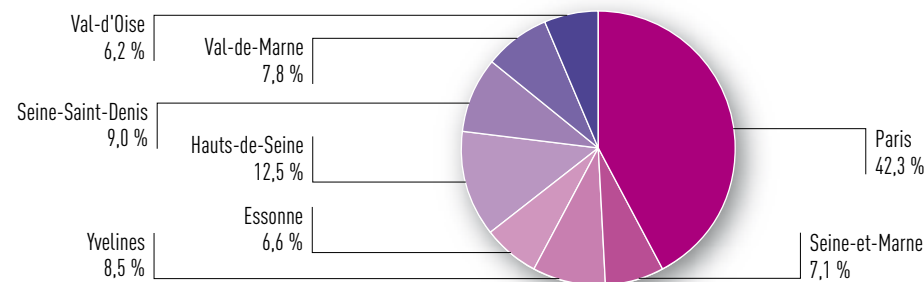
	Industrie		Construction		Commerce		Transports		Services aux entreprises		Services aux particuliers		Autres ⁽¹⁾		Ensemble
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	
Paris	22 440	7,0	17 578	5,5	67 599	21,0	7 182	2,2	104 860	32,6	42 256	13,2	59 354	18,5	321 269
Seine-et-Marne	4 426	8,3	7 177	13,4	13 298	24,8	2 962	5,5	9 613	17,9	5 960	11,1	10 200	19,0	53 636
Yvelines	4 254	6,6	6 443	9,9	14 567	22,5	2 387	3,7	16 452	25,4	6 950	10,7	13 746	21,2	64 799
Essonne	3 440	6,8	6 372	12,7	12 235	24,3	2 436	4,8	10 693	21,2	5 330	10,6	9 859	19,6	50 365
Hauts-de-Seine	6 082	6,4	5 846	6,2	18 080	19,1	3 334	3,5	30 983	32,7	11 141	11,8	19 183	20,3	94 649
Seine-Saint-Denis	5 309	7,8	9 767	14,2	20 071	29,3	5 055	7,4	10 900	15,9	7 708	11,2	9 732	14,2	68 542
Val-de-Marne	3 898	6,6	6 664	11,3	14 682	24,8	3 286	5,6	12 806	21,6	6 805	11,5	11 021	18,6	59 162
Val-d'Oise	3 496	7,5	6 246	13,4	11 808	25,2	3 070	6,6	8 857	18,9	4 860	10,4	8 422	18,0	46 759
Île-de-France	53 345	7,0	66 093	8,7	172 340	22,7	29 712	3,9	205 164	27,0	91 010	12,0	141 517	18,7	759 181

(1) Activités immobilières, activités financières, éducation, santé, action sociale.

Champ : activités marchandes hors agriculture.

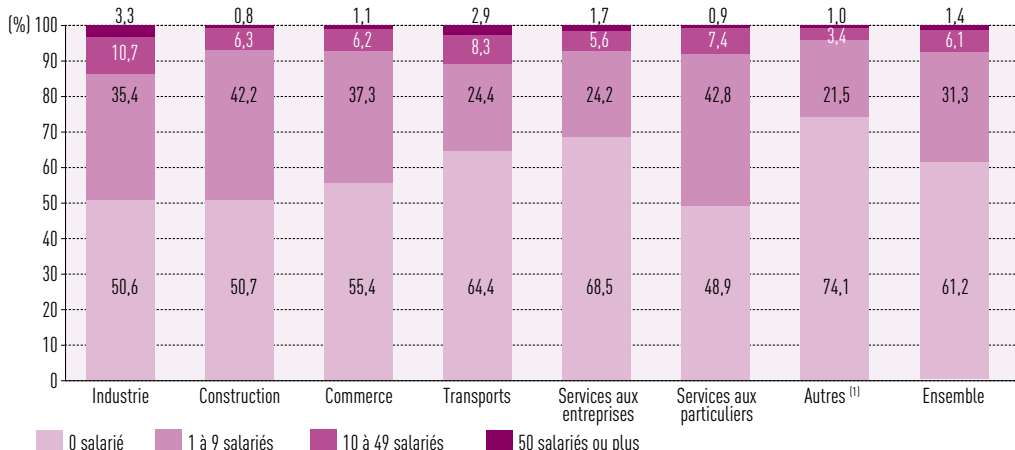
Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements

Répartition des établissements par département au 01-01-2007



Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements

Répartition des établissements selon leur taille au 01-01-2007



(1) Activités immobilières, activités financières, éducation, santé, action sociale.
 Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements

Les 20 premiers employeurs en Île-de-France au 31-12-2006

Raison sociale	Effectifs régionaux	Raison sociale	Effectifs régionaux
Assistance publique Hôpitaux de Paris ⁽¹⁾	110 600	Renault SAS	24 300
Ville de Paris ⁽¹⁾	61 500	BNP Paribas	23 700
La Poste	60 100	Société Générale	23 600
Société Air France	50 900	Carrefour Hypermarchés	21 800
SNCF	46 000	Crédit Lyonnais	17 400
RATP	44 000	CNRS ⁽¹⁾	13 300
France Telecom	36 900	Disneyland Resort Paris	12 900
Peugeot Citroën Automobiles SA	30 900	Axa France	12 100
Préfecture de police de Paris ⁽¹⁾	25 600	Auchan France	10 600
EDF	24 400	Monoprix	9 800

(1) secteur public.

Source : Insee, CLAP (Connaissance locale de l'appareil productif) 2006

Établissements filiales d'un groupe étranger et emploi contrôlé au 31-12-2006

(en %)

	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Part des établissements employeurs contrôlés par un groupe étranger	3,2	5,0	5,6	5,5	7,1	4,5	4,1	5,0	4,5
Taux de pénétration ⁽¹⁾									
Industrie	17,8	25,7	23,6	21,0	29,5	13,9	16,4	26,2	22,5
Construction	1,0	1,0	7,9	3,4	5,1	0,2	0,8	1,0	2,7
Commerce	17,0	20,1	29,2	28,8	41,5	26,9	22,3	27,2	26,0
Services (hors activités financières)	8,4	17,0	9,2	7,9	16,1	10,8	8,0	6,8	10,5
Ensemble	10,1	17,7	16,0	13,4	21,0	13,5	10,7	12,7	14,1

(1) Part de l'emploi contrôlé par un groupe étranger dans l'emploi total du département.

Source : Insee, CLAP (Connaissance locale de l'appareil productif) 2006 et enquête sur les liaisons financières 2006

Agriculture

Utilisation du territoire départemental en 2007

	Seine-et-Marne		Yvelines		Essonne		Val-d'Oise		Petite couronne		Île-de-France	
	ha	%	ha	%	ha	%	ha	%	ha	%	ha	%
Terres arables	332 513	97,9	83 908	93,6	85 456	98,6	55 492	95,1	1 891	93,0	559 260	97,0
Céréales (y c. semences)	205 167	60,4	53 829	60,1	54 945	63,4	33 268	57,0	1007	49,5	348 216	60,4
Oléagineux (y c. semences)	45 665	13,4	16 004	17,9	14 211	16,4	7 263	12,4	175	8,6	83 318	14,5
Protéagineux (y c. semences)	20 050	5,9	2 840	3,2	3 810	4,4	2 552	4,4	38	1,9	29 290	5,1
Betteraves industrielles (n. c. semences)	29 100	8,6	864	1,0	4 350	5,0	5 600	9,6	256	12,6	40 170	7,0
Plantes à fibres (y c. semences)	1 916	0,6	324	0,4	30	0,0	220	0,4	0	0,0	2 490	0,4
Cultures industrielles diverses (n. c. semences)	32	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	32	0,0
Plantes aromatiques, médicinales et à parfum (n. c. semences)	100	0,0	140	0,2	162	0,2	43	0,1	0	0,0	445	0,1
Pommes de terre (y c. plants)	2 320	0,7	400	0,4	500	0,6	442	0,8	84	4,1	3 746	0,7
Légumes frais (n. c. semences)	2 254	0,7	1 060	1,2	705	0,8	486	0,8	204	10,0	4 709	0,8
Légumes secs	18	0,0	0	0,0	25	0,0	7	0,0	0	0,0	50	0,0
Fleurs et plantes ornementales	151	0,0	32	0,0	68	0,1	55	0,1	40	2,0	346	0,1
Semences et plants divers	750	0,2	90	0,1	100	0,1	6	0,0	0	0,0	946	0,2
Choux, racines et tubercules fourragers	10	0,0	16	0,0	0	0,0	18	0,0	1	0,0	45	0,0
Fourrages annuels	890	0,3	350	0,4	200	0,2	202	0,3	10	0,5	1 652	0,3
Prairies artificielles et temporaires	1 500	0,4	480	0,5	540	0,6	520	0,9	1	0,0	3 041	0,5
Jardins et vergers familiaux des exploitants	90	0,0	19	0,0	10	0,0	10	0,0	2	0,1	131	0,0
Jachères	22 500	6,6	7 460	8,3	5 800	6,7	4 800	8,2	73	3,6	40 633	7,1
Cultures fruitières (y c. châtaigneraies, oliveraies, noyeraies)	225	0,1	321	0,4	61	0,1	588	1,0	11	0,5	1 206	0,2
Vignes	24	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,0	25	0,0
Pépinières ligneuses	310	0,1	230	0,3	186	0,2	90	0,2	62	3,0	878	0,2
Superficie toujours en herbe (STH)	6 504	1,9	5 166	5,8	1 000	1,2	2 180	3,7	68	3,3	14 918	2,6
Total SAU des exploitations⁽¹⁾	339 576	100,0	89 625	100,0	86 703	100,0	58 350	100,0	2 033	100,0	576 287	100,0
SAU des exploitations	339 576	57,3	89 625	38,9	86 703	47,7	58 350	46,6	2 033	3,1	576 287	48,2
Jardins et vergers familiaux des non-exploitants	500	0,1	2 000	0,9	500	0,3	430	0,3	2 281	3,5	5 711	0,5
Surface toujours en herbe hors exploitations (collectifs et hors champs)	750	0,1	1 314	0,6	370	0,2	100	0,1	5	0,0	2 539	0,2
Solde SAU ⁽²⁾	-4 600		-1 500		50		-207		-483		-6 740	
SAU du département	336 226	56,7	91 439	39,6	87 623	48,2	58 673	46,8	3 836	5,8	577 797	48,3
Territoire agricole non cultivé	1 800	0,3	5 800	2,5	5 667	3,1	2 010	1,6	19	0,0	15 296	1,3
Peupleraies en plein	4 000	0,7	630	0,3	700	0,4	850	0,7	8	0,0	6 188	0,5
Surfaces boisées	136 200	23,0	72 270	31,3	43 750	24,0	20 430	16,3	4 950	7,5	277 600	23,2
Étangs en rapport	450	0,1	1 050	0,5	80	0,0	10	0,0	0	0,0	1 590	0,1
Territoire non agricole autre (y c. eaux intérieures)	114 141	19,3	59 504	25,8	44 131	24,3	43 294	34,6	56 933	86,6	318 003	26,6
Superficie totale⁽³⁾	592 817	100,0	230 693	100,0	181 951	100,0	125 267	100,0	65 746	100,0	1 196 474	100,0

(1) Superficie agricole utilisée par des exploitants dont le siège est situé dans le département.

(2) Solde SAU = SAU dans le département des exploitations dont le siège est hors département - SAU hors département des exploitations dont le siège est dans le département.

(3) Non compris Paris (10 517 hectares).

Source : DDAF - Services statistiques

Artisanat

Entreprises artisanales au 01-01-2007

	Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble	Densité artisanale ⁽¹⁾
Paris	8 318	12 813	5 706	9 767	36 604	169
Seine-et-Marne	242	6 211	2 228	3 724	14 645	116
Yvelines	2 156	5 420	2 191	3 532	13 299	95
Essonne	1 894	5 478	2 188	3 855	13 415	112
Hauts-de-Seine	2 089	4 350	2 190	4 174	12 803	84
Seine-Saint-Denis	2 300	6 880	2 332	4 641	16 153	109
Val-de-Marne	2 177	5 220	2 269	4 323	13 989	108
Val-d'Oise	1 964	5 192	1 912	3 683	12 751	111
Île-de-France	23 380	51 564	21 016	37 699	133 659	116

(1) Densité artisanale : nombre d'entreprises artisanales pour 10 000 habitants (population au 01-01-2006).

Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements

Évolution du nombre d'entreprises artisanales et de salariés

	Nombre d'entreprises au 01-01		Évolution 2007/2006 (en %)	Nombre de salariés au 01-01		Évolution 2007/2006 (en %)
	2006	2007		2006	2007	
Paris	36 151	36 604	1,3	89 067	88 739	-0,4
Seine-et-Marne	14 203	14 645	3,1	37 761	39 248	3,9
Yvelines	12 919	13 299	2,9	36 322	36 469	0,4
Essonne	12 885	13 415	4,1	31 226	32 419	3,8
Hauts-de-Seine	12 650	12 803	1,2	37 332	36 326	-2,7
Seine-Saint-Denis	15 695	16 153	2,9	38 280	38 907	1,6
Val-de-Marne	13 803	13 989	1,3	35 806	35 880	0,2
Val-d'Oise	12 295	12 751	3,7	29 428	31 164	5,9
Île-de-France	130 601	133 659	2,3	335 222	339 152	1,2

Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements

Industrie

Répartition des établissements et des effectifs industriels franciliens au 01-01-2007

	Nombre d'établissements	Effectifs	Effectif moyen par établissement	Part dans l'effectif régional (en %)
Paris	22 440	107 335	4,8	18,8
Seine-et-Marne	4 426	55 600	12,6	9,7
Yvelines	4 254	100 676	23,7	17,7
Essonne	3 440	44 742	13,0	7,8
Hauts-de-Seine	6 082	121 169	19,9	21,2
Seine-Saint-Denis	5 309	60 552	11,4	10,6
Val-de-Marne	3 898	37 006	9,5	6,5
Val-d'Oise	3 496	43 619	12,5	7,7
Île-de-France	53 345	570 699	10,7	100,0

Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements

Répartition des établissements et des effectifs industriels par activité au 01-01-2007

	Paris		Seine-et-Marne		Yvelines		Essonne		Île-de-France	
	Ets	Effectifs	Ets	Effectifs	Ets	Effectifs	Ets	Effectifs	Ets	Effectifs
Extraction de produits énergétiques	22	339	2	s	2	s	3	s	105	479
Extraction de produits non énergétiques	51	s	74	547	30	98	28	115	259	1 458
Industries agricoles et alimentaires	1 977	11 736	801	423	755	5 515	649	4 622	7 288	48 714
Industrie textile et habillement	5 390	12 386	136	679	145	139	98	232	7 545	20 861
Industrie du cuir et de la chaussure	319	1 538	25	153	14	27	19	60	487	3 352
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	149	225	77	459	76	241	65	418	546	2 504
Industrie du papier et du carton, édition et imprimerie	8 404	39 012	575	5 482	736	1 735	564	3 882	14 355	79 291
Cokéfaction, raffinage, industries nucléaires	5	s	5	s	7	s	6	s	58	1 633
Industrie chimique	461	11 633	101	3 437	110	5 566	86	3 722	1 326	63 667
Industrie du caoutchouc et des plastiques	115	669	132	2 826	82	1 447	56	1 316	695	11 211
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	189	1 342	179	3 687	103	1 706	105	1 110	1 057	13 201
Métallurgie et travail des métaux	448	1 493	684	9 552	490	5 225	410	4 440	3 709	38 816
Fabrication de machines et équipements	263	1 253	354	4 091	302	9 097	270	3 262	2 279	34 985
Fabrication d'équipements électriques et électroniques	1 127	5 353	474	6 185	585	26 389	596	13 821	4 768	93 245
Fabrication de matériel de transport	83	877	75	6 277	106	37 188	40	3 750	550	86 339
Autres industries manufacturières	2 440	5 320	486	2 198	470	2 526	319	1 796	5 487	18 393
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	997	13 948	246	3 101	241	3 699	126	2 114	2 831	52 550
Ensemble	22 440	107 335	4 426	55 600	4 254	100 676	3 440	44 742	53 345	570 699

s : soumis au secret statistique.

Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements



Usine PSA Peugeot Citroën.

Répartition des établissements et des effectifs industriels par activité au 01-01-2007

	Hauts-de-Seine		Seine-Saint-Denis		Val-de-Marne		Val-d'Oise		Île-de-France	
	Ets	Effectifs	Ets	Effectifs	Ets	Effectifs	Ets	Effectifs	Ets	Effectifs
Extraction de produits énergétiques	74	s	1	s	1	s	0	0	105	479
Extraction de produits non énergétiques	23	s	19	s	21	213	13	s	259	1 458
Industries agricoles et alimentaires	850	6 768	851	3 888	785	6 584	620	3 178	7 288	48 714
Industrie textile et habillement	283	1 738	1 059	3 651	258	1 102	176	934	7 545	20 861
Industrie du cuir et de la chaussure	22	300	50	1 140	24	107	14	27	487	3 352
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	39	104	45	373	45	351	50	333	546	2 504
Industrie du papier et du carton, édition et imprimerie	1 784	6 278	949	6 559	830	3 602	513	2 741	14 355	79 291
Cokéfaction, raffinage, industries nucléaires	31	1 014	0	0	2	s	2	s	58	1 633
Industrie chimique	295	24 578	85	3 850	93	5 947	95	4 934	1 326	63 667
Industrie du caoutchouc et des plastiques	90	1 647	83	591	62	631	75	2 084	695	11 211
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	137	1 567	125	1 445	133	1 287	86	1 057	1 057	13 201
Métallurgie et travail des métaux	293	4 363	494	4 977	334	3 378	556	5 388	3 709	38 816
Fabrication de machines et équipements	240	6 906	295	3 641	255	2 866	300	3 869	2 279	34 985
Fabrication d'équipements électriques et électroniques	633	18 109	436	6 471	468	6 245	449	10 672	4 768	93 245
Fabrication de matériel de transport	105	18 276	36	14 413	34	1 069	71	4 489	550	86 339
Autres industries manufacturières	499	1 304	507	2 256	427	1 270	339	1 723	5 487	18 393
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	684	18 125	274	7 109	126	2 354	137	2 100	2 831	52 550
Ensemble	6 082	121 169	5 309	60 552	3 898	37 006	3 496	43 619	53 345	570 699

s : soumis au secret statistique.

Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements



Apprenti en électro technique
au lycée professionnel
Eugène-Hénaff, Bagnolet /
Seine-Saint-Denis.

Construction

Répartition des établissements et des effectifs franciliens de la construction au 01-01-2007

	Nombre d'établissements	Effectifs	Effectif moyen par établissement	Part dans l'effectif régional (en %)
Paris	17 578	29 388	1,7	11,8
Seine-et-Marne	7 177	28 078	3,9	11,3
Yvelines	6 443	33 594	5,2	13,5
Essonne	6 372	28 276	4,4	11,3
Hauts-de-Seine	5 846	35 886	6,1	14,4
Seine-Saint-Denis	9 767	36 411	3,7	14,6
Val-de-Marne	6 664	34 068	5,1	13,7
Val-d'Oise	6 246	23 530	3,8	9,4
Île-de-France	66 093	249 231	3,8	100,0

Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements

Nombre de logements⁽¹⁾ en 2007

	Logements autorisés		Logements commencés	
	Nombre	Evolution 2007/2006 (en %)	Nombre	Evolution 2007/2006 (en %)
Paris	2 209	- 30	2 404	- 24
Seine-et-Marne	10 111	+ 11	7 579	- 5
Yvelines	6 328	+ 19	2 630	- 33
Essonne	6 321	- 6	4 956	- 27
Hauts-de-Seine	5 982	- 9	6 476	+ 57
Seine-Saint-Denis	6 647	+ 1	5 779	+ 19
Val-de-Marne	5 300	- 15	3 617	- 32
Val-d'Oise	5 325	+ 11	3 867	+ 11
Île-de-France	48 223	- 1	37 408	+ 2

(1) Logements ordinaires hors résidences.
Statistiques en date de prise en compte.

Source : SITADEL - DREIF

Nombre de locaux en 2007

	Locaux autorisés		Locaux commencés	
	Nombre	Evolution 2007/2006 (en %)	SHON (m ²) ⁽¹⁾	Evolution 2007/2006 (en %)
Paris	342	-6	276 456	-10
Seine-et-Marne	991	10	1 023 801	+28
Yvelines	521	-9	255 952	-62
Essonne	436	-16	424 411	-1
Hauts-de-Seine	410	-2	776 419	+25
Seine-Saint-Denis	405	-6	607 552	+56
Val-de-Marne	354	-10	322 533	-21
Val-d'Oise	444	4	421 892	-3
Île-de-France	3 903	-3	4 109 016	+1

(1) SHON : Surface Hors Cœuvre Nette.
Statistiques en date de prise en compte.

Source : SITADEL - DREIF

Commerce

Grandes surfaces du commerce de détail au 01-09-2008 (densité en m² pour 1000 habitants)

	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-St-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France
Centres commerciaux										
Nombre	17	17	21	16	10	22	17	21	141	587
Surface ⁽¹⁾	340 881	619 852	716 694	505 390	276 446	757 586	657 025	518 236	4 392 110	14 304 702
Densité ⁽³⁾	157,2	489,0	512,5	423,5	180,4	510,2	508,1	449,3	382,2	233,9
Hypermarchés										
Nombre	5	24	24	26	12	23	17	21	152	1 594
Surface ⁽²⁾	22 433	199 820	194 074	191 854	61 720	165 769	141 760	165 188	1 142 618	8 883 322
Densité ⁽³⁾	10,3	157,6	138,8	160,7	40,3	111,6	109,6	143,2	99,4	145,2
Supermarchés										
Nombre	227	107	102	72	109	60	91	61	829	5 478
Surface ⁽²⁾	159 561	143 299	120 449	91 487	104 608	61 005	87 183	69 868	837 460	6 961 814
Densité ⁽³⁾	73,6	113,1	86,1	76,7	68,3	41,1	67,4	60,6	72,9	113,8
Super hard discount										
Nombre	132	78	60	83	53	68	53	58	585	4 350
Surface ⁽²⁾	49 199	69 996	47 905	56 721	27 804	49 667	32 628	48 118	382 038	2 983 967
Densité ⁽³⁾	22,7	55,2	34,3	47,5	18,1	33,4	25,2	41,7	33,2	48,8
Magasins populaires										
Nombre	51	4	6	3	26	11	12	5	118	272
Surface ⁽²⁾	98 389	6 437	14 028	3 741	58 983	19 343	21 207	6 617	228 745	497 693
Densité ⁽³⁾	45,4	5,1	10,0	3,1	38,5	13,0	16,4	5,7	19,9	8,1
Grands magasins										
Nombre	7	0	3	2	0	2	1	0	15	100
Surface ⁽²⁾	208 308	0	30 912	15 553	0	5 900	10 000	0	270 673	754 650
Densité ⁽³⁾	96,1	0,0	22,1	13,0	0,0	4,0	7,7	0,0	23,6	12,3
Jardineries⁽⁴⁾										
Nombre	3	33	31	20	5	5	9	18	124	1 507
Surface ⁽²⁾	3 289	142 414	109 534	81 440	14 872	18 845	29 676	64 456	464 526	4 775 063
Densité ⁽³⁾	1,5	112,4	78,3	68,2	9,7	12,7	23,0	55,9	40,4	78,1
Bricolage										
Nombre	22	37	29	34	18	13	18	16	187	2 376
Surface ⁽²⁾	33 186	158 282	105 617	157 398	42 094	79 854	103 473	118 034	797 938	7 131 028
Densité ⁽³⁾	15,3	124,9	75,5	131,9	27,5	53,8	80,0	102,3	69,4	116,6

(1) Surface GLA : Gross Leasing Area (surface brute louée, ce qui correspond à la surface commerciale, soit surface de vente + réserves + parties communes).

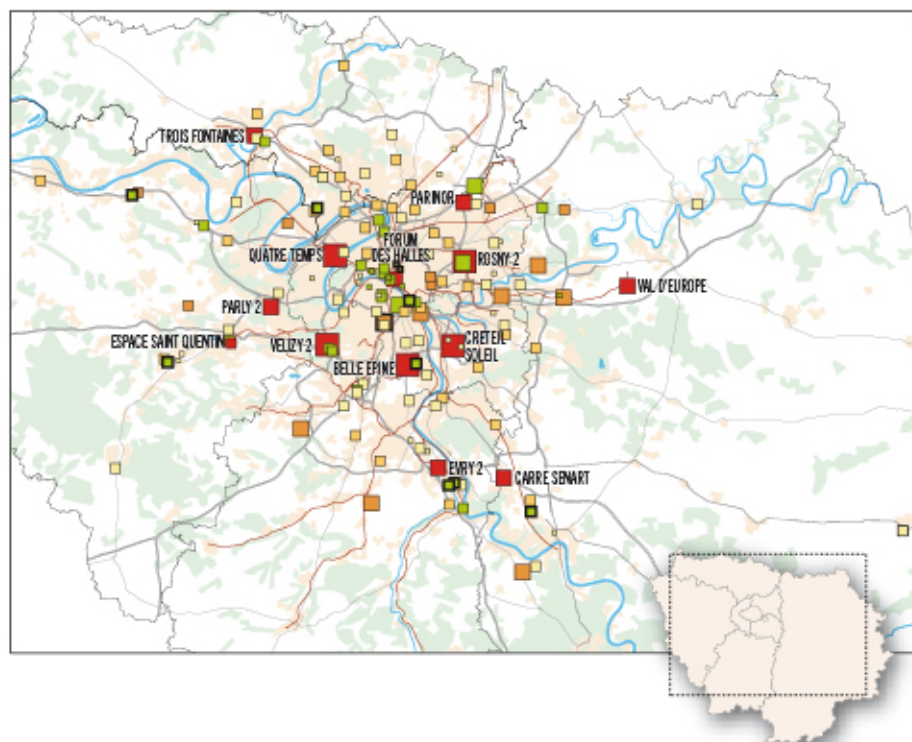
(2) Surface de vente.

(3) La densité en m² pour 1000 habitants est calculée à partir du recensement de population 2006 (INSEE).

(4) Hors LISA (Libre service agricole).

Source : Panorama / Trade dimensions, "Le guide 2009 de la distribution"

Parc des centres commerciaux en Île-de-France en 2008



Type

- c.c. régional
- c.c. interdépartemental
- c.c. intercommunal
- c.c. local
- c.c. spécialisé (magasins d'usines, galerie marchande, retail park...)

Taille (surface GLA*)

- ≥ 100 000 m²
- 50 000 - 99 999 m²
- 10 000 - 49 999 m²
- < 10 000 m²
- ouverture récente (2007 ou 2008)

Transports

- Autoroute
- Réseau routier national
- Lignes RER



0 10 km

Source : Nielsen TD, IAU idF - 2008
© IAU idF

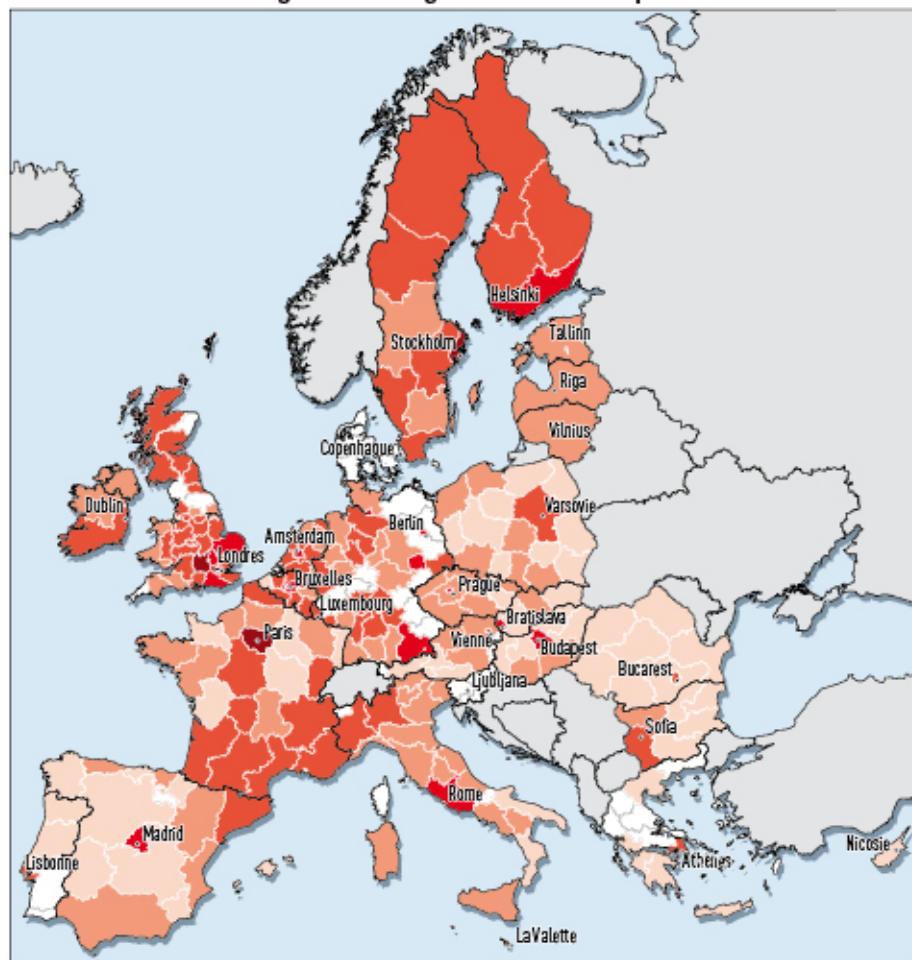
* Surface GLA : surface brute louée, ce qui correspond à la surface commerciale (surface de vente + réserves et parties communes).

Définition des types de centres commerciaux :

- c.c. régional : centres commerciaux de plus de 80 000 m² de surface commerciale et principaux centres commerciaux de villes nouvelles
- c.c. interdépartemental : centres commerciaux comprenant un hypermarché et dont la surface commerciale est comprise entre 40 000 et 70 000 m²
- c.c. intercommunal : centres commerciaux comprenant un hypermarché et dont la surface commerciale est comprise entre 20 000 et 40 000 m²
- c.c. local : centres commerciaux comprenant une moyenne ou grande surface alimentaire et dont la surface commerciale est comprise entre 5 000 et 20 000 m²
- c.c. spécialisé : autres centres commerciaux sans locomotive alimentaire orientés vers l'équipement de la personne, de la maison, etc.

Services

Services de haute technologie dans les régions de l'Union européenne en 2006



Services de haute technologie
(en % de l'emploi total)



□ données non disponibles
□ pays hors UE

0 500 km
Source : Eurostat 2008
© IAU idF

Les secteurs des services de haute technologie correspondent à 3 intitulés de NACE (Nomenclature européenne) :

- postes et télécommunications (64)
- activités informatiques (72)
- recherche et développement (73)

SECTEURS D'ACTIVITÉ

Répartition des établissements et des effectifs par activité dans les services au 01-01-2007

	Paris		Seine-et-Marne		Yvelines		Essonne		Île-de-France	
	Ets	Effectifs	Ets	Effectifs	Ets	Effectifs	Ets	Effectifs	Ets	Effectifs
Hôtels et restaurants	21 328	125 522	3 099	16 394	3 494	17 243	2 742	12 143	46 913	243 809
Postes et télécommunications	1 811	42 284	495	8 760	495	9 266	409	7 289	5 726	129 028
Activités financières	10 133	141 051	1 343	7 356	1 766	10 616	1 294	7 834	21 170	279 379
Activités immobilières	24 046	36 137	2 928	4 729	3 782	6 908	2 632	3 949	48 203	87 925
Location sans opérateur	1 562	2 639	410	2 870	446	2 812	374	2 934	4 628	25 381
Activités informatiques	10 372	58 176	1 202	3 031	2 309	14 290	1 699	9 434	24 767	186 414
Recherche et développement	564	2 226	39	40	78	1 313	86	3 459	1 111	15 071
Services fournis principalement aux entreprises	90 506	233 971	7 327	33 063	12 986	54 682	8 031	42 728	168 223	682 289
Assainissement, voirie et gestion des déchets	45	1 458	140	2 216	138	2 485	94	2 356	709	17 815
Activités récréatives, culturelles et sportives	14 207	40 415	1 066	14 700	1 438	1 982	885	1 745	24 299	92 082
Services personnels	6 721	13 556	1 795	3 398	2 018	4 830	1 703	3 185	19 798	39 739
Ensemble	181 295	697 435	19 844	96 557	28 950	126 427	19 949	97 056	365 547	1 798 932

	Hauts-de-Seine		Seine-Saint-Denis		Val-de-Marne		Val-d'Oise		Île-de-France	
	Ets	Effectifs	Ets	Effectifs	Ets	Effectifs	Ets	Effectifs	Ets	Effectifs
Hôtels et restaurants	5 525	28 202	4 564	15 914	3 561	14 309	2 600	14 082	46 913	243 809
Postes et télécommunications	768	30 410	774	10 595	556	13 435	418	6 989	5 726	129 028
Activités financières	2 927	73 189	1 243	14 991	1 390	18 580	1 074	5 762	21 170	279 379
Activités immobilières	6 652	17 153	2 927	7 836	3 165	7 339	2 071	3 874	48 203	87 925
Location sans opérateur	782	6 342	380	3 299	362	2 364	312	2 121	4 628	25 381
Activités informatiques	4 769	79 263	1 380	9 870	1 860	9 712	1 176	2 638	24 767	186 414
Recherche et développement	184	4 716	34	962	94	2 297	32	58	1 111	15 071
Services fournis principalement aux entreprises	24 375	182 520	8 276	49 531	9 875	54 392	6 847	31 402	168 223	682 289
Assainissement, voirie et gestion des déchets	105	3 432	56	2 249	59	2 185	72	1 434	709	17 815
Activités récréatives, culturelles et sportives	3 250	21 449	1 387	5 678	1 285	4 210	781	1 903	24 299	92 082
Services personnels	2 366	5 034	1 757	3 232	1 959	3 555	1 479	2 949	19 798	39 739
Ensemble	51 703	451 710	22 778	124 157	24 166	132 378	16 862	73 212	365 547	1 798 932

Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements

Répartition des établissements et des effectifs franciliens dans les services au 01-01-2007

	Nombre d'établissements	Effectifs	Effectif moyen par établissement	Part dans l'effectif régional (en %)
Paris	181 295	697 435	3,8	38,8
Seine-et-Marne	19 844	96 557	4,9	5,4
Yvelines	28 950	126 427	4,4	7,0
Essonne	19 949	97 056	4,9	5,4
Hauts-de-Seine	51 703	451 710	8,7	25,1
Seine-Saint-Denis	22 778	124 157	5,5	6,9
Val-de-Marne	24 166	132 378	5,5	7,3
Val-d'Oise	16 862	73 212	4,3	4,1
Île-de-France	365 547	1 798 932	4,9	100,0

Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements



1



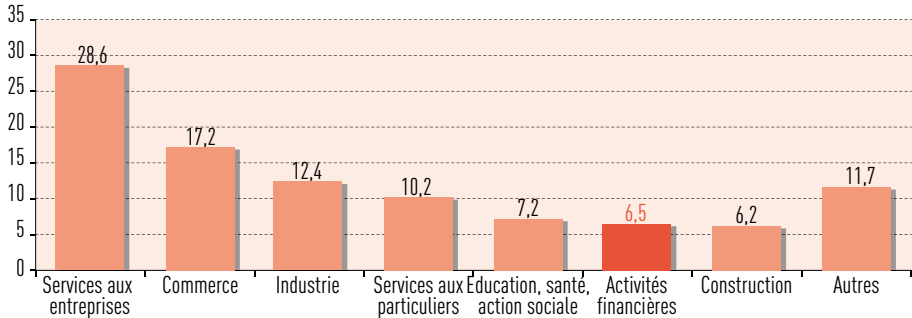
2

- 1 Centre-ville de Saint-Quentin-en-Yvelines / Yvelines.
- 2 Opéra Garnier, Paris.

Finance

Poids des activités financières dans l'emploi en Île-de-France en 2007

(en %)

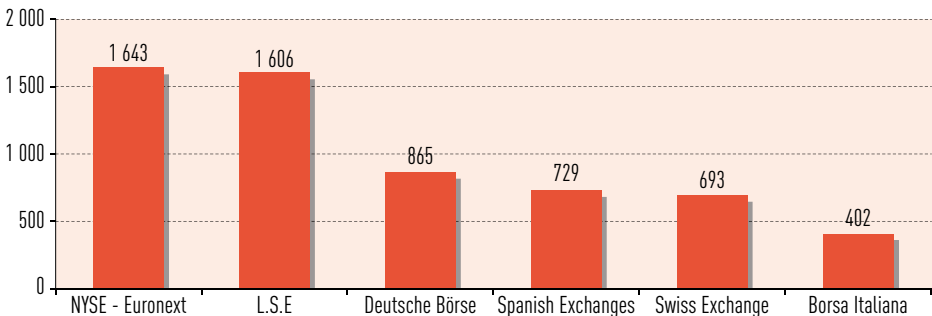


Données provisoires

Source : GARP

Capitalisations boursières en 2007

(en milliards d'euros)

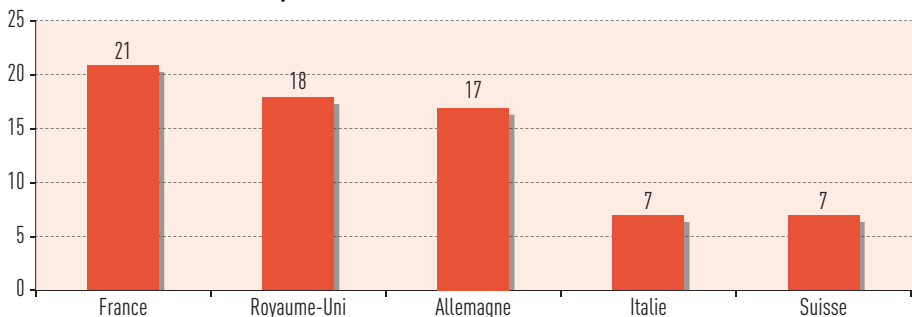


La capitalisation boursière est la valorisation d'une société à partir de son cours boursier. La capitalisation est égale au nombre d'actions constituant le capital social d'une société cotée multiplié par son cours de bourse.

Source : Federation of European Securities Exchanges (FESE)

Gestion collective⁽¹⁾ en Europe en 2007

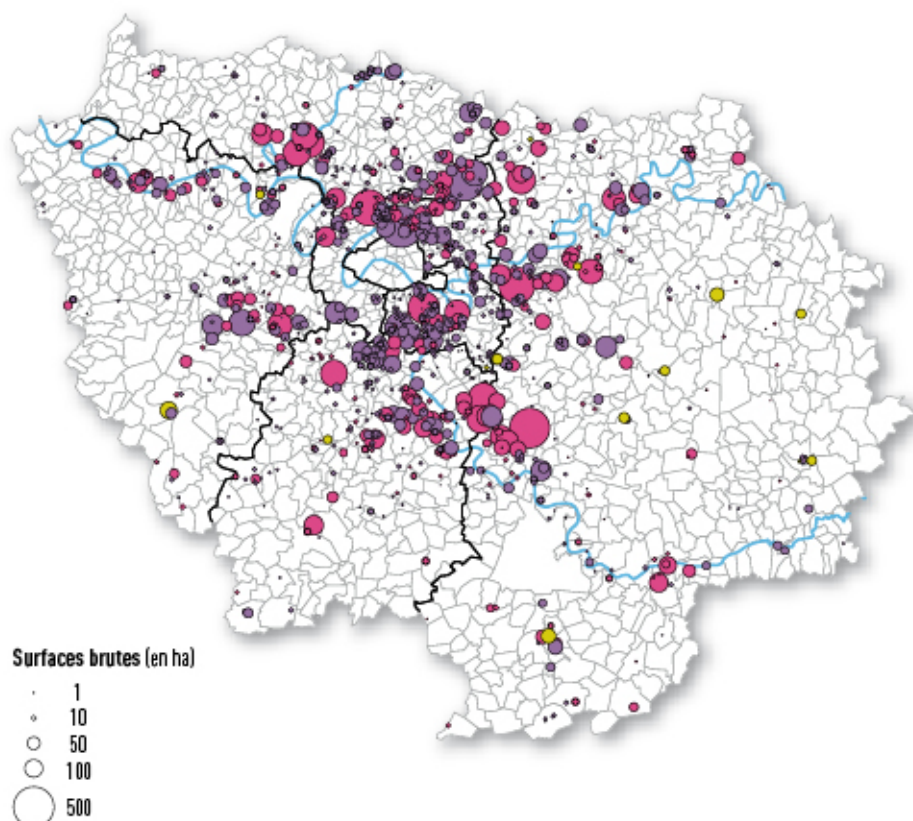
(en %)



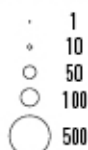
(1) Gestion collective : OPCVM (Organismes de Placements Collectifs en Valeurs Mobilières). Le ratio représente la part des fonds gérés dans le pays par les OPCVM dans le total européen.

Sources : European Fund and Asset Management Association (EFAMA) / Association Française de Gestion financière (AFG)

Zones d'activité économique en 2008

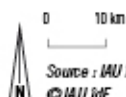


Surfaces brutes (en ha)



Type de ZAE

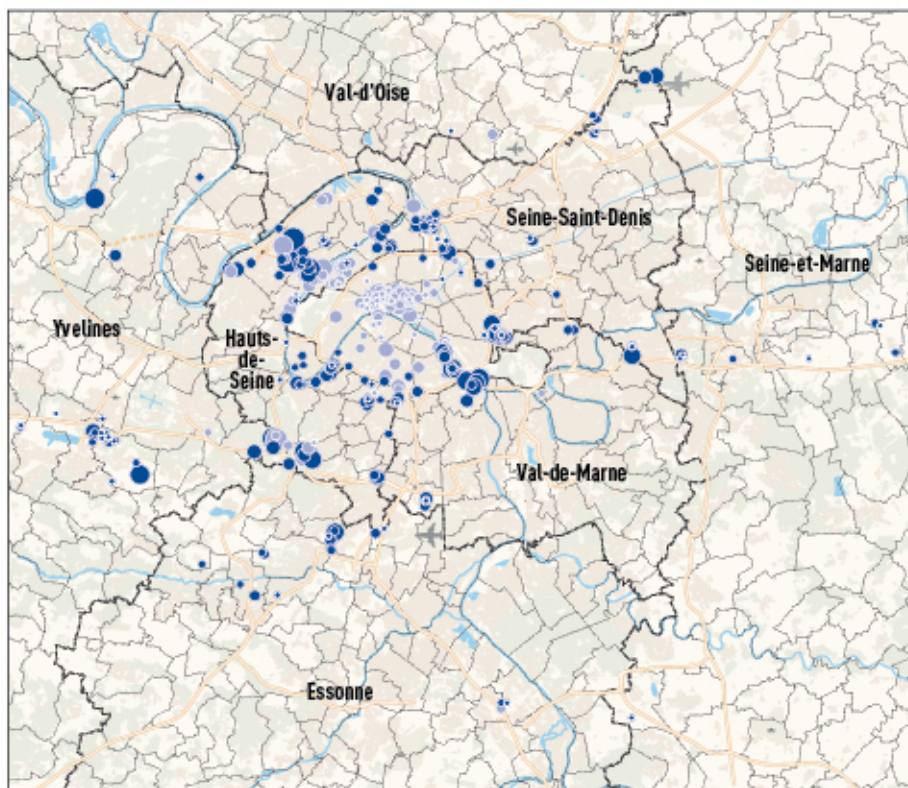
- en cours de commercialisation
- en projet à court terme
- n'offrant plus de terrains



Stocks de terrains disponibles dans les ZAE en 2008

	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-St-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Total Île-de-France
Surface (en ha)	750,4	165,8	409,8	28,9	80,4	103,7	229,9	1 769,0

Opérations de bureaux de 5 000 m² ou plus livrés entre 2002 et 2007



Surface utile de bureaux (en m²)

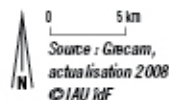
- 5 000
- 10 000
- 50 000
- 100 000

■ nouvelle construction

Total IDF = 3 455 000 m²

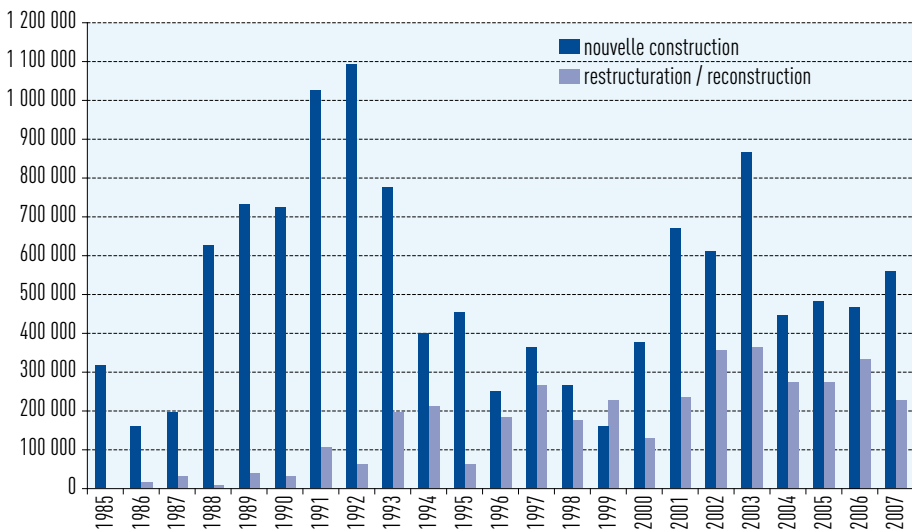
■ restructuration,
reconstruction

Total IDF = 1 864 000 m²



Superficie annuelle de bureaux de plus de 5 000 m² livrés depuis 1985

(surface en m²)



Source : Grecam



Parc Biotech, Romainville /
Seine-Saint-Denis

Caractéristiques des logements

	Île-de-France		France métropolitaine	
	1999	2005 ⁽¹⁾	1999	2005 ⁽¹⁾
Nombre de logements (milliers)	5 083	5 284	28 702	30 876
Nombre de résidences principales (milliers)	4 510	4 809	23 810	25 895
Proportion de maisons individuelles (%)	27,4	27,7	55,9	56,1
Proportion de locataires (%)	51,1	49,5	40,7	40,0
Nombre moyen de pièces par résidence principale	3,3	3,4	3,9	4,0
Nombre moyen de personnes par ménage	2,4	2,3	2,4	2,3

(1) Au 01-07.

Sources : Insee, recensement de la population de 1999 et enquêtes annuelles de recensement de 2004 à 2007

Evolution du prix au m² des appartements anciens libres en Île-de-France

(en €)

	2 ^e trimestre 2007	2 ^e trimestre 2008	Evolution 2008/2007 (en %)
Paris	5 979	6 583	10,1
Seine-et-Marne	2 662	2 696	1,3
Yvelines	3 527	3 626	2,8
Essonne	2 686	2 708	0,8
Hauts-de-Seine	4 426	4 640	4,8
Seine-Saint-Denis	2 839	2 993	5,4
Val-de-Marne	3 670	3 752	2,2
Val-d'Oise	2 674	2 738	2,4
Île-de-France	4 408	4 700	6,6

Source : Chambre des notaires de Paris

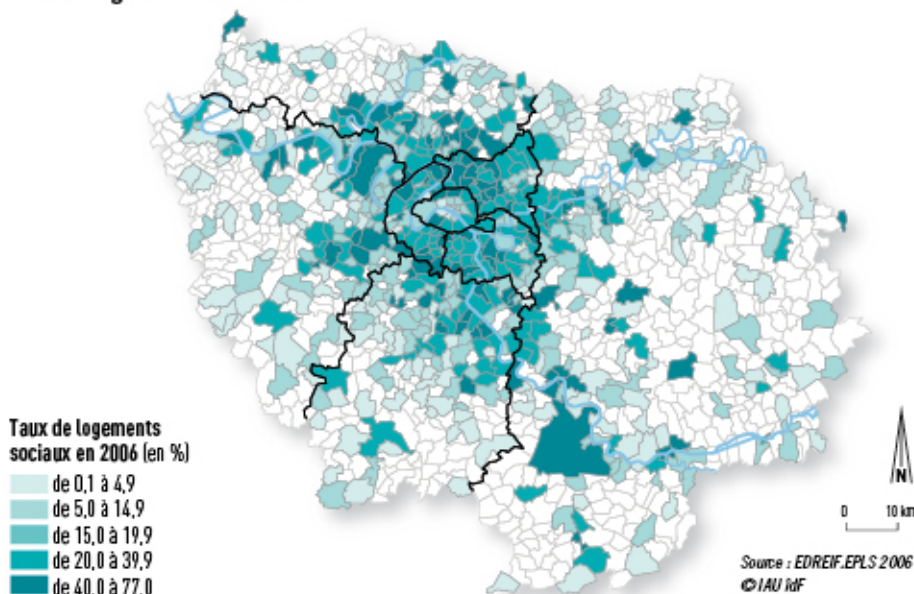
Evolution du prix des maisons anciennes libres en Île-de-France

(en €)

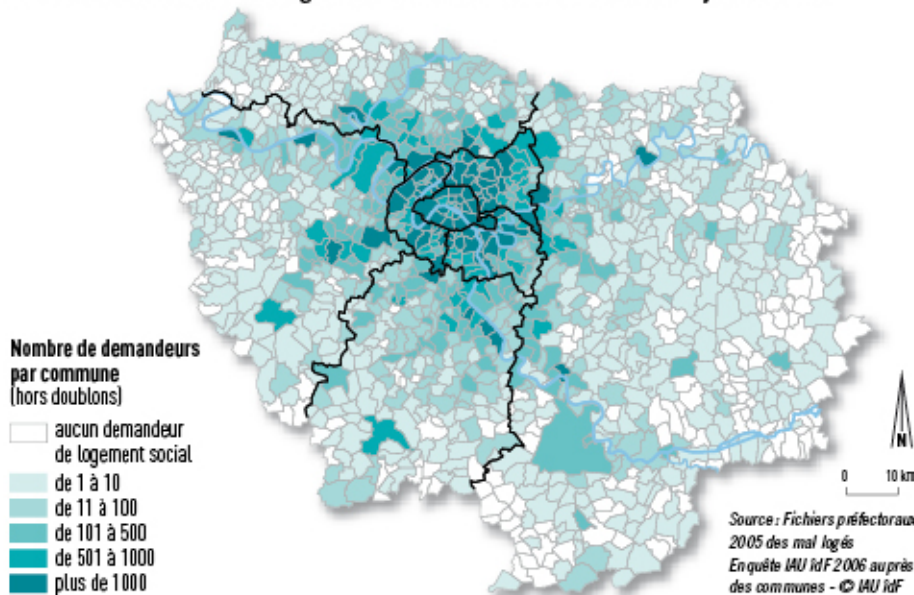
	2 ^e trimestre 2007	2 ^e trimestre 2008	Evolution 2008/2007 (en %)
Seine-et-Marne	244 966	244 450	-0,2
Yvelines	371 180	379 576	2,3
Essonne	293 617	294 447	0,3
Hauts-de-Seine	516 322	557 925	8,1
Seine-Saint-Denis	266 426	271 965	2,1
Val-de-Marne	358 505	364 040	1,5
Val-d'Oise	280 659	278 111	-0,9
Île-de-France	303 111	308 001	1,6

Source : Chambre des notaires de Paris

Parc de logements sociaux en 2006



Nombre de demandeurs de logements sociaux en Île-de-France au 1^{er} janvier 2006



Ports et aéroports d'Île-de-France en 2008

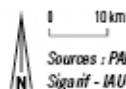


Les sites portuaires

- plate-forme multimodale majeure
- plate-forme multimodale
- port urbain
- Seine et affluents
- canaux

Les sites aéroportuaires

- aéroport international
- aéroport d'affaires
- autre aérodrôme
- hélicoptère



Sources : PAP, ADP, DGAC
Signif - IAU îdF, ARD
© IAU îdF

Trafic aérien des aéroports franciliens en 2006 et 2007

	2006	2007	Evolution 2007/2006 (en %)
Nombre total de passagers	82 440 000	86 300 000	4,7
Orly	25 590 000	26 400 000	3,2
Roissy - Charles-de-Gaulle	56 850 000	59 900 000	5,4
Mouvements	762 000	776 801	1,9
Orly	229 000	232 991	1,7
Roissy - Charles-de-Gaulle	533 000	543 810	2,0
Fret et poste (en tonnes)	2 242 900	2 410 000	7,5
Orly	110 200	110 000	-0,2
Roissy - Charles-de-Gaulle	2 132 700	2 300 000	7,8

Source : Aéroports de Paris

Trafic de fret du Port autonome de Paris en 2006 et 2007

(en tonnes)

		2006	2007	Evolution 2007/2006 (en %)
Trafic fluvial	Chargements	8 309 360	8 298 545	- 0,1
	Déchargements	13 448 459	13 134 423	- 2,3
	Sous-total	21 757 819	21 432 968	- 1,5
	dont trafic intrarégional	10 877 282	11 208 682	+ 3
Trafic maritime	Chargements	303 745	293 081	- 3,5
	Déchargements	194 939	194 658	- 0,1
	Sous-total	498 684	487 739	- 2,2
Total (fluvial + maritime)		22 256 503	21 920 707	- 1,5

Source : Port autonome de Paris

Immatriculations d'automobiles en 2006 et 2007

Voitures particulières neuves	2006	2007	Evolution 2007/2006 (en %)
Paris	55 486	55 144	- 0,6
Seine-et-Marne	38 597	39 420	+ 2,1
Yvelines	76 931	75 450	- 1,9
Essonne	36 622	37 224	+ 1,6
Hauts-de-Seine	74 048	79 075	+ 6,8
Seine-Saint-Denis	24 863	24 080	- 3,1
Val-de-Marne	28 849	29 512	+ 2,3
Val-d'Oise	33 214	31 914	- 3,9
Île-de-France	368 610	371 819	+ 0,9
France métropolitaine	2 000 549	2 064 543	+ 3,2
Île-de-France / France métropolitaine	18,4 %	18,0 %	- 0,4 point
Taux de pénétration étrangère en France	45,7 %	-	-

Source : Comité des constructeurs français d'automobiles

Transports collectifs en 2006 et 2007

(en millions de voyages)	2006	2007	Évolution 2007/2006 en (%)
Méto	1 409,5	1 388,3	-1,5
RER (lignes A et B)	451,9	446,6	-1,2
(en milliards de voyageurs-kilomètre)			
SNCF Île-de-France ⁽¹⁾	10,65	11,20	+5,2
SNCF France entière	78,78	80,55	+2,2
Île-de-France / France entière	13,5 %	13,9 %	+0,4 point

(1) Couvrir les 8 zones de la carte orange.

Source : RATP - SNCF

Réseau de transports en commun en Île-de-France au 01-01-2008



RER et lignes SNCF

correspondance ou fin de mission

Lignes du RER (RATP ou SNCF)

terminus

correspondance ou fin de mission

ligne SNCF classique (sauf RER)

terminus

autres gares

ligne et gare TGV

Méto

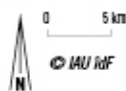
ligne de méto

correspondance avec le RER ou les lignes SNCF

Autres lignes en site propre

ligne de tramway

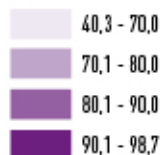
site propre pour autobus



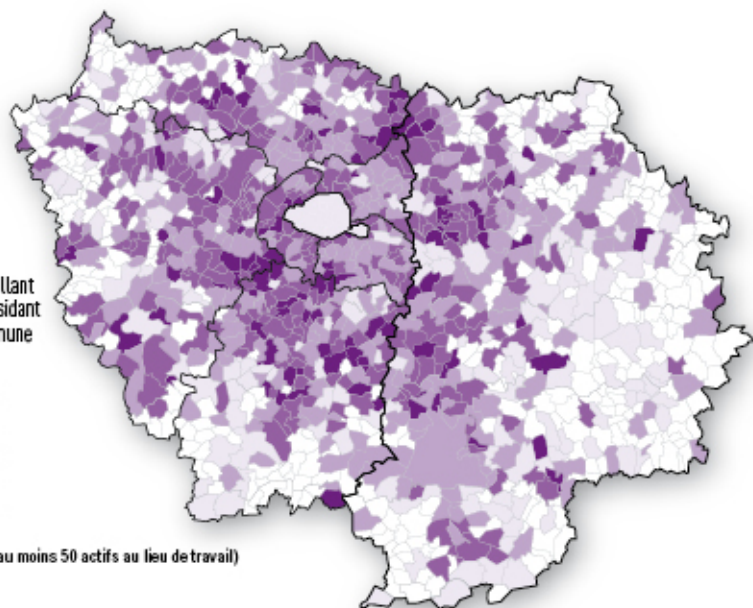
Déplacements domicile/travail en Île-de-France en 2004

Entrants

Part des actifs travaillant dans la commune résidant dans une autre commune (en %)

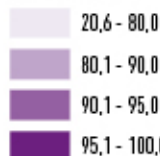


(communes comptant au moins 50 actifs au lieu de travail)

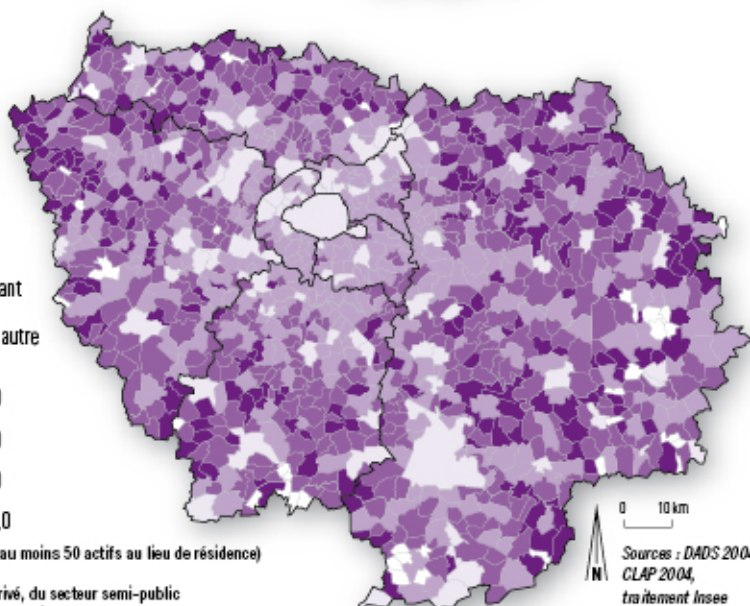


Sortants

Part des actifs résidant dans la commune travaillant dans une autre commune (en %)



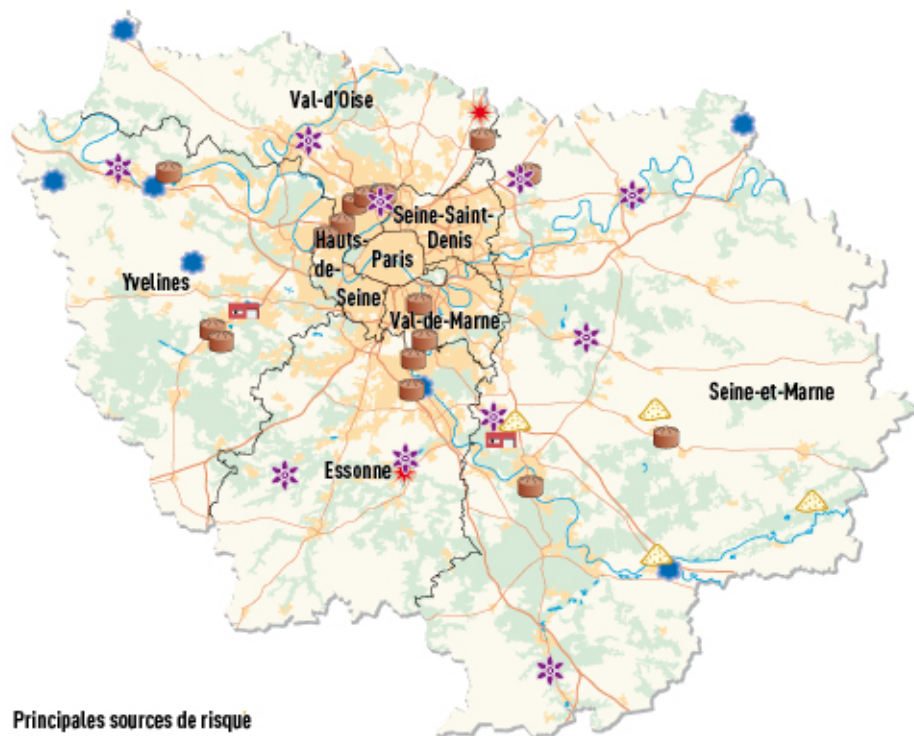
(communes comptant au moins 50 actifs au lieu de résidence)



Sources : DADS 2004,
CLAP 2004,
traitement Insee
© IAU idF

Champ : salariés du privé, du secteur semi-public
et de la fonction publique d'État

Sites Seveso* seuil haut en Île-de-France en 2008



Principales sources de risque

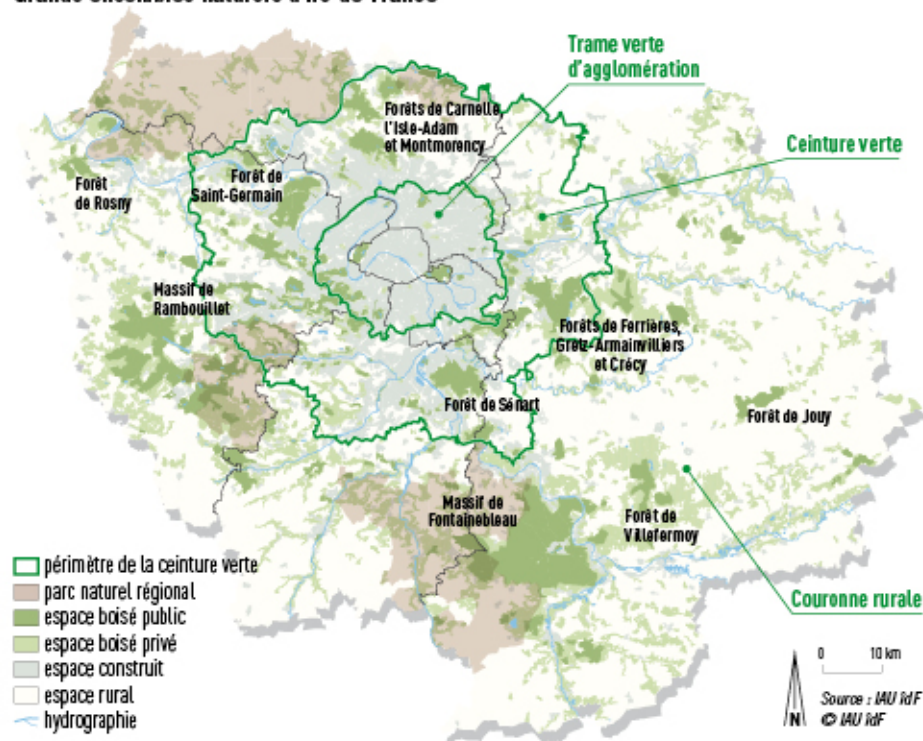
-  pyrotechnie
-  gaz combustibles
-  produits chimiques
-  entrepôt / logistique
-  engrais
-  liquides inflammables



Sources : DRIRE - STINC
(Service Technique Interdépartemental
d'Inspection des Installations Classées)
© IAU ÎdF

* La Directive SEVESO II, mise en place en février 1999, concerne la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses. Cette directive impose notamment à l'exploitant la mise en œuvre d'un système de gestion et d'une organisation (ou système de gestion de la sécurité) proportionnés aux risques inhérents aux installations. Sa mise en application constitue l'une des priorités de l'inspection des installations classées, sous l'autorité des préfets.

Grands ensembles naturels d'Ile-de-France



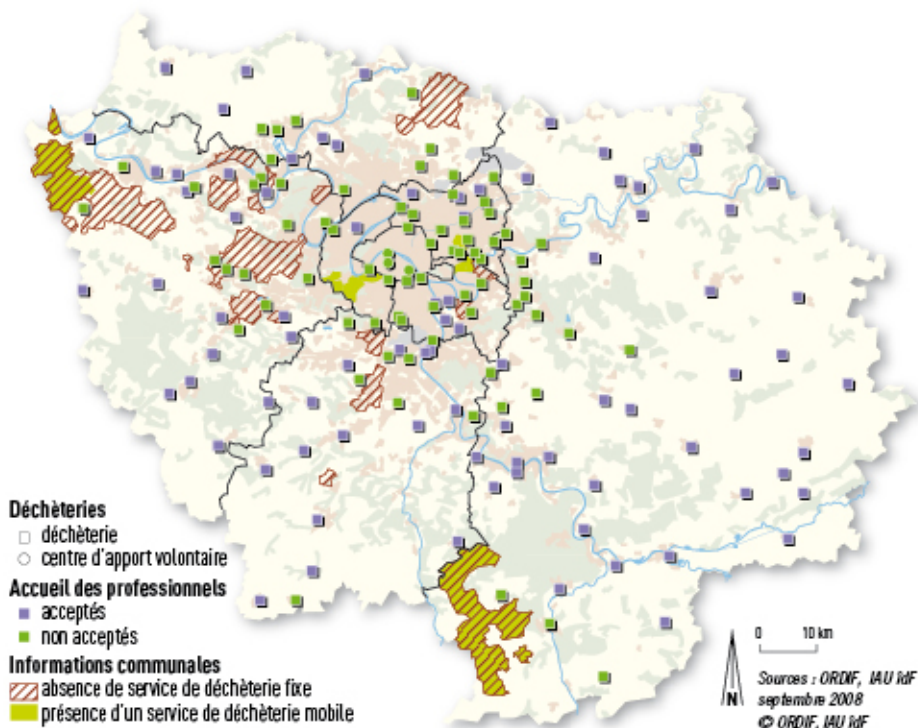
Indice multipolluant de la qualité de l'air en milieu urbain (ATMO) pour l'agglomération parisienne de 2000 à 2007

	Nombre de jours pendant lesquels l'indice a été calculé	Pourcentage de jours dans l'année pendant lesquels la qualité était			
		très bonne (niveau 1 ou 2)	bonne (niveau 3 ou 4)	moyenne (niveau 5)	mauvaise ou très mauvaise (niveau 6 ou plus)
2000	366	2,2	83,3	9,8	4,7
2001	365	4,1	78,6	9,1	8,2
2002	365	2,5	80,6	12,3	4,6
2003	365	4,1	67,7	12,9	15,3
2004	366	6,3	77,0	10,7	6,0
2005	365	6,3	78,6	9,3	5,8
2006	365	6,9	77,5	7,1	8,5
2007	365	5,8	69,0	15,1	10,1

Indice ATMO : l'objectif de l'indice est de caractériser une situation moyenne pour une agglomération urbaine. Quatre polluants sont pris en compte : le dioxyde de soufre, le dioxyde d'azote, l'ozone et les poussières. Un sous-indice est calculé pour chaque polluant. C'est le sous-indice maximum qui est retenu comme indice ATMO final caractérisant la qualité de l'air globale de la journée considérée. Cet indice comprend 10 niveaux allant de 1 (très bon) à 10 (très mauvais).

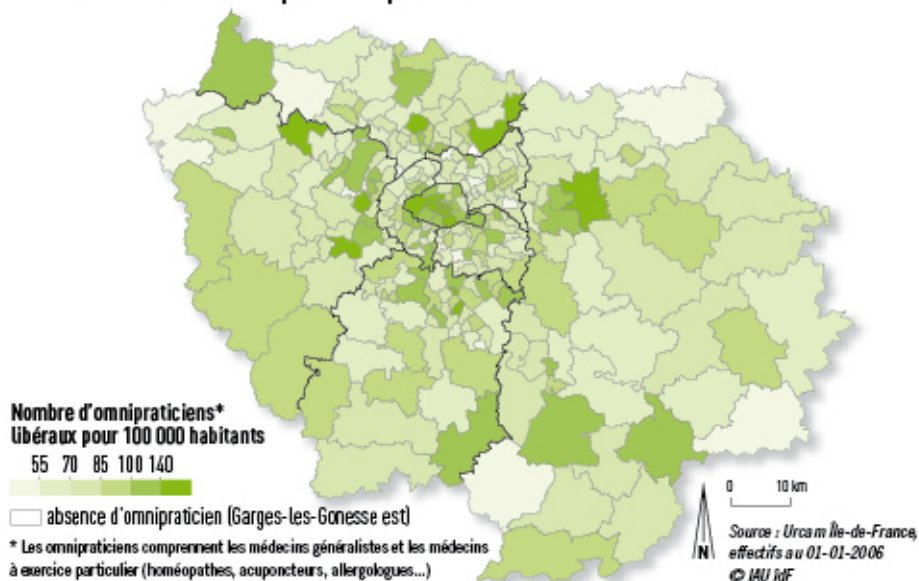
Source : Airparif

Déchèteries en Île-de-France en 2008

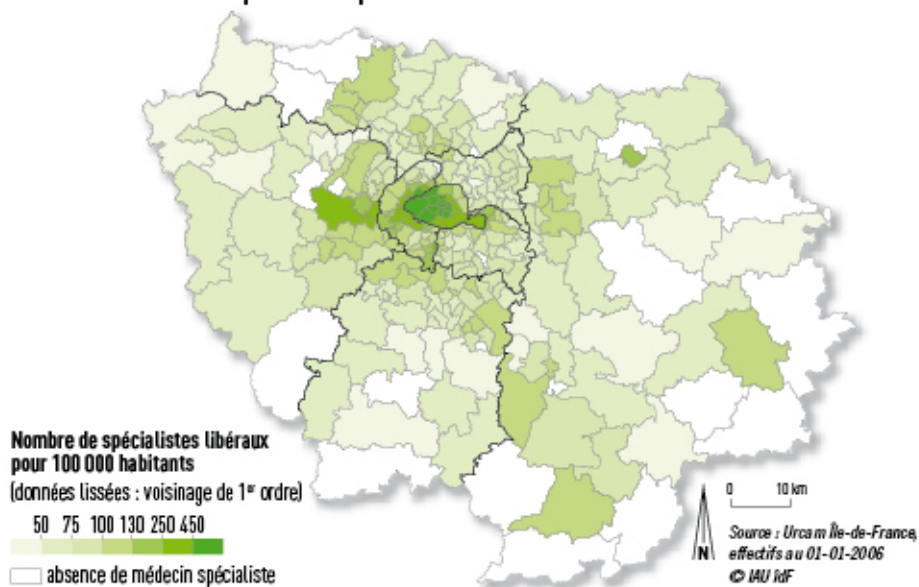


Le centre multifonctionnel de traitement des déchets ménagers du SYCTOM de l'agglomération parisienne à Saint-Ouen / Seine-Saint-Denis.

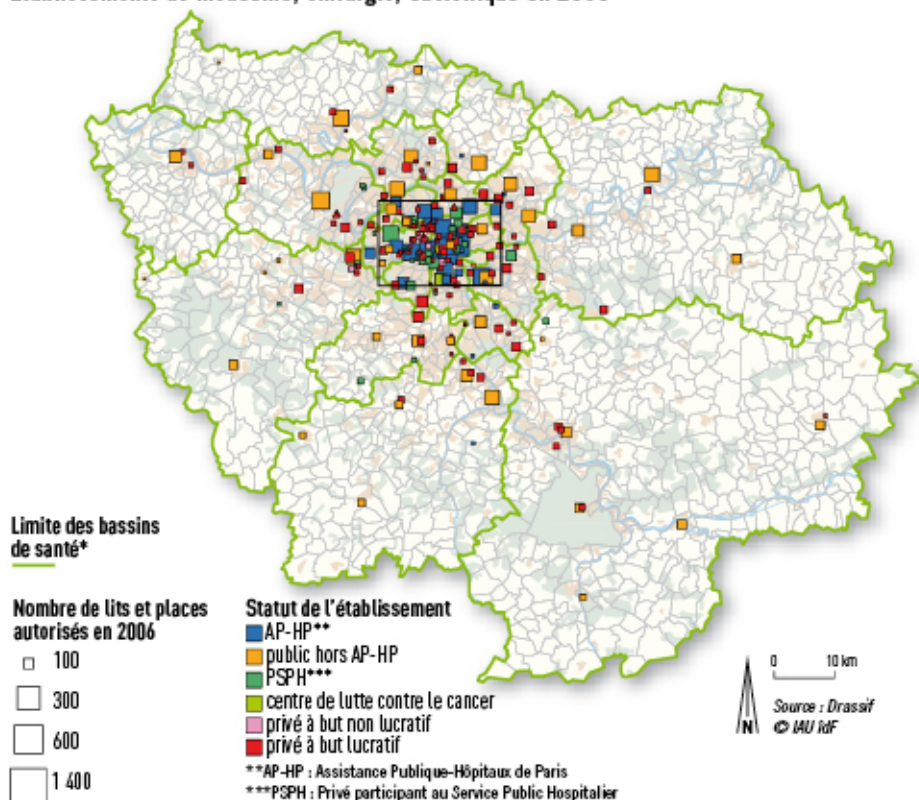
Densités de médecins omnipraticiens par canton en 2006



Densités de médecins spécialistes par canton en 2006



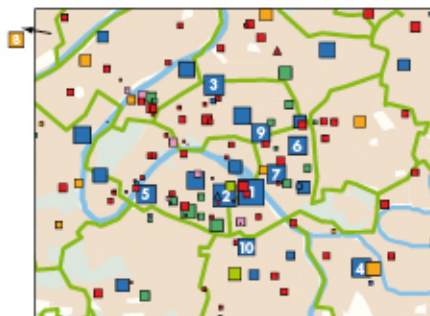
Établissements de médecine, chirurgie, obstétrique en 2006



*Bassins de santé (organisation sanitaire) : dans le cadre de l'élaboration du schéma régional d'organisation sanitaire (SROS) de 3^e génération, la délimitation des bassins de santé s'appuie sur divers indicateurs en matière de démographie, d'offre de soins, d'aménagement du territoire, mais aussi sur l'étude – permise par les systèmes d'information hospitaliers – des comportements des Franciliens concernant la fréquentation des établissements de santé. Vingt-deux bassins de santé ont d'ores et déjà été définis.

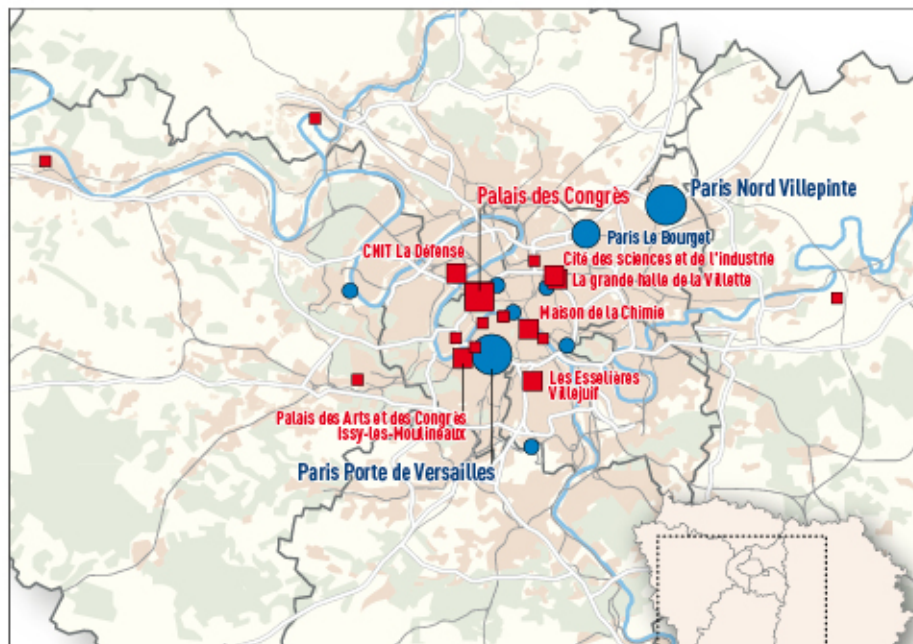
Les 10 premiers établissements publics en 2006 (en nombre de lits et places autorisés)

- 1- H. La Pitié Salpêtrière (AP-HP)
- 2- H. Cochin (Paris)
- 3- H. Bichat / Claude Bernard (Paris)
- 4- H. Henri Mondor (Créteil)
- 5- GH Broussais - H. Européen G. Pompidou (Paris)
- 6- H. Tenon (Paris)
- 7- H. Saint- Antoine (Paris)
- 8- H. Leon Touhadjian (CHI de Poissy-St Germain)
- 9- H. Saint-louis (Paris)
- 10- CHU Bicêtre (Le Kremlin-Bicêtre)



Centres de congrès et d'exposition

Centres de congrès et d'exposition en Île-de-France en 2008



Centres de congrès

Nombre de places assises

- moins de 1 500 places
- entre 1 500 et 3 000 places
- plus de 3 000 places

Centres d'exposition

Surface brute d'exposition

- moins de 50 000 m²
- entre 50 000 m² et 100 000 m²
- plus de 100 000 m²

0 10 km
Source : IDF méditerranée 2008
© IAU idf

Répartition des congressistes et des congrès par type de site en 2007

Site	Nombre de participants ⁽¹⁾	Part de marché (en %)	Nombre de congrès ⁽²⁾	Part de marché (en %)
Centres de congrès et d'exposition	403 284	76	298	34
Lieux scientifiques	52 961	10	267	32
Hôtels avec salles de réunion	30 748	6	108	13
Salles de réunion	21 198	4	84	10
Musée - Lieux événementiels	9 041	2	46	5
Autres	12 655	2	55	6
Total	529 887	100	858	100

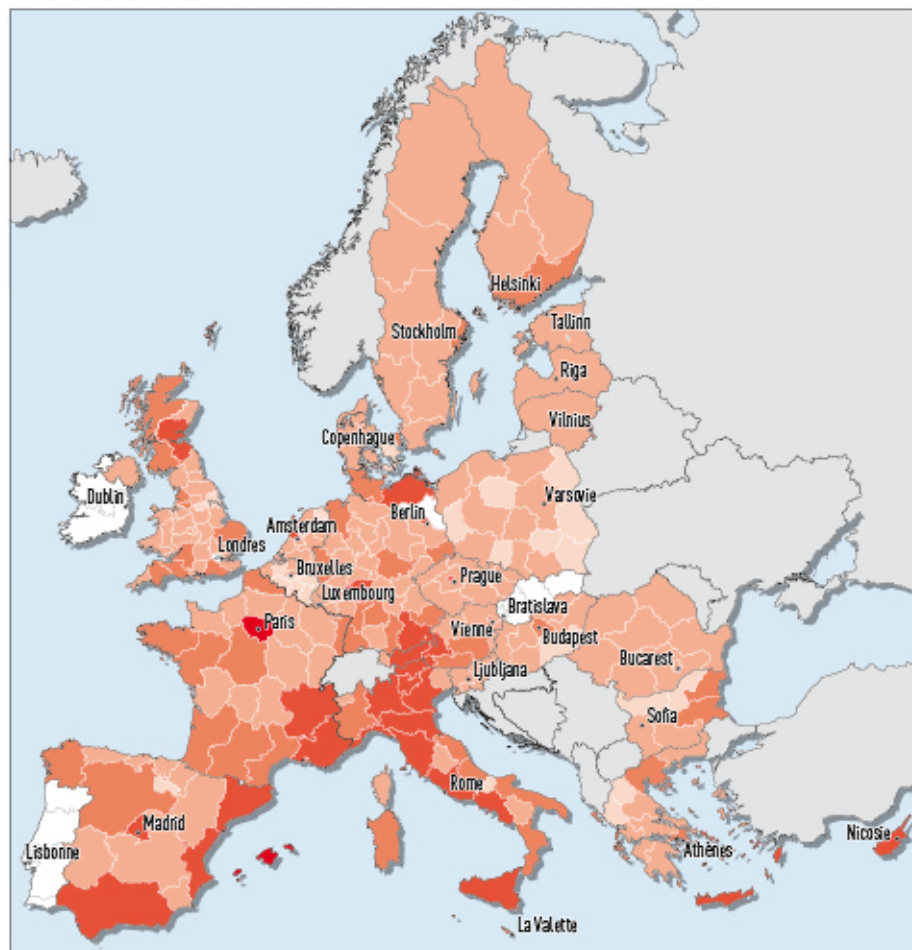
(1) Sur un total de 683 congrès pour lesquels le nombre de participants est connu.

(2) Sur un total de 858 congrès.

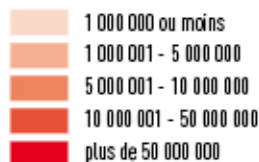
Source : Office du tourisme et des congrès de Paris, 2007

Tourisme

Fréquentation hôtelière dans les régions de l'Union européenne en 2007



Nombre de nuitées
sur l'ensemble des hôtels et établissements assimilés



White box	données non disponibles
Grey box	pays hors UE



Fréquentation des principaux musées, monuments et sites touristiques franciliens en 2006 et 2007

		2006	2007	Variation 2007/2006 (en %)
Paris	Notre-Dame de Paris	13 000 000 ⁽¹⁾	13 600 000 ⁽¹⁾	
	Sacré Cœur de Montmartre	10 500 000 ⁽¹⁾	10 500 000 ⁽¹⁾	
	Musée du Louvre	8 300 000	8 300 000	0
	Tour Eiffel	6 695 131	6 797 409	2
	Centre Pompidou ⁽²⁾	5 133 506	5 509 425	7
	Musée d'Orsay	3 009 203	3 166 509	5
	Cité des Sciences et de l'Industrie ⁽³⁾	3 055 000	2 845 000	-7
	Musée du Quai Branly ⁽⁴⁾	952 770	1 379 624	ns
	Muséum National d'Histoire Naturelle ⁽⁵⁾	1 344 334	1 373 837	2
Arc de Triomphe ⁽⁶⁾	1 170 373	1 334 873	14	
Seine-et-Marne	Disneyland Resort Paris	12 800 000	14 500 000	13
	Musée national du château de Fontainebleau	345 299	385 085	12
	Château de Vaux-le-Vicomte ⁽⁷⁾	247 821	255 103	3
	Cité médiévale de Provins ⁽⁸⁾	202 296	205 663	2
Yvelines	Château de Versailles	4 741 758	5 326 317	12
	Parc zoologique et Château de Thoiry	392 700	378 639	-4
	France Miniature	175 000	175 000	0
	Espace Rambouillet	89 259	103 545	16
Essonne	Verrerie d'art de Soisy-sur-Ecole	109 848	99 734	-9
	Domaine de Courson	59 570	61 270	3
	Domaine de Saint-Jean-de-Beauregard	40 000	40 000	0
	Domaine de Chamarande	30 103	35 713	19
Hauts-de-Seine	Toit de la Grande Arche de la Défense	220 790	235 932	7
	Château de Sceaux ⁽⁹⁾	49 541	97 184	96
	Musée départemental Albert Kahn	70 147	82 172	17
	Domaine national de Malmaison et Bois-Préau	57 447	60 393	5
Seine-Saint-Denis	Musée de l'Air et de l'Espace	186 903	200 636	7
	Basilique de Saint-Denis	131 683	138 262	5
	Stade de France	97 496	110 929	14
	Musée d'art et d'histoire de Saint-Denis	35 000	32 353	-8
Val-de-Marne	Château de Vincennes et Donjon ⁽¹⁰⁾	nd	157 383	-
	Mac/Val, musée d'art contemporain du Val-de-Marne	107 309	86 221	-20
	Roseraie du Val-de-Marne ⁽¹¹⁾	32 042	31 117	-3
	Maison de l'environnement	14 103	nd	-
Val-d'Oise	Château d'Auvers-sur-Oise	73 277	65 911	-10
	Abbaye de Royaumont	60 262	62 440	4
	Château musée d'Ecouen	55 497	54 575	-2
	Château de la Roche-Guyon	54 244	50 797	-6

ns : non significatif. – nd : non disponible.

(1) Estimations.

(2) Fréquentation générale du Centre.

(3) Fréquentation de la Cité hors Géode.

(4) Ouverture le 23-06-06.

(5) Ces données comprennent : la grande Galerie de l'Evolution, la Galerie de Minéralogie, la Galerie de Paléontologie et la Ménagerie du Jardin des plantes.

(6) Sans les cartes musées.

(7) Ne sont comptabilisées que les entrées payantes.

(8) Entrées monuments, visites guidées, tournoi de chevalerie (non inclus : musée, événements et spectacles des aigles).

(9) Exposition « La Duchesse de Berry » 23-04-07 au 23-07-07.

(10) Ré-ouverture du Donjon en mai 2007.

(11) Ouverture d'avril à septembre.

Sources : CDT (Comités départementaux du tourisme), CMN (Centre des monuments nationaux), DMF (Direction des musées de France), RMN (Réunion des musées nationaux), musées et monuments, CRT (Comité régional du tourisme)

Répartition des hôtels de tourisme au 01-01-2008

	Hôtels classés						Hôtels non classés	Ensemble 2008	Evolution 2008/2007 (en %)
	0 *	1 *	2 *	3 *	4 * et 4 * L	Ensemble			
Paris									
Etablissements	42	113	547	597	183	1482	0	1482	1,2
Chambres	3 037	3 228	23 683	27 761	20 456	78165	0	78165	1,2
Seine-et-Marne									
Etablissements	39	13	71	29	12	164	3	167	-1,2
Chambres	2 479	600	5 271	4 073	2 663	15 086	216	15 302	0,9
Yvelines									
Etablissements	33	11	50	32	7	133	1	134	-0,7
Chambres	1 979	463	2 539	1 935	691	7 607	78	7 685	0,2
Essonne									
Etablissements	35	7	40	19	1	102	3	105	1,0
Chambres	2 271	328	2 120	1 855	60	6 634	229	6 863	1,9
Hauts-de-Seine									
Etablissements	18	15	76	50	12	171	2	173	1,8
Chambres	1 260	371	4 757	4 263	2 656	13 307	289	13 596	3,3
Seine-Saint-Denis									
Etablissements	31	9	38	21	0	99	3	102	1,0
Chambres	2 873	671	3 777	3 005	0	10 326	350	10 676	3,0
Val-de-Marne									
Etablissements	21	9	46	25	1	102	3	105	1,0
Chambres	1 377	455	3 206	2 583	169	7 790	339	8 129	4,2
Val-d'Oise									
Etablissements	27	11	45	17	9	109	2	111	3,7
Chambres	2 166	609	3 062	1 847	2 493	10 177	128	10 305	2,4
Île-de-France									
Etablissements	246	188	913	790	225	2 362	17	2 379	1,0
Chambres	17 442	6 725	48 415	47 322	29 188	149 092	1 629	150 721	1,7
France métropolitaine									
Etablissements	1 918	1 434	9 416	3 820	837	17 425	296	17 721	-0,9
Chambres	68 057	30 860	266 591	171 492	62 239	599 239	15 293	614 532	0,3

Sources : Insee - Direction du tourisme - Comité régional du tourisme, enquête de fréquentation hôtelière

Fréquentation des hôtels de tourisme en 2007

		0 *	1 *	2 *	3 *	4 * et 4 * L	Ensemble
Île-de-France	Arrivées (en milliers) ⁽¹⁾	4 594	1 427	11 053	9 780	5 779	32 633
	dont part des étrangers (en %)	22,0	28,4	34,5	57,3	69,3	45,5
	Nuitées (en milliers) ⁽²⁾	8 190	2 794	21 709	21 769	12 877	67 339
	dont part des étrangers (en %)	26,8	35,9	43,6	66,4	75,9	54,8
	Taux d'occupation ⁽³⁾	75,0	71,0	74,5	75,4	76,6	75,1
France métropolitaine	Arrivées (en milliers) ⁽¹⁾	16 802	5 571	46 069	29 003	10 699	108 144
	dont part des étrangers (en %)	18,6	18,7	22,7	42,9	58	30,7
	Nuitées (en milliers) ⁽²⁾	27 715	9 646	81 705	57 300	22 561	198 927
	dont part des étrangers (en %)	20,6	21,8	26,5	49,5	64,6	36,4
	Taux d'occupation ⁽³⁾	65,4	56,7	59,0	63,4	68,7	62,0

(1) Arrivées : nombre de clients qui séjournent une ou plusieurs nuits consécutives dans un même hôtel.

(2) Nuitées : nombre total de nuits passées par les clients dans un hôtel (nombre de personnes multiplié par le nombre de nuits).

(3) Taux d'occupation : rapport entre le nombre de chambres occupées et le nombre de chambres effectivement disponibles.

Sources : Insee - Direction du tourisme - Comité régional du tourisme, enquête de fréquentation hôtelière

Taux d'occupation des hôtels de 0 à 4 étoiles-luxe à partir de 2007

(en %)

	Paris		Île-de-France		France métropolitaine	
	2007	2008	2007	2008	2007	2008
Janvier	63,6	65,8	65,3	67,9	50,1	51,5
Février	65,9	68,7	68,4	72,0	53,9	55,1
Mars	75,5	75,8	79,6	78,7	58,4	58,1
Avril	75,9	76,1	80,3	79,7	60,2	59,2
Mai	75,2	78,6	78,7	82,8	61,5	65,0
Juin	84,6	83,4	88,0	87,2	70,6	69,8
Juillet	75,7	75,7	78,4	78,9	68,4	68,6
Août	69,0		72,6		69,1	
Septembre	83,0		86,8		71,0	
octobre	84,5		88,3		64,2	
Novembre	76,9		80,4		58,3	
Décembre	70,8		74,2		52,8	

L'enquête de fréquentation hôtelière a fait l'objet d'une rénovation importante en janvier 2006.

Cette rénovation concerne essentiellement la méthode de redressement des non-réponses et l'introduction de nouvelles nationalités.

Les résultats ne sont pas comparables avec ceux des années précédentes.

Les données de 2007 sont calculées à partir du parc de 2006 + 35 hôtels ajoutés depuis janvier 2007.

Sources : Insee - Direction du tourisme - Comité régional du tourisme, enquête de fréquentation hôtelière (données définitives de janvier 2007 à mai 2008 et provisoires à partir de juin 2008)

Répartition de l'hôtellerie de plein air au 01-01-2008

	Nombre de campings	Nombres d'emplacements
Paris	1	510
Seine-et-Marne	55	7 375
Yvelines	18	3 306
Essonne	21	3 081
Hauts-de-Seine	0	0
Seine-Saint-Denis	1	236
Val-de-Marne	1	400
Val-d'Oise	6	758
Île-de-France	103	15 666
France métropolitaine	7 981	922 370

Sources : Insee - Direction du tourisme - Comité régional du tourisme

Fréquentation de l'hôtellerie de plein air de mai à septembre 2007 ⁽¹⁾

	Emplacements occupés ⁽²⁾	
	Arrivées	Nuitées
Français	109 693	289 799
Etrangers	344 174	1 048 710
Ensemble Île-de-France	453 867	1 338 509
Evolution 2007/2006 (en %)	15,3	19,0
France métropolitaine	17 341 045	97 693 892

(1) Le nombre moyen d'emplacements de passage offerts pendant la saison, de mai à septembre, est de 7 070.

(2) Emplacement occupé : emplacement de passage et résidentiel occupé par un ou plusieurs touristes pendant une période déterminée.

Sources : Insee - Direction du tourisme - Comité régional du tourisme, enquête de fréquentation dans l'hôtellerie de plein air

Loisirs

Nombre total d'équipements sportifs en Île-de-France en 2008

	Piscines publiques ⁽¹⁾		Salles multisports ⁽²⁾		Terrains de grand jeux ⁽²⁾	
	Nombre	Part dans la région (en %)	Nombre	Part dans la région (en %)	Nombre	Part dans la région (en %)
Paris	40	13,8	335	14,7	143	4,3
Seine-et-Marne	44	15,2	275	12,1	654	19,7
Yvelines	34	11,7	290	12,7	604	18,2
Essonne	37	12,8	269	11,9	584	17,6
Hauts-de-Seine	36	12,4	290	12,7	288	8,7
Seine-Saint-Denis	31	10,7	315	13,9	303	9,1
Val-de-Marne	33	11,4	265	11,6	252	7,6
Val-d'Oise	35	12,1	238	10,4	492	14,8
Île-de-France	290	100	2 277	100	3 320	100

(1) Source : Ministère de la santé de la jeunesse et des sports (MSJS - RES, octobre 2008), Exploitation IRDS (Institut Régional de Développement du Sport)

(2) Source : MSJS - RES (octobre 2008)

Effectifs licenciés des principales fédérations françaises en Île-de-France en 2007

	Football	Tennis	Judo-jujitsu, kendo et disciplines associées	Équitation	Golf
Paris	*	39 460	9 628	7 937	14 557
Seine-et-Marne	41 482	25 608	14 461	16 855	10 116
Yvelines	40 531	44 321	16 260	20 411	29 356
Essonne	34 687	30 145	13 192	14 749	11 486
Hauts-de-Seine	36 204	36 562	12 871	9 991	19 146
Seine-Saint-Denis	34 503	16 826	8 748	2 462	2 202
Val-de-Marne	36 040	21 267	10 883	6 404	4 897
Val-d'Oise	32 401	23 707	11 651	9 617	11 933
Île-de-France	255 848	237 896	97 694	88 426	103 693
France métropolitaine	2 223 392	1 073 305	538 428	545 812	378 160

* Il n'existe pas de district pour Paris. Par conséquent, les clubs parisiens sont répartis dans les 3 districts de proche couronne.

Source : Ministère de la santé de la jeunesse et des sports (MSJS - DVAEF / mission statistiques). Données au 15-07-08.

Évolution de la fréquentation cinématographique de 2005 à 2007

	Nombre d'entrées (en millions)			Indice de fréquentation ⁽¹⁾		
	2005	2006	2007	2005	2006	2007
Paris	27,66	28,13	25,44	12,5	12,9	11,7
Petite couronne	13,38	14,24	13,61	3,1	3,1	3,1
Grande couronne	12,82	13,58	12,83	2,6	2,7	2,6
France métropolitaine	175,48	188,79	177,52	2,9	3,1	2,9

(1) Indice de fréquentation : rapport entre le nombre d'entrées de l'année et la population au 01-01-2006.

Source : Centre national de la cinématographie

Population légale au 1^{er} janvier 2006

Ces résultats sont issus de l'exploitation des enquêtes annuelles de recensement de 2004, 2005, 2006, 2007 et 2008, dans le cadre du nouveau dispositif de recensement instauré par la loi du 27 février 2002. La date de référence pour la population légale est le milieu du cycle de ces cinq années, soit le 1^{er} janvier 2006.

Appareil productif

Entreprise (définition retenue par Eurostat) : une entreprise est une unité organisationnelle de production de biens et services marchands jouissant d'une autonomie de décision. L'unité légale correspondant à la notion d'entreprise est identifiée par son numéro SIREN dans le répertoire Sirene. L'entreprise est matérialisée par son établissement siège social. Sont exclus de cette définition, notamment, les institutions et services de l'État et des collectivités territoriales, les associations, les hôpitaux et les unités bénéficiant de transferts financiers publics.

Établissement : une entreprise exerce son activité dans un ou plusieurs établissements géographiquement distincts. Un établissement est repéré par une adresse. À une adresse donnée, une entreprise n'a qu'un seul établissement.

Emploi

Chômeur au sens du BIT : personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond en même temps à trois conditions : être sans emploi durant une semaine de référence, être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours, chercher activement un emploi ou en avoir trouvé un qui commence ultérieurement.

Taux de chômage : rapport entre le nombre de chômeurs et la population active.

Taux de chômage localisés : les taux de chômage régionaux ou départementaux sont estimés à partir d'une méthodologie qui utilise à la fois les données annuelles de l'enquête emploi en continu et les DEFM (demandeurs d'emploi en fin de mois) de l'ANPE. La cohérence entre les deux sources est assurée à présent de façon trimestrielle et non plus annuelle. Ces taux ne sont pas des taux de chômage au sens du BIT.

Les données, en moyenne trimestrielle, sont corrigées des variations saisonnières.

Chômeur de longue durée : personne au chômage depuis au moins un an.

Champ Unédic : champ d'observation de l'emploi salarié qui comprend les salariés de tous les établissements du secteur privé industriel et commercial employant au moins une personne sous contrat de travail. Les fonctionnaires de l'État, des collectivités locales et le personnel des établissements publics à caractère administratif, les artistes et les salariés des établissements publics à caractère industriel et commercial ne sont pas comptabilisés dans ce champ par le Groupement des Assédic de la Région Parisienne (GARP). Le taux de couverture des statistiques Unédic était de 70 % de l'emploi salarié régional recensé au RGP 1999.

DEFM (demandeurs d'emploi en fin de mois) : indicateur du nombre de personnes inscrites à l'ANPE. Il se décline de 1 à 6 selon différents critères, notamment le type d'emploi recherché et le degré d'activité effectué au cours du mois écoulé.

- **DEFM de catégorie 1 :** personnes sans emploi, immédiatement disponibles, déclarant être à la recherche d'un emploi à durée indéterminée à temps plein, ayant éventuellement exercé une activité occasionnelle ou réduite d'au plus 78 heures dans le mois.

- **DEFM de catégorie 2 :** personnes sans emploi, immédiatement disponibles, déclarant être à la recherche d'un emploi à durée indéterminée à temps partiel, ayant éventuellement exercé une activité occasionnelle ou réduite d'au plus 78 heures dans le mois.

- **DEFM de catégorie 3 :** personnes sans emploi, immédiatement disponibles, déclarant être à la recherche d'un emploi à durée déterminée, ayant éventuellement exercé une activité occasionnelle ou réduite d'au plus 78 heures dans le mois.

- **DEFM de catégorie 6 :** personnes sans emploi, déclarant être à la recherche d'un emploi à durée indéterminée à temps plein, exerçant ou ayant exercé une activité occasionnelle ou réduite de plus de 78 heures dans le mois.

Taux d'activité

Proportion de la population active (actifs ayant un emploi et chômeurs) dans la population totale correspondante.

Pour toute définition ou nomenclature, vous pouvez consulter le site de l'INSEE à l'adresse :

www.insee.fr/fr/nom_def_met/accueil.htm

Bureau d'études et de prospective

*200 femmes et hommes au service
de la Région d'Île-de-France et de ses partenaires*

Force d'analyse, de propositions, de projets

L'IAU Île-de-France est structuré autour de cinq grandes directions techniques :
l'aménagement et l'urbanisme, la mobilité et les transports,
l'environnement urbain et rural, l'économie, l'emploi et le développement local,
la démographie, le logement et les équipements ainsi que différents observatoires :
la santé, la sécurité, l'action internationale, le tourisme, le patrimoine, le sport.

Maître d'œuvre des schémas directeurs de l'Île-de-France

En tant que maître d'œuvre, l'IAU Île-de-France a entrepris, dès 2003, la révision du schéma directeur de 1994 aux côtés de la Région : bilan, enjeux auxquels est aujourd'hui confrontée la Région, scénarios de développement et réflexion sur le parti d'aménagement, appui au dispositif de concertation, capitalisation des travaux et construction du projet de schéma directeur d'Île-de-France.

Outil en évolution constante

Dans un contexte en perpétuel renouvellement, l'IAU Île-de-France s'adapte constamment, se projette dans l'avenir et apporte un éclairage à long terme sur les évolutions de la métropole.

Présent dans de très nombreux domaines, il anime réseaux et partenariats sur lesquels il fonde une part de son expertise. L'IAU Île-de-France intervient aussi dans une quarantaine de pays à travers des contrats et accords de coopération.

Outil de communication, lieu d'échanges

Des données.

De nombreuses publications.

Un site Internet (www.iau-idf.fr).

Des séminaires, débats et tables rondes.

Le système d'information géographique régional (SIGR), que l'institut développe depuis vingt ans, couvre les 12 000 km² du territoire francilien, ses 1 281 communes et ses huit départements.

Le président

L'IAU Île-de-France est présidé par Jean-Paul HUCHON, président du conseil régional d'Île-de-France.

Le directeur général

François DUGENY



Aéroports de Paris	www.adp.fr
Agence régionale de développement	www.paris-region.com
Airparif	www.airparif.asso.fr
Centre national de la cinématographie	www.cnc.fr
Chambre régionale de commerce et d'industrie Paris - Ile-de-France	www.paris-iledefrance.cci.fr
Comité des constructeurs français d'automobiles	www.ccfa.fr
Comité régional du tourisme Île-de-France	www.pidf.com
Conseil régional d'Île-de-France	www.iledefrance.fr
Direction générale des impôts	www.impots.gouv.fr
Direction interrégionale des douanes d'Île-de-France	www.douanes.gouv.fr
Direction régionale de l'administration sanitaire et sociale d'Île-de-France	www.ile-de-France.sante.gouv.fr
Direction régionale de l'agriculture et de la forêt	www.agriculture.gouv.fr/mini/pres/draf.htm
Direction régionale de l'équipement d'Île-de-France	www.equipement.gouv.fr
Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement	www.ile-de-france.drire.gouv.fr
Econovista	www.econovista.com
Europlace	ww.paris-europlace.net
Eurostat	http://epp.eurostat.ec.europa.eu
Groupe des Assédic de la région parisienne (GARP)	www.assedic.fr
IAU Île-de-France (Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Île-de-France)	www.iau-idf.fr
Insee (Institut national de la statistique et des études économiques)	www.insee.fr
Ministère de l'Intérieur	www.interieur.gouv.fr
Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie	www.minefi.gouv.fr
Ministère de l'Éducation nationale	www.education.gouv.fr
Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche	www.recherche.gouv.fr
Paris – Île-de-France Capitale Économique	www.europinvest-paris.com
Port autonome de Paris	www.paris-ports.fr
RATP	www.ratp.fr
Sitadel	www.statistiques.equipement.gouv.fr
SNCF	www.sncf.com
Unedic (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce)	www.assedic.fr
Urcam Île-de-France	www.urcam.assurance-maladie.fr/ile-de-france.html



Des versions CD-Rom et papier
sont disponibles gratuitement sur simple
demande à : econovista@paris-region.com

Econovista.com

le moyen le plus simple de découvrir l'Ile-de-France

Vous allez implanter votre entreprise en Ile-de-France :
Econovista.com est l'outil qui vous permettra d'évaluer vos choix
de localisation.

A l'aide d'une interface innovante et accessible gratuitement sur
Internet, découvrez nos atouts économiques et géographiques,
sélectionnez les critères qui vous sont propres, déterminez vos
priorités, téléchargez les données territoriales et visualisez
la carte répondant à vos critères.

Bienvenue en Ile-de-France !



Econovista

L'économie d'Ile-de-France à la carte

- **Tableaux économiques d'Ile-de-France 2008**, Insee Ile-de-France, décembre 2008
- **Les créations d'entreprises en Ile-de-France**, Insee Ile-de-France, IAU îdF et CRCI Paris - Ile-de-France, octobre 2008
- **Des créateurs en Ile-de-France, diplômés et orientés vers les services aux entreprises**, J.F. Hervé, Insee Ile-de-France à la page n°306, octobre 2008
- **Le commerce extérieur de l'Ile-de-France**, résultats 2007, Direction interrégionale des douanes d'Ile-de-France, CCI de Paris, CRCI Paris - Ile-de-France, octobre 2008
- **Après un bon début d'année, les perspectives s'assombrissent pour l'économie francilienne**, J. Roy - F. Rageau, Insee Ile-de-France à la page n°302, juillet 2008
- **Pôles d'emploi franciliens : quatre emplois sur dix dans les services à la production**, S. Francastel - P. Pottier - L. Salembier, Insee Ile-de-France à la page n°287, octobre 2007
- **L'industrie des biens de consommation limite le repli de l'industrie francilienne**, J. Bresner, Insee Ile-de-France à la page n°284, Dirire Ile-de-France, CCI de Paris, CRCI Paris - Ile-de-France, septembre 2007
- **Les solidarités territoriales**, Cahiers n° 148, IAU îdF, septembre 2008
- **Les grands établissements industriels en Ile-de-France**, Carine Camors, Renan Combeau, IAU îdF, juillet 2008
- **Les conditions de logement en Ile-de-France en 2006**, Rémi Charrier, Insee Ile-de-France, IAU îdF, Note rapide n° 450, juillet 2008
- **Près de 11,6 millions de Franciliens au 1^{er} janvier 2007**, Laurianne Salembier, Insee Ile-de-France, Philippe Louchart IAU îdF, Note rapide n° 448, juin 2008
- **Contraintes énergétiques et mutations urbaines**, G. Lacoste, IAU îdF, Cahiers n° 147, février 2008
- **Clusters mondiaux: Regards croisés sur la théorie et la réalité des clusters**, identification et cartographie des principaux clusters internationaux, Sylvie Lartigues, Odile Soulard, IAU îdF, janvier 2008
- **Les sièges sociaux de grands groupes en Ile-de-France**, Thierry Petit, Note rapide n° 442, janvier 2008
- **Les indicateurs du développement durable**, Iuli Nascimento, Simon Carrage, IAU îdF, Note rapide n° 439, décembre 2007
- **Regards sur... l'année économique et sociale 2007**, Insee Ile-de-France, juin 2008
- **L'Ile-de-France parmi les régions européennes - Une population jeune mais peu présente sur le marché du travail**, N. Blanchard - A. Ferrer, Insee Ile-de-France à la page n°282, juin 2007
- **Les groupes français contrôlent l'industrie francilienne**, C. Balaire, Insee Ile-de-France à la page n°281, Dirire Ile-de-France, CCI de Paris, CRCI Paris - Ile-de-France, mai 2007
- **Le Côte de l'innovation : un espace économique francilien en mouvement**, Insee Ile-de-France, Conseil général de l'Essonne, mars 2007



Nous avons plus que le transport en commun.

Transilien, ce sont 30 000 femmes et hommes qui, tous les jours, font rouler 5 700 trains et permettent à 2,7 millions de voyageurs de se déplacer sur tout le territoire de la région Ile-de-France. Mais pas seulement. Ce qui anime Transilien, c'est également le souci constant d'adapter son offre de services aux attentes de tous les Franciliens. Avec vous, élus d'Ile-de-France, Transilien accomplit sa mission de service public dont l'enjeu est l'amélioration de la qualité de vie pour tous. Qu'ils se traduisent par de grands projets ou de petits chantiers, c'est ensemble que nous pourrons relever les défis du transport public.

Relations Institutionnelles : gilles.mergy@sncf.fr

Cet ouvrage a été réalisé par :

la **Chambre régionale de commerce et d'industrie Paris - Ile-de-France**
(CRCI Paris - Ile-de-France), présidée par Pierre SIMON,

en partenariat avec :

l'**Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Île-de-France**
(IAU Île-de-France), dirigé par François DUGENY ;

la **direction régionale d'Ile-de-France de l'Institut national de la statistique et des études économiques**
(INSEE), dirigée par Sylvie MARCHAND.

Directeur de la publication :

Pierre LAHOCHÉ, Directeur général de la CRCI Paris - Ile-de-France.

Coordination :

Martine DELASSUS (CRCI Paris - Ile-de-France), Carine CAMORS (IAU Île-de-France / DEDL)
et Nadine LAROCHE (INSEE Ile-de-France).

Conception / rédaction :

Jordan NOURTIER (CRCI Paris - Ile-de-France), Nadine LAROCHE (INSEE Ile-de-France).

Cartographie :

Pascale GUERY (IAU Île-de-France / DEDL), Jean-Eudes TILLOY (IAU Île-de-France / Studio création édition).

Maquette et mise en page :

Esprit Public

© Copyright CRCI Paris - Ile-de-France / IAU Île-de-France / INSEE Ile-de-France - Janvier 2009

Crédits photos:

Page 1, de gauche à droite et de haut en bas : PSA Peugeot Citroën / direction de la communication ; ARD / Michel Derouault ; CDupont CEA ; ARD / Michel Derouault ; ARD / Michel Derouault ; Gac (Ie) Hervé ; ARD / Derouault Michel ; Institut Curie ; Aéroports de Paris ; ARD / Derouault Michel ; Office de tourisme de Paris / David Lefranc ; ARD / Michel Derouault ; Thierry Daniel / DIAF. **Page 3** : ARD / Michel Derouault. **Page 4** : Région Île-de-France ; C Dupont / CEA. **Page 42** : PSA Peugeot Citroën / direction de la communication. **Page 43** : Olivier Pasquiers / Bar Floréal Photo / Région Île-de-France. **Page 49** : ARD / Derouault Michel ; Office de tourisme de Paris / David Lefranc. **Page 53** : ARD / Derouault Michel. **Page 62** : Didier Raux / SYCTOM de l'agglomération parisienne.



7, rue Stephenson
78188 St-Quentin-en-Yvelines Cedex
Tél. : 01 30 96 90 00
Fax : 01 30 96 90 67
www.insee.fr/fr/insee_regions/idf



7, rue Beaujon
75008 Paris
Tél. : 01 55 37 67 72
Fax : 01 55 37 67 68
www.paris-iledefrance.cci.fr



15, rue Falguière
75740 Paris Cedex 15
Tél. : 01 77 49 77 40
Fax : 01 77 49 76 26
www.iau-idf.fr



La Caisse des Dépôts

“au service de l'intérêt général
et du développement économique”

Code monétaire et financier (Art. L 518-2)

Institution financière publique

- > Investisseur institutionnel de long terme
- > Banquier du service public de la Justice et de la Sécurité sociale
- > Gestionnaire de l'épargne des Français pour financer des priorités d'intérêt général, principalement le logement social
- > Gestionnaire de régimes de retraite
- > Développeur des territoires aux côtés des collectivités locales

Filiales

- > Investissement dans les entreprises : Fonds stratégique d'investissement, CDC Entreprises
- > Assurance de personnes : CNP Assurances
- > Immobilier : groupe SNI, Icade
- > Capital investissement : CDC Capital Investissement
- > Services : Transdev, Egis, Compagnie des Alpes et Belambra

La Caisse des Dépôts met, dans tous ses métiers, sa capacité d'innover et d'agir à long terme au service du développement durable.

Son réseau de 25 directions régionales, présent dans chacune des régions de métropole et de l'outre-mer, mobilise l'ensemble de ses savoir-faire et de ses financements.

Avec son plan stratégique Elan 2020, la Caisse des Dépôts s'est fixé quatre priorités pour répondre aux urgences du pays : le logement, les PME, les universités et l'environnement.

Direction régionale Ile-de-France
254, boulevard Saint-Germain
75343 Paris Cedex 07
01 49 55 68 00

Créateur de solutions durables.



Aujourd'hui et demain, le STIF améliore

les transports en Île-de-France

www.stif.info



Le STIF décide

Le STIF est l'autorité organisatrice des transports en Île-de-France. Au sein de son Conseil, depuis 2006, il fédère la Région Île-de-France, la Ville de Paris et les sept autres départements franciliens.

La Chambre régionale de commerce et d'industrie ainsi que les EPCI de la région Île-de-France sont également représentés. Ensemble, ils décident des politiques d'investissements et d'amélioration des transports en commun. ■

îledeFrance



Le STIF organise

Le STIF coordonne et finance l'activité des transporteurs (RATP, SNCF, OPTILE). Dans le cadre de contrats passés avec les entreprises, le STIF finance les transports et la mise en œuvre de services aux voyageurs (circulation des trains, bus, métros, RER, tramways, vente des titres, information aux voyageurs, etc.).

En 2008, les dépenses de fonctionnement des transports publics se sont élevées à plus de 7,5 milliards d'euros. ■



optile

Le STIF innove

Quatre grands chantiers sont prioritaires

- **Le renforcement de l'offre de transport**
- **Une qualité de service toujours améliorée**

Le STIF fait un effort sans précédent pour répondre à l'augmentation sans cesse croissante du nombre de voyageurs : davantage de bus (Mobilien, TVM) et de métros (lignes 2, 3, 5, 7, 9, 11, 13 et ouverture prolongée d'une heure les soirs de week-end), plus de trains et de RER, mise en service des tramways T3 et T4 et de 5 nouveaux tramways dans les 4 ans, lancement de nouveaux services : Noctilien, navette fluviale Voguéo...

- **La modernisation du matériel roulant**

Le STIF investit massivement dans la modernisation des trains et RER : achat des nouveaux trains "Le Francilien", mis en service dès la fin de l'année 2009, ainsi que des AGC (Automotrices Grande Capacité), rénovation des rames du RER B...

Le STIF engage le financement de nouveaux investissements pour améliorer en permanence la mobilité des Franciliens : l'information aux voyageurs, l'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite, notamment celle des bus à Paris et l'amélioration des Parcs Relais...

- **Une tarification plus moderne et solidaire**

Le STIF offre une tarification adaptée à chaque voyageur :

- la suppression des zones 7 et 8,
- la création du Ticket t+,
- des réductions ou la gratuité pour les plus défavorisés,
- imagine R pour les moins de 26 ans, scolaires et étudiants,
- la carte Navigo... ■



Le réseau des Chambres de commerce et d'industrie de Paris - Ile-de-France

Les Chambres de commerce et d'industrie de Paris - Ile-de-France sont des établissements publics dirigés par **216 chefs d'entreprises élus**, issus de secteurs d'activité très divers. Leur mission est de conseiller et accompagner les entreprises dans leurs phases de développement et de contribuer à la formation de leurs salariés.

Outre les produits et services mis à disposition des entreprises, les CCI produisent des études économiques et des enquêtes de conjoncture ou d'opinion.

La brochure annuelle des « Chiffres-clés de la région Ile-de-France », compte parmi leurs réalisations. Y sont présentées les principales données statistiques de la région. La brochure est réalisée par la CRCI Paris - Ile-de-France en partenariat avec la direction régionale de l'INSEE et l'IAU Ile-de-France.

Pour en savoir plus et trouver une réponse adaptée à votre demande, contactez votre Chambre de commerce et d'industrie :

■ **Chambre de commerce et d'industrie de l'Essonne** : www.essonne.cci.fr

■ **Chambre de commerce et d'industrie de Paris** : www.ccip.fr

- CCIP Paris : www.ccip75.fr

- CCIP Hauts-de-Seine : www.ccip92.fr

- CCIP Seine-Saint-Denis : www.ccip93.fr

- CCIP Val-de-Marne : www.ccip94.fr

■ **Chambre de commerce et d'industrie de Seine-et-Marne** :

www.seineetmarne.cci.fr

■ **Chambre de commerce et d'industrie de Versailles Val-d'Oise / Yvelines** :

Siège et délégations des Yvelines et du Val-d'Oise : www.versailles.cci.fr

■ **Chambre régionale de commerce et d'industrie Paris - Ile-de-France** :

www.paris-iledefrance.cci.fr





Chambre de
Commerce
et d'Industrie
de l'Essonne

Le réseau des Chambres de commerce et d'industrie de Paris – Ile-de-France

Chambre de commerce et d'industrie de l'Essonne

2, cours Monseigneur Roméro – BP 135
91004 Evry Cedex
Tél. : 01 60 79 91 91
www.essonne.cci.fr



Chambre de commerce
et d'industrie de Paris

Chambre de commerce et d'industrie de Paris

27, avenue de Friedland
75008 Paris
Tél. : 0820 012 012 (0,12€/mn)
www.ccip.fr



CCI Seine-et-Marne
Chambre de Commerce et d'Industrie

Chambre de commerce et d'industrie de Seine-et-Marne

Boulevard Olof Palme
Emerainville
77436 Marne-la-Vallée Cedex 2
Tél. : 01 64 36 32 57 – 01 64 52 45 01
www.seineetmarne.cci.fr



CCI

Chambre de commerce et d'industrie
Versailles Val-d'Oise / Yvelines

Chambre de commerce et d'industrie de Versailles Val-d'Oise / Yvelines

21, avenue de Paris
78021 Versailles Cedex
Tél. : 01 30 84 78 78
www.versailles.cci.fr



Publication réalisée par :

Chambre régionale de commerce
et d'industrie Paris – Ile-de-France
www.paris-iledefrance.cci.fr



INSEE
ILE-DE-FRANCE